

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

« GET THEM HOUSED AND KEEP THEM HOUSED »  
LE LOGEMENT SUPERVISÉ À SAN FRANCISCO COMME SOLUTION À  
L'ITINÉRANCE : UNE STRATÉGIE NÉOLIBÉRALE DE GOUVERNEMENT  
DES SANS-ABRI

MÉMOIRE  
PRÉSENTÉ  
COMME EXIGENCE PARTIELLE  
DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR  
MARIE-FRÉDÉRIQUE FORTIN ROBITAILLE

JUILLET 2017

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL  
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.10-2015). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»



## REMERCIEMENTS

J'aimerais d'abord remercier du fond du coeur ma famille : Johanne, Daniel, Isabelle, Guy, Anthony, Alexia et Marc-Antoine, qui m'ont épaulée à travers toutes les étapes et les défis qui constituent la rédaction d'un mémoire de maîtrise. Leur amour et leur appui tout au long de ce processus ont été des plus importants. Un merci spécial à Marc-Antoine, qui a été à l'écoute de mes idées, aussi inusitées soient-elles, et qui a donné un écho précieux aux réflexions qui ont donné lieu à ce mémoire.

J'aimerais aussi remercier sincèrement mon directeur, Frédérick Gagnon, d'abord pour sa confiance et ses conseils. Mais aussi, et surtout, pour son enseignement d'exception. La passion et le talent avec lesquels il exerce son travail de pédagogue, et son dévouement à transmettre ses connaissances de la politique, de la société et de la culture américaines sont remarquables. Ces grandes qualités sauront certainement m'inspirer bien au-delà de mon parcours académique.

J'aimerais ensuite exprimer ma profonde gratitude à mon amie Laurainbo. Par son hospitalité, elle m'a permis de concrétiser mon projet de recherche. Je la remercie de m'avoir fait découvrir la région de la Baie de San Francisco et d'avoir été, par son accueil, son ouverture et sa générosité, le reflet étincelant de cette culture qu'on dit propre à San Francisco. Merci également aux personnes que j'ai rencontrées à San Francisco dans le cadre de mes recherches, pour leur temps et aussi pour l'énergie qu'ils et elles consacrent à améliorer la condition des personnes qui n'ont pas de logement, dans cette ville à la fois si inspirante et si cruelle qu'est San Francisco.

Finalement, un merci plus que spécial à mon amoureux, Jérôme, simplement pour sa présence et son amour. Merci d'avoir été à mes côtés à travers tout ce chemin parcouru, et de m'avoir écoutée et soutenue sans réserve à travers cette grande aventure existentielle qu'est la rédaction d'un mémoire de maîtrise!



## TABLES DES MATIÈRES

LISTE DES ABREVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES .....	ix
RESUME.....	xi
INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE I	
CADRE THEORIQUE : LA GOUVERNEMENTALITE NEOLIBERALE .....	17
1.1 La gouvernementalité chez Foucault et ses successeurs.....	17
1.1.1 Gouvernement des populations et dispositifs de sécurité.....	17
1.1.2 L’art libéral de gouverner.....	21
1.1.3 Les études de gouvernementalité .....	22
1.2 À la recherche de la gouvernementalité néolibérale : conceptualisation et cadre d’analyse .....	25
1.2.1 Survol des théories néolibérales .....	25
1.2.2 Une rationalité économique comme rationalité gouvernementale .....	27
1.2.3 Trois concepts clés .....	29
1.2.3.1 L’usage de la biopolitique .....	30
1.2.3.2 L’interface du pouvoir : l’homo economicus .....	31
1.2.3.3 Gouverner par la liberté.....	32
1.3 Particularités méthodologiques de l’analyse gouvernementale .....	33
1.3.1 Opérer une généalogie.....	34
1.3.2 Sortir des sentiers battus.....	35
1.3.3 Le corpus à l’étude .....	36
CHAPITRE II	
GÉNÉALOGIE FRAGMENTAIRE DU GOUVERNEMENT DES PERSONNES PAUVRES ET SANS-ABRI AUX ÉTATS-UNIS.....	
2.1 Conceptions américaines de la pauvreté.....	39
2.1.1 Éthique protestante et morale individuelle.....	40
2.1.2 Le moteur du capitalisme .....	42

2.1.3	La culture de la pauvreté .....	43
2.1.4	L'État-providence comme technique de discipline des pauvres .....	46
2.1.5	Le refuge comme institution disciplinaire.....	49
2.2	L'itinérance comme enjeu de sécurité.....	52
2.2.1	La figure du hobo .....	52
2.2.2	L'itinérance et l'ordre en milieu urbain .....	55
2.2.3	L'émergence du concept d'itinérance chronique .....	58
2.3	Gestion de l'itinérance à San Francisco : les ramifications du dispositif de sécurité .....	61
2.3.1	L'implantation initiale du logement supervisé.....	61
2.3.2	Quel usage des interventions policières ?.....	63
2.3.3	Comblant une faille dans le dispositif de sécurité.....	66
<b>CHAPITRE III</b>		
<b>L'ANALYSE DU LOGEMENT SUPERVISE COMME COMPOSANTE D'UN DISPOSITIF DE SECURITE .....</b>		
<b>68</b>		
3.1	Le discours biopolitique sur l'itinérance .....	68
3.1.1	La collecte d'informations .....	68
3.1.2	L'instrumentalisation du discours biopolitique.....	71
3.1.3	Une approche consensuelle .....	75
3.2	Une rationalité économique appliquée au phénomène de l'itinérance.....	77
3.2.1	Appréhender des solutions grâce à la logique du marché .....	77
3.2.2	La « mise en marché » du logement supervisé.....	81
3.3	Le logement supervisé et ses techniques de guidage.....	84
3.3.1	L'élimination des obstacles au logement .....	84
3.3.2	L'attribution des unités.....	86
3.3.3	Le Navigation Center .....	88
3.3.4	« Keep them housed » .....	92
<b>CONCLUSION.....</b>		
<b>99</b>		
<b>ANNEXE A</b>		
<b>NOMBRE DE SANS-ABRI PAR 100 000 HABITANTS.....</b>		
<b>107</b>		

ANNEXE B SIGNALEMENTS DE CAMPEMENT DE TENTES REPERTORIES VIA L'APPLICATION SF311 (SIGNALEMENT D'INFORMATIONS NON URGENTES).....	108
ANNEXE C REPARTITION DE LA POPULATION ITINERANTE TOTALE (ABRITEE ET NON-ABRITEES) DE SAN FRANCISCO PAR DISTRICT .....	109
ANNEXE D PLACEMENTS CUMULATIFS EN UNITE DE LOGEMENT SUPERVISE A SAN FRANCISCO DE 2004 A 2014 .....	110
ANNEXE E CRITERES D'ELIGILITE SELON LE DEGRE DE SOUTIEN DES ETABLISSEMENTS DE LOGEMENT SUPERVISE .....	111
ANNEXE F PARCOURS DE SORTIE DES UTILISATEURS DU NAVIGATION CENTER ENTRE MARS ET NOVEMBRE 2015.....	112
ANNEXE G POURCENTAGE DES LOCATAIRES DE LOGEMENT SUPERVISE RECEVANT OU REFERES A CES SERVICES .....	113
ANNEXE F CORPUS DES CONFERENCES DE PRESSE DU MAIRE ED LEE RETENUES POUR ANALYSE .....	114
ANNEXE H CORPUS DES REUNIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE SAN FRANCISCO RETENUES POUR ANALYSE.....	115
ANNEXE I CANEVAS D'ENTREVUE.....	116
BIBLIOGRAPHIE .....	122



## LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES

CAAP	County Adult Assistance Programs
COH	Coalition on Homelessness
DPH	San Francisco Department of Public Health
HSA	San Francisco Human Services Agency
HUD	United States Department of Housing and Urban Development
PRWORA	Personal Responsibility and Work Opportunity Reconciliation Act
SFHOT	San Francisco Homeless Outreach Team
SFP	The San Francisco Plan to Abolish Chronic Homelessness
SFPAR	San Francisco Ten Year Plan to End Chronic Homelessness : Anniversary Report Covering 2004 to 2014



## RÉSUMÉ

Cette recherche s'intéresse aux pratiques de la ville américaine de San Francisco en Californie, par rapport à l'itinérance. Elle vise à identifier les objectifs poursuivis par la ville de San Francisco à travers l'approche du logement supervisé, et notamment à travers l'utilisation d'anciens hôtels transformés en maison de chambres pour loger rapidement des personnes itinérantes. Nous souhaitons démontrer que, dans le cas précis de San Francisco, l'objectif poursuivi par le biais de cette approche est de débarrasser les rues de la ville d'une population indésirable spécifiquement ciblée.

Cette recherche se fonde sur la théorie de la gouvernementalité néolibérale chez Michel Foucault. Elle mobilise un cadre théorique qui s'articule autour de trois concepts clés : la biopolitique, l'*homo economicus* et le gouvernement par la liberté. Ces trois concepts nous permettent d'identifier les techniques de pouvoir qui sont mobilisées par les acteurs sociopolitiques en présence afin de mieux gouverner les populations itinérantes.

Ce mémoire permet de se questionner sur la conception américaine de la pauvreté et de l'itinérance et sur l'influence du néolibéralisme sur les techniques de pouvoir déployées aux États-Unis pour mieux gérer la marginalité et les personnes exclues socialement. Il cherche aussi à approfondir certaines réflexions en lien avec l'impact du néolibéralisme sur les techniques de gouvernement, sur l'utilisation des espaces publics en milieu urbain et sur ce qu'on pourrait qualifier comme étant de nouvelles techniques de « gestion » des populations pauvres et itinérantes aux États-Unis.

Mots clés : itinérance, logement supervisé, San Francisco, gouvernementalité néolibérale, biopolitique, Michel Foucault



## INTRODUCTION

Vers sept heures et demie du matin, marcher sur la 16<sup>e</sup> rue en direction de *Mission Street*, dans un quartier de San Francisco en pleine métamorphose (Garofoli & Said, s.d.), a quelque chose de bouleversant. Sous les toiles usées des tentes qui couvrent plusieurs mètres de trottoirs, on entend les bruits de gens qui s'éveillent, qui toussotent, ou qui discutent à voix basse. Dans une convivialité étonnante, les habitants de ces abris de fortune entament leur routine matinale. Quelqu'un passe le balai devant sa tente, d'autres trient leurs possessions emmagasinées dans des chariots surchargés, une femme parle au téléphone assise sur une chaise, alors que d'autres encore discutent avec une travailleuse de rue. À l'intérieur de ces tentes rigoureusement alignées, dont on voit régulièrement les images dans les journaux locaux, il y a des gens qui dorment et qui se réveillent chaque matin. À sept heures et demie, ils ont probablement envie de prendre une douche, de boire un café et de se mettre quelque chose sous la dent. Mais sur les trottoirs de la 16<sup>e</sup> rue, il n'y a pas de douches, ni même d'eau courante ; simplement des tentes, leurs habitants, et le flot de passants indifférents qui, devant cette agitation matinale, gardent pourtant les yeux rivés sur leur téléphone intelligent.

C'est à partir de neuf heures seulement que sont ouvertes les rares toilettes publiques de San Francisco, qui demeurent fermées pour la nuit. À la même heure, les files d'attente sont déjà longues devant la bibliothèque municipale qui ouvrira ses portes incessamment et qui dispose de ces convoitées installations sanitaires accessibles au public. Au courant de la journée, différents services apparaissent successivement pour offrir du soutien aux quelque 6 500 personnes en situation d'itinérance à San Francisco (*Applied Survey Research*, 2015). Des toilettes portatives sont installées

dans certains quartiers. D'anciens autobus transformés en douches mobiles prennent place à quelques centaines de mètres du parvis de l'hôtel de ville. Des comptoirs temporaires offrent gratuitement des lunettes ou une coupe de cheveux. Des dons de vêtements s'organisent régulièrement devant la bibliothèque centrale.

Si la majorité des passants semble conclure que les campements de tentes font tristement partie du paysage urbain de leur ville, et bien que plusieurs San Franciscains contribuent par le biais de différentes initiatives au mieux-être de leurs concitoyens non logés, il n'en demeure pas moins que cette démonstration de solidarité envers les personnes itinérantes n'est pas unanime. Certaines publications sur les réseaux sociaux, rapidement devenues virales, ont semé la controverse à cause du manque d'empathie qu'elles affichaient à l'égard des personnes en situation d'itinérance (Abrahamian, 2014). En février 2016, Justin Keller, un jeune travailleur de l'industrie des nouvelles technologies, a par exemple publié sur son blogue personnel une lettre ouverte qu'il adresse au maire et au chef de police San Francisco. Il y écrit :

*I am writing today, to voice my concern and outrage over the increasing homeless and drug problem that the city is faced with. I've been living in SF for over three years, and without a doubt it is the worst it has ever been. Every day, on my way to, and from work, I see people sprawled across the sidewalk, tent cities, human feces, and the faces of addiction. The city is becoming a shanty town... Worst of all, it is unsafe. [...] What are you going to do to address this problem? The residents of this amazing city no longer feel safe. I know people are frustrated about gentrification happening in the city, but the reality is, we live in a free market society. The wealthy working people have earned their right to live in the city. They went out, got an education, work hard, and earned it. I shouldn't have to worry about being accosted. I shouldn't have to see the pain, struggle, and despair of homeless people to and from my way to work every day. I want my parents when they come visit to have a great experience, and enjoy this special place. (Keller, 2016)*

\*\*\*

### Que reste-t-il de la « *Left Coast City* » ?

La ville de San Francisco se présente comme un cas particulièrement digne d'intérêt pour aborder la question de l'itinérance aux États-Unis, d'abord puisqu'elle a longtemps été réputée avoir adopté une approche différente, passablement bienveillante envers l'itinérance (Murphey, 2009; Kidd & Plummer, 2009; Noy, 2009; Katz & Brigham, 2011). La ville de San Francisco est effectivement porteuse d'une tradition politique particulière, marquée à gauche. Les nombreuses organisations militantes qui s'y sont établies ont contribué à orienter ses politiques publiques vers la défense des droits des groupes plus vulnérables, notamment en ce qui a trait à l'embourgeoisement du milieu urbain, à l'accès au logement et aux droits des locataires (Kidd & Plummer, 2009; Baranski, 2007; Robinson, 1995; Tracy, 2014). Elle a voulu miser, au cours des années quatre-vingt, sur un développement économique et commercial qui ne compromettrait pas la solidité des communautés et la diversité sociale (DeLeon, 1992). Dans le contexte politique américain, la Californie s'est illustrée comme un pilier pour l'aile gauche du parti démocrate (Bell, 2012). San Francisco est ainsi souvent dépeinte comme la capitale de la « *left coast* » (DeLeon 1992; Murphey 2009; Hartman, 2002).

L'Ouest américain, de manière générale, a également offert un milieu social propice pour l'expansion de l'imaginaire communautaire et des utopies collectivistes. San Francisco est en quelque sorte devenu un château fort de la culture hippie et des mouvements sociaux aux États-Unis à partir des années soixante (Finley, 2011). La ville est notamment devenue célèbre pour son rôle de pionnière quant à la reconnaissance des droits des personnes homosexuelles et pour son ouverture envers les communautés LGBTQ (Plaster, 2012). Ces facteurs ont donc fait de San Francisco un lieu où règne la diversité et où la marginalité et la différence semblent finalement contribuer positivement au paysage social et culturel.

Cela dit, depuis la fin des années quatre-vingt-dix, San Francisco connaît une transformation démographique qui semble influencer les dynamiques sociales, culturelles, économiques et politiques qui l'ont longtemps définie (Packer, 2013 ; Garifoli & Said, s. d.). Plusieurs expliquent cette transformation par l'expansion fulgurante du secteur des nouvelles technologies de la communication dans *Silicone Valley* et par l'implantation croissante d'entreprises issues de ce secteur autour de la Baie de San Francisco. Ce qu'on a communément appelé le « *tech boom* » a ainsi attiré des travailleurs et des entrepreneurs prospères qui ont choisi de s'établir à San Francisco même<sup>1</sup> (Flores, 2013). Il convient aussi de souligner que, sous la gouverne du maire actuel, Ed Lee, d'importants congés fiscaux ont été accordés à certaines entreprises du secteur des nouvelles technologies afin de les encourager à demeurer au cœur de la métropole (Vekshin & Levy, 2014). L'agglomération urbaine de la Baie de San Francisco est à la fois un haut lieu de concentration de richesses et l'une des régions des États-Unis les plus inégales en termes de revenus *per capita* (*Silicone Valley Institute for Regional Studies*, 2015; Berube, 2012).

Le développement économique et immobilier généré par la présence d'entreprises d'envergure à San Francisco, comme *Twitter*, *Airbnb* ou *Uber*, change inévitablement la vocation de certains quartiers<sup>2</sup> (Hartman, 2002; Flores, 2014; Tracy, 2014). Ce changement crée aussi un clash avec l'héritage sociopolitique de la ville, traditionnellement moins axé sur la productivité, le corporatisme et le développement

---

<sup>1</sup> Différentes mesures facilitent l'établissement des employés en ville. L'entreprise Google offre par exemple un service de navettes privées qui permet de transporter ses employés vivant à San Francisco jusqu'aux bureaux de l'entreprise, situés à une quarantaine de kilomètres au sud de la métropole. Les « *Google Bus* » offrent un service haut de gamme, avec air climatisé et wifi, et utilisent les voies réservées aux services de transports publics. Ce système a soulevé la grogne de certains groupes qui y voyaient un autre exemple des inégalités entre les citoyens « ordinaires » et les « *techies* » à San Francisco (Rodriguez, 2015).

<sup>2</sup> Plusieurs projets de développements immobilier et commercial sont en cours dans des quartiers marqués par la pauvreté. Quinze pourcent des nouvelles unités résidentielles construites à San Francisco devrait être réservé pour du logement abordable, sous le prix du marché. Certains groupes ont milité avec succès en faveur d'une augmentation de ce pourcentage (passage de douze à quinze pourcent) en 2016 (<http://www.yespropc.com/news>).

économique (Solnit, 2000; DeLeon, 1992). La construction de projets immobiliers luxueux, l'augmentation du prix des loyers, les évictions et le déplacement des populations pauvres dans de nouvelles zones urbaines exacerbent finalement la pénurie de logements abordables et affectent durement les citoyens moins nantis de San Francisco (Tracy, 2014; Hartman, 2002; Packer, 2013). Inévitablement, les plus vulnérables d'entre eux se retrouvent souvent sans logement.

San Francisco est souvent dépeinte comme une ville où l'on rencontre beaucoup de sans-abri. Elle serait en effet la seconde ville américaine ayant la plus importante population itinérante *per capita* (voir Annexe A). Il faut préciser que certains facteurs, notamment la densité de population élevée et la petite superficie de la ville<sup>3</sup>, font en sorte que le phénomène y est aussi plus largement *visible*. C'est-à-dire que les espaces urbains inutilisés y sont rares, ce qui amène les personnes itinérantes à devoir occuper des zones communément fréquentées. Les campements de tentes sont nombreux sur les trottoirs de certaines rues adjacentes aux grandes artères commerciales, mais aussi dans des zones résidentielles de quartiers ayant subi d'importantes transformations dans les dernières années, comme le quartier *Mission*, le *Tenderloin*, ou *South of Market* (voir Annexe B). L'itinérance est effectivement plus concentrée dans l'est de la ville<sup>4</sup> (*Applied Survey Research*, 2015). D'après le plus récent sondage effectué par la Chambre de commerce de San Francisco, l'itinérance et les comportements sur la rue (*street behavior*) se retrouvent au sommet des préoccupations des San Franciscains (*San Francisco Chamber of Commerce*, 2016).

---

<sup>3</sup> D'après *Google Maps*, la superficie de San Francisco est de 121,4 kilomètres carrés. Sa population est estimée par le *United States Census Bureau* à 864 816 personnes (*United States Census Bureau*, 2015). San Francisco se retrouve ainsi parmi les villes américaines les plus densément peuplées. D'après un classement effectué par le magazine *Governing* en 2013, elle apparaissait au deuxième rang derrière la ville de New York (Maciag, 2013).

<sup>4</sup> Se référer à l'Annexe C pour consulter une carte thématique.

L'itinérance est définie par le gouvernement américain comme un phénomène qui englobe différentes situations. Selon la définition proposée par le Département américain du logement (*United States Department of Housing and Urban Development*) (HUD) : « *an individual is considered homeless if he or she lives in an emergency shelter, transitional housing program (including safe havens), or a place not meant for human habitation, such as a car, abandoned building, or on the streets* » (*National Alliance to end Homelessness*, 2015, p. 6). Certaines organisations insistent également pour inclure le fait de demeurer de manière temporaire chez des proches ou d'alterner entre différentes options de logements dans la définition de l'itinérance. C'est donc dire que ce qu'on appelle « itinérance » aujourd'hui, se manifeste sous différentes formes.

Ce mémoire de maîtrise a toutefois pour but de s'intéresser à cette forme d'itinérance *visible* en milieu urbain, qui demeure certainement le référent dominant associé au terme « itinérance » aujourd'hui. C'est elle qui caractérise d'ailleurs San Francisco. Cette forme d'itinérance est généralement associée à la maladie mentale, à la toxicomanie et à la marginalité. Elle s'avère être aussi l'une des rares images de la pauvreté extrême qui sévit aux États-Unis, cette dernière étant plus souvent qu'autrement masquée par la richesse et l'abondance matérielle, omniprésentes dans la société américaine (Shipler, 2004).

### Revue de littérature

L'itinérance est un enjeu des plus complexes qui recoupe un grand nombre de problématiques. Il n'est donc pas étonnant qu'elle suscite un intérêt pour une variété de disciplines en sciences humaines, telles que la sociologie, la psychologie, l'histoire, les études urbaines, la géographie ou le travail social. Compte tenu de la discipline dans laquelle s'inscrit ce mémoire de maîtrise, il nous apparaît essentiel de survoler la littérature récente sur ce thème en adoptant une perspective

multidisciplinaire, en nous assurant néanmoins de soulever les questions qui sont éloquentes en ce qui a trait à la science politique. Car l'itinérance constitue, à notre avis, une question éminemment politique. D'une part, elle pousse celles et ceux qui y sont confrontés à se demander comment venir en aide aux personnes exclues et démunies au sein d'une société collectivement organisée. D'autre part, elle force les pouvoirs publics à se pencher sur de nouvelles préoccupations gouvernementales, relevant du fait que certaines personnes vivent dans la rue. Le « problème » que pose l'itinérance, comme nous le verrons plus en détail au fil de ce mémoire, semble d'ailleurs relever aujourd'hui davantage d'une nécessité de *gouverner* et de *gérer* une population vivant sur la rue, plutôt que de remédier à la pauvreté et aux inégalités qui la caractérisent.

Plusieurs recherches en études urbaines associent l'émergence de l'itinérance aux États-Unis, en tant que phénomène visible, aux transformations démographiques et immobilières qui se sont amorcées au cours des années soixante en zones urbaines (Hartmann, 2002; Robinson, 1995; Kidd & Plummer, 2009; Reese, 2010; Mitchell, 2011). Les grands projets de revitalisation commerciale et le réaménagement de certains quartiers ont bouleversé l'organisation sociale et communautaire qui s'y était construite. Les modalités de logements en milieux urbains pour les personnes pauvres sont ainsi devenues plus rares, ce qui a accru considérablement leurs risques de se retrouver sans logement (Robinson, 1995; Baranski, 2007; Hays, 2012). C'est toutefois au tournant des années quatre-vingt, suite à la récession de 1981, que survient la première grande vague d'itinérance contemporaine aux États-Unis (Hombs, 2011).

La première loi fédérale destinée à faire face à l'itinérance a vu le jour en 1987 (Hombs, 2011; Hays, 2012; Handler & Hasenfeld, 2007; Blau, 1992). Le *McKinney-Vento Homeless Assistance Act* avait pour objectif de fournir des ressources pour la mise sur pied de refuges et de centres d'aide pour les sans-abri. Cette loi visait donc

surtout à réagir à la recrudescence de l'itinérance plutôt qu'à prévenir le phénomène. La responsabilité de développer des stratégies de prévention ou d'intervention sociale a été dévolue aux municipalités (Blau, 1992). Depuis 1987, le gouvernement fédéral alloue donc, à travers HUD, des enveloppes budgétaires aux municipalités afin qu'elles-mêmes mettent en œuvre des programmes d'aide pour les sans-abri dans leur communauté (Blau, 1992; Lyon-Callo, 2004; Von Mahs, 2001; Stanhope & Dunn, 2011). Certains principes directeurs sont toutefois déterminés au niveau fédéral.

D'après les données fournies par la *National Alliance to End Homelessness* à l'occasion d'un dénombrement national ponctuel effectué en janvier 2014, 578 424 personnes dormant dans la rue ou dans des refuges ont été recensées aux États-Unis (*National Alliance to End Homelessness*, 2015). Certains chercheurs mettent par ailleurs en lumière les difficultés associées à l'évaluation du nombre réel de sans-abri qui vivent aux États-Unis, ce qui permet de croire qu'ils seraient plus nombreux que les données recueillies ne l'estiment (Williams, 2011). L'itinérance touche plus fréquemment des hommes blancs, seuls, de cinquante ans et plus, mais elle touche aussi des femmes, des familles et des enfants. Les autochtones, les immigrants, les Afro-Américains et les vétérans sont aussi surreprésentés au sein de la population itinérante si on la compare avec la population totale des États-Unis (Cronley, 2010; Hombs, 2011; Meanwell, 2012; *National Alliance to End Homelessness*, 2013).

L'itinérance est généralement décrite comme étant une forme à la fois complexe et extrême de pauvreté, marquée par l'exclusion, où la personne vit une incertitude constante quant à sa capacité à combler ses besoins primaires (Hombs, 2011; Meanwell, 2012). La littérature dans le domaine du travail social et de la psychologie tend également à relier l'expérience de l'itinérance à d'autres variables telles que la maladie mentale, l'alcoolisme et la toxicomanie (Zlotnik, 2013; Greenwood, 2013; Somerville, 2013; Padgett, 2007) ou la violence conjugale et familiale (Auerswald et Eyr, 2002; Roschelle, 2008; Meanwell, 2012; DeWard, 2010). Pour des individus qui

vivent déjà dans l'instabilité à cause d'une ou plusieurs de ces vulnérabilités, une perte d'emploi, la perte d'un revenu d'aide sociale ou une situation de crise les rendra beaucoup plus enclins à se retrouver dans la rue.

Il semble important de souligner qu'une part considérable de la recherche portant sur les liens entre l'itinérance et l'alcoolisme, la toxicomanie, la maladie mentale ou d'autres maladies chroniques, provient du domaine des sciences de la santé. Plusieurs auteurs en sciences sociales se sont ainsi intéressés à la question de la médicalisation de l'itinérance et en ont dénoncé les potentiels revers (Amster, 2008; Lyon-Callo, 2004 ; Feldman, 2004; Gowan, 2010; McCarthy, 2013). En effet, l'itinérance semble être de plus en plus perçue aujourd'hui comme un enjeu de santé publique plutôt que comme la conséquence de dynamiques socioéconomiques complexes sur les conditions de vie des personnes à faibles revenus. La médicalisation de l'itinérance entraîne aussi une réduction des ressources destinées à la prévention, à l'éducation populaire, à la sensibilisation et la mobilisation citoyenne autour de cet enjeu (Hasenfeld & Garrow, 2012; Lyon-Callo, 2004 ; Knecht & Martinez, 2009).

Les recherches conduites par Craig Willse sur les stratégies préconisées par le gouvernement américain pour mettre fin à l'itinérance ont ainsi proposé une perspective critique fondée sur le concept de biopolitique chez Foucault (Willse, 2008 & 2010). Ce dernier suggère que la médicalisation de l'itinérance témoigne d'une volonté relativement nouvelle, associée au néolibéralisme, de gérer les populations itinérantes en se basant sur des données démographiques. Willse s'est surtout penché sur la façon dont le gouvernement américain recueille des informations sur les sans-abri à travers des bases de données nationales et différents systèmes de surveillance.

Plusieurs auteurs ont aussi déployé les théories de Michel Foucault sur le pouvoir disciplinaire pour mettre en lumière la façon dont les refuges, ainsi que les services qui y sont proposés, visent à réformer le comportement d'individus jugés déviants par

rapport à certaines normes sociales (Lyon-Callo, 2000 ; Feldman, 2004 ; Arnold, 2004, McCarthy, 2013). Les refuges se sont avérés être les principales ressources mises à la disposition des sans-abri par le gouvernement américain depuis la fin des années 1980 (Hombs, 2011; Hays, 2012; Handler & Hasenfeld, 2007; Blau, 1992). Il a été illustré que bons nombres d'entre eux fonctionnent sur le modèle d'une institution totale, en ayant couramment recours à des pratiques de surveillance, de punition et de récompense pour mieux réguler la vie de leurs usagers (DeWard, 2010; Roshelle, 2008; Hofmann, 2008; Evans, 2011).

Un pan important de la littérature sur le sujet porte aussi sur la question de la criminalisation et la judiciarisation de l'itinérance aux États-Unis (Fitzpatrick & Myrstol, 2011; Amster, 2003; Amster 2008; Huey, 2007). En effet, plusieurs villes américaines criminalisent différents comportements qui sont généralement associés aux modes de vie des personnes itinérantes, à travers des lois interdisant par exemple de s'asseoir, de s'allonger, de mendier, de manger, ou simplement de distribuer de la nourriture dans certains lieux publics. Il n'est donc pas rare que certaines personnes vivant dans la rue accumulent des contraventions qu'elles n'ont pas les moyens de payer jusqu'à ce qu'elles soient finalement incarcérées (Fitzpatrick & Myrstol, 2011). Selon plusieurs auteurs, ces pratiques auraient pour but d'« assainir » l'espace public sous la pression des communautés d'affaires, afin de le rendre plus propice et invitant au commerce et à la consommation (Solnit, 2000 ; Gowan, 2010; Amster, 2003 ; Amster 2008; Huey, 2007; Waquant, 2009).

La criminalisation de l'itinérance vient aussi de pair avec une intervention policière plus soutenue visant à déplacer les sans-abri vers des zones plus isolées et moins prisées de l'espace urbain (Huey, 2007; Waquant, 2009). Certains auteurs ont d'ailleurs mis en lumière la double situation d'exclusion et d'inclusion dans laquelle se retrouvent les personnes itinérantes, en s'inspirant notamment des travaux de Giorgio Agamben sur l'état d'exception (Feldman, 2004; Arnold, 2004). Le

gouvernement peut par exemple choisir, d'une part, d'inclure les sans-abri dans sa juridiction en produisant certaines lois qui affectent directement leurs conditions, tout en les excluant, d'autre part, en utilisant différentes pratiques de ségrégation. Les personnes en situation d'itinérance seraient ainsi sujettes au même sort que certaines populations maintenues à l'écart des sociétés modernes, telles que les réfugiés, les migrants illégaux ou les apatrides (Leibovici, 2005; Agamben, 2008).

Plusieurs auteurs proposent à cet égard d'accorder aux sans-abri une forme de reconnaissance politique (Amster, 2008; Lyon-Callo, 2004; Feldman, 2004; Gowan, 1997, 2009, 2010; McCarthy, 2013; Mitchell et *al.*, 2014). Cette idée de reconnaissance politique se résume à garantir le droit aux personnes itinérantes d'« exister » en tant que groupe et de s'organiser à l'extérieur des processus politiques conventionnels<sup>5</sup>, sans être nécessairement maintenues sous la surveillance des services sociaux. Cet argument refait surface particulièrement lorsqu'il est question des campements de tentes dans les villes américaines et de modes d'organisation alternatifs qui caractérisent certaines communautés de sans-abri (Amster, 2008; Gowan, 2009, 2010; Mitchell et *al.*, 2014).

Les débats s'avèrent cependant houleux entre les groupes qui voient au sein de ces formes d'organisation un potentiel d'émancipation sociale et politique, et ceux qui prétendent que de reconnaître aux sans-abri le droit de s'organiser de manière autonome équivaudrait à reconnaître collectivement que l'itinérance est finalement admissible dans une société avancée (Feldman, 2004). Ce débat interpelle encore une fois les préoccupations associées à l'occupation et l'utilisation de l'espace public par les sans-abri (Kawash, 1998 ; Plaster, 2012; Amster, 2003; Mitchell et *al.*, 2014). Comme le souligne entre autres Samira Kawash :

---

<sup>5</sup> Mitchell et *al.* (2014) font référence au concept de « *post-politics* » pour définir ces modes d'organisation et de prises de décisions qui se forment au sein de groupes de sans-abri dans le but de protéger les espaces qu'ils occupent. Mitchell et *al.* ont étudié le cas de groupes établis dans la ville de Denver au Colorado.

*People who are homeless—without private homes and therefore by definition residents of public space—are precariously positioned in the ongoing battle over who belongs to the public, who has access to public space, and who has the right to decide what uses of space are within the public interest. (Kawash, 1988, p. 320)*

### Problématique, question de recherche et cadre d'analyse

Notre projet de recherche s'inscrit dans un désir de nous questionner sur la façon dont le pouvoir politique entend gouverner les populations itinérantes aujourd'hui, en nous attardant toutefois à une dimension qui semble avoir été peu étudiée. Plusieurs auteurs ont effectivement su mettre en lumière les pratiques les plus saillantes déployées pour débarrasser l'espace public de personnes jugées indésirables, que ce soit à travers l'embourgeoisement de quartiers populaires et des déplacements de populations qui s'en suivent, à travers l'application de lois, ou encore à travers la judiciarisation des personnes itinérantes. Cela dit, peu de travaux offrant une perspective critique se sont penchés sur des pratiques récentes qui consistent tout simplement à *loger* les sans-abri.

Ce projet de recherche vise donc à poser un regard critique sur la mise en place de cette pratique, qui vise essentiellement à fournir un logement permanent à des sans-abri jugés particulièrement vulnérables, au sein d'établissements qui offrent une supervision et des services spécialisés sur place. Le concept du « logement supervisé permanent » (*permanent supportive housing*) s'apparente à l'approche du « logement d'abord » (*housing first*). Cette dernière propose l'accès rapide à un logement plutôt qu'un parcours complexe à travers différents types d'hébergement d'urgence (National Alliance to End Homelessness, 2017). Elle se distingue de l'approche préconisée par le passé visant à mettre d'abord les sans-abri en contact avec différents

services, en les maintenant dans des établissements de logement temporaire comme des refuges ou des maisons de transitions, dans le but de mieux les « préparer » au logement permanent. Nous avons choisi de porter notre attention sur le cas particulier de la ville de San Francisco entre autres puisque son administration dit vouloir miser largement sur cette pratique (SFPAR, 2014).

L'approche du logement supervisé est souvent dépeinte comme une solution innovante, humaine et altruiste, qui permettra enfin de « mettre fin » à l'itinérance dans les métropoles américaines (Semuels, 2016a). Cela dit, il nous a semblé pertinent de nous pencher davantage sur cette approche, sur ses rouages, sur les motivations qui la sous-tendent ainsi que sur la façon dont elle est actuellement mise en place à San Francisco. Ce projet de recherche est donc essentiellement guidé par la question suivante : quels objectifs la ville de San Francisco poursuit-elle à travers le recours au logement supervisé ? Cette question nous amènera à nous intéresser aux préoccupations, aux rationalités et aux calculs qui guident l'implantation de cette stratégie ainsi qu'aux techniques de pouvoir qu'elles impliquent. Ce mémoire visera à illustrer principalement que le logement supervisé, tel qu'il est implanté actuellement à San Francisco, vise à combler une faille dans le dispositif de sécurité destiné à gouverner la population itinérante qui y vit. Autrement dit, le logement supervisé vise en partie à débarrasser les rues de la ville d'une population spécifiquement ciblée et jugée indésirable dans l'espace public, afin que le phénomène de l'itinérance y soit mieux toléré.

Nous fonderons notre analyse sur le concept de *gouvernementalité*, proposé à l'origine par Michel Foucault et (re)théorisé ensuite par bon nombre de politologues. Alors que les théories foucaaldiennes portant sur le pouvoir disciplinaire ont été passablement mobilisées pour analyser la situation des sans-abri aux États-Unis, les travaux de Foucault sur la gouvernementalité l'ont été très peu. Ceux-ci semblent pourtant particulièrement à même d'offrir une analyse originale de cet enjeu. Le

concept de gouvernementalité suggère l'existence d'un réseau étendu de pratiques, de discours et de structures qui permettent d'encadrer indirectement la conduite des individus. C'est donc une partie ce réseau, ramifié autour du logement supervisé, que nous chercherons à mettre en lumière dans ce mémoire. Il faut ajouter que notre cadre conceptuel se base plus précisément sur la gouvernementalité *néolibérale*, qui fait référence à certains mécanismes et techniques de pouvoir propres au néolibéralisme.

### Plan du mémoire

Le premier chapitre de ce mémoire aura pour objectif de présenter les considérations théoriques qui structurent ce projet de recherche. Il s'agira de s'intéresser d'abord à la *gouvernementalité* et à son émergence chez Foucault, en la situant succinctement par rapport aux travaux de différents auteurs qui ont « revisité » le concept de gouvernementalité après lui. Nous préciserons ensuite ce en quoi consiste la *gouvernementalité néolibérale* : trois concepts clés seront mobilisés pour ce faire. Le premier chapitre comporte aussi une section sur les considérations méthodologiques relatives à la conduite de ce projet de recherche.

Le second chapitre de ce mémoire présente une généalogie partielle du gouvernement des personnes pauvres et sans-abri aux États-Unis. Il est subdivisé en trois volets. Le premier retrace les origines de la conception américaine de la pauvreté à travers différents héritages culturels, religieux et politiques. Le second volet vise à identifier quels facteurs ont contribué à faire de l'itinérance un enjeu de sécurité publique. Puis, le troisième volet expose l'évolution des stratégies développées plus spécifiquement par la ville de San Francisco pour appréhender le phénomène de l'itinérance.

Le troisième chapitre est finalement consacré à l'analyse des données que nous avons recueillies. Nous y présenterons plus en détail la façon dont le logement supervisé est implanté à San Francisco. Nous verrons que son implantation repose sur trois

mécanismes propres à la gouvernamentalité néolibérale, notamment sur la construction d'un discours biopolitique entourant l'itinérance ; sur l'imbrication de la personne itinérante dans une dynamique de marché au cœur de laquelle elle est considérée comme un acteur économique ; puis sur des techniques de guidage visant à contrôler indirectement le comportement des sans-abri.



## CHAPITRE I

### CADRE THÉORIQUE : LA GOUVERNEMENTALITÉ NÉOLIBÉRALE

*J'ai voulu étudier l'art de gouverner, c'est-à-dire la manière réfléchie de gouverner au mieux et aussi en même temps la meilleure manière possible de gouverner. [...] Je voudrais essayer de déterminer la manière dont on a établi le domaine de la pratique du gouvernement, ses différents objets, ses règles générales, ses objectifs d'ensemble afin de gouverner de la meilleure manière possible. En somme, c'est, si vous voulez, l'étude de la rationalisation de la pratique gouvernementale dans l'exercice de la souveraineté politique.*  
- Michel Foucault (2004b, p. 4)

#### 1.1 La gouvernementalité chez Foucault et ses successeurs

##### 1.1.1 Gouvernement des populations et dispositifs de sécurité

Pour comprendre le concept de gouvernementalité, il faut d'abord le contextualiser brièvement par rapport à la démarche intellectuelle plus générale de Michel Foucault. Au cours de sa carrière, ce dernier a entrepris une étude du pouvoir, sans chercher ultimement à définir ce qu'est *le* pouvoir (Pickett, 2005), mais plutôt à identifier les différents *mécanismes* et *techniques* de pouvoir qui se manifestent de manière positive dans les sociétés occidentales (Martens, 2012). Il souhaite révéler surtout les processus qui permettent la transformation de l'être humain en « sujet » du pouvoir (Foucault, 1992). Foucault s'est intéressé, dans une majeure partie de ses recherches, à des stratégies de pouvoir qui ne sont pas directement exercées par l'État ou par des institutions politiques et juridiques, mais qui en viennent pourtant à assujettir l'individu et à le contraindre à adopter certains comportements, certains

discours, et à concevoir le monde à travers des vérités données (Wier, 2008). Il manifeste son intention d'étudier ce qu'il nomme la *microphysique* du pouvoir.

[L]'étude de cette microphysique suppose que le pouvoir qui s'y exerce ne soit pas conçu comme une propriété, mais comme une stratégie, que ses effets de domination ne soient pas attribués à une « appropriation », mais à des dispositions, à des manoeuvres, à des tactiques, à des techniques, à des fonctionnements ; qu'on déchiffre en lui plutôt un réseau de relations toujours tendues, toujours en activité plutôt qu'un privilège qu'on pourrait détenir ». (Foucault, 1975, cité dans Laborier, 2014)

Pour Foucault, le pouvoir n'est donc pas quelque chose que l'on détient, mais plutôt quelque chose que l'on exerce. En s'intéressant à ces stratégies de pouvoir à la fois diffuses et dynamiques, Foucault a notamment étudié le poids du discours et du langage ainsi que l'émergence des savoirs scientifiques en sciences sociales, qu'il dépeint comme des vecteurs fondamentaux de l'exercice du pouvoir (Wier, 2008). Il s'est aussi attardé à exposer les mécanismes du pouvoir disciplinaire exercé sur les corps (Foucault, 1976), enchâssés au sein d'institutions telles que les prisons, les hôpitaux psychiatriques, les cliniques médicales, les écoles ou les usines (Pickett, 2005).

Vers la fin des années soixante-dix, au fil de ses recherches qu'il présentera ensuite au Collège de France, Foucault en vient à s'intéresser davantage à ce qu'il nomme la « gouvernementalité ». À ce moment, son objet d'étude se déplace significativement. Alors que Foucault avait accordé auparavant peu d'intérêt dans ses recherches à la question de l'État et du gouvernement, à travers ses travaux sur la gouvernementalité, « Foucault étend sa microphysique du pouvoir aux macrostructures sociales et au phénomène de l'État » (Lemke, 2004, p. 18). Il retrace l'existence de différents champs de pratique du gouvernement à travers l'histoire, par exemple le gouvernement des familles assuré par la figure patriarcale ou encore le gouvernement des âmes assuré par le pasteur (Pickett, 2005; Hache, 2007). Il s'intéressera cependant

plus longuement à la question du gouvernement des *populations*, assuré par le pouvoir politique.

D'après Foucault, les transformations sociales et politiques qui se sont opérées au cours dix-huitième siècle quant à l'exercice du pouvoir souverain mènent à une transformation de l'objectif même du pouvoir politique. Alors que le pouvoir exercé par le roi, ou le monarque, était guidé par l'intention première d'accroître et de protéger un territoire puis d'assurer un contrôle étendu sur ce dernier (Burchell et *al.*, 1991), la modernité est caractérisée selon Foucault par une rationalité politique nouvelle. Les gouvernements deviennent non seulement conscients du pouvoir qu'ils exercent sur un territoire et sur des biens, mais ils se préoccupent dorénavant d'élaborer des techniques spécifiquement destinées à *gouverner une population* (Foucault, 2004a). Cette attention singulière portée aux populations, aux habitants du territoire, devient pour ainsi dire le point d'ancrage de la gouvernementalité.

Les impératifs associés aux gouvernements des populations entraînent donc l'émergence d'un nouvel *art de gouverner*, qui s'est consolidé en symbiose avec le développement de l'économie politique (Martens, 2012). D'après Foucault, l'économie, dont la racine étymologique renvoie à l'administration de la famille et du foyer, est transposée à l'exercice du gouvernement de l'État. Comme il le souligne :

Gouverner un État sera donc mettre en œuvre l'économie, une économie au niveau de l'État tout entier, c'est-à-dire exercer à l'égard des habitants, des richesses, de la conduite de tous et de chacun, une forme de surveillance, de contrôle non moins attentive que celle du père de famille sur la maisonnée et ses biens » (Foucault, 2004a, p. 98).

La gouvernementalité doit donc être comprise comme une façon nouvelle de concevoir l'exercice du pouvoir, marquée par deux préoccupations centrales, d'une part celle de l'*économie* et d'autre part celle de la *sécurité*. En effet, la définition la plus claire de la gouvernementalité proposée par Foucault se présente comme suit :

« cette forme bien spécifique, quoique très complexe, de pouvoir qui a pour cible principale la population, pour forme majeure de savoir l'économie politique, et pour instruments techniques essentiels les dispositifs de sécurité » (Foucault, 2004a, p. 111).

Le concept de *sécurité* qu'utilise alors Foucault ne réfère toutefois pas à des questions sécuritaires dans un contexte de relations internationales, où l'on se préoccuperait par exemple de la sécurité des frontières. Elle relève plutôt de l'instauration d'une sécurité portant sur les paramètres de vie et de bien-être des populations. Il peut s'agir de préoccupations liées par exemple aux famines, aux épidémies, ou à la criminalité (Foucault, 2004a).

Cette quête nouvelle de sécurité aurait entraîné l'application d'une matrice qui va encadrer l'usage d'autres formes de pouvoir déjà existantes. Foucault propose le concept de « dispositif de sécurité » pour référer à cette matrice qui guidera la pratique gouvernementale contemporaine. Les dispositifs de sécurité sont élaborés suite à un examen des réactions possibles face à des phénomènes qui pourraient miner la sécurité des populations. Une évaluation des coûts et des bénéfices encourus par chacune des possibilités permet de choisir quels éléments seront retenus dans la composition du dispositif (Foucault, 2004a). Les dispositifs de sécurité reposent donc sur un ensemble d'éléments hétérogènes tels que des lois, des institutions, des discours, voire des éléments architecturaux ou encore des aménagements urbains (Walters, 2012). Il regroupe donc différentes techniques de pouvoir. Comme le souligne Foucault :

Vous n'avez pas de mécanismes de sécurité qui prennent la place des mécanismes disciplinaires lesquelles auraient pris la place des mécanismes juridico-légaux. En fait, vous avez une série d'édifices complexes dans lesquels ce qui va changer, bien sûr, ce sont les

techniques elles-mêmes qui vont se perfectionner, ou en tout cas se compliquer. (Foucault, 2004a, p. 10)

### 1.1.2 L'art libéral de gouverner

Le libéralisme classique, par l'influence qu'il induit sur les gouvernements des États occidentaux à partir du dix-huitième siècle, à la fois comme philosophie politique et comme doctrine économique, aurait conduit à l'émergence d'une forme de gouvernementalité qui deviendra dominante, presque normative. Il convient toutefois de souligner, par souci de rigueur théorique, qu'il existe une distinction entre l'art libéral de gouverner et le concept même de gouvernementalité (Walters, 2012). C'est-à-dire que le libéralisme ne doit pas être compris comme une condition de la gouvernementalité, mais plutôt comme un ensemble de discours et de savoirs ayant eu une influence de premier ordre sur l'évolution de la pratique gouvernementale moderne en Occident. C'est donc pour cette raison que Foucault s'intéresse plus longuement à l'art *libéral* de gouverner, dont il étudie les principes directeurs.

D'abord, de par la primauté qu'il accorde aux libertés individuelles, le libéralisme incite les gouvernements des États modernes à doser l'exercice de leur pouvoir (Lemke, 2004). L'art libéral de gouverner implique ainsi une certaine volonté de retenue, une autolimitation du pouvoir : il faut s'abstenir de « trop » gouverner, de sorte que l'individu n'ait pas l'impression que le gouvernement empiète sur ses droits et libertés (Foucault, 2004b; Gros et *al.*, 2013; Lemke, 2004; Dean, 2002). Intervient donc le besoin de déterminer à quels moments, sous quelles conditions et dans quelles mesures, l'activité gouvernementale sera vraiment utile et nécessaire.

Foucault met en lumière la place centrale, accordée dans l'art libéral de gouverner, à l'économie de marché et au laissez-faire économique. Le libéralisme économique, tel

que théorisé notamment par Adam Smith, présente effectivement le marché comme un lieu de vérité, assurant à l'individu une forme de justice qui ne relève pas seulement du droit. Cette forme de justice est plutôt caractérisée par le prix juste et la juste valeur de l'échange, eux-mêmes déterminés par les mécanismes du marché (Gros et *al.*, 2013; Foucault, 2004b). L'individu trouvera ainsi justice au sein des échanges et des activités économiques auxquels il prend part. Le gouvernement doit donc s'autolimiter en s'assurant de laisser libre-cours à cette forme de justice et à cette régulation socioéconomique « naturelle ». En effet, comme le remarque Foucault : « c'est bien le mécanisme naturel du marché et la formation d'un prix naturel qui vont permettre [...] de falsifier et de vérifier la pratique gouvernementale » (Foucault, 2004b, p. 33).

### 1.1.3 Les études de gouvernementalité

Bien que l'étude de la pratique gouvernementale moderne constitue un projet ambitieux, il faut souligner que c'est essentiellement à l'occasion de deux cours qu'il enseigne au Collège de France, entre 1977 et 1979, que Foucault aborde plus en profondeur le thème de la gouvernementalité. Il y réfère de différentes manières au cours de ses travaux (Burchell et *al.*, 1991), et ses réflexions sur ce thème semblent demeurer en mouvance. Foucault meurt en 1984, laissant vraisemblablement derrière lui un travail inachevé, voire un certain flou conceptuel autour de la gouvernementalité (Walters, 2012). Plusieurs questions persistent après sa mort sur ce qu'il a vraiment voulu dire et voulu faire en proposant ce concept. Il n'est donc pas étonnant que plusieurs auteurs aient voulu poursuivre les réflexions de Foucault sur ce thème et aient contribué à une théorisation plus étendue de la gouvernementalité (Burchell et *al.*, 1991). Cet intérêt pour la gouvernementalité d'ailleurs a généré un champ d'études en soi, qui a certes repoussé les limites des réflexions que Foucault avait proposées à l'origine. Comme le souligne William Walters :

*What is striking about studies of governmentality, and indeed could be interpreted as an intellectual hallmark, is their attention to the dispersed character of modern forms of government. Whether examining the governance of pregnancy (Weir 1998), the use of benchmarks and technical standards to produce a certain kind of transnational mobility for Polish sausages (Dunn 2005), the role which certain techniques of community and self-help have played in the recent governmentalization of alcoholism, drug dependency and poverty (Cruikshank 1999 ; Rose 1999 ; Valverde 1998), practices like 'carbon dieting' through which there is a subjectification of attempts to govern climate change (Paterson and Strippel 2010), or the rise of the airport as a strategic node in the risk-based governance of transnational population flows (Salter 2007), in these and many other ways, uses of governmentality have made good on the argument that we need to see governance in terms on 'political power beyond the state' (Rose and Miller, 1992). (Walters, 2012, p. 51)*

Les études de gouvernementalité contemporaines semblent effectivement être arrivées à illustrer comment le pouvoir politique exerce son influence dans des circonstances tout à fait variées. Elles nous rappellent également que les dispositifs de sécurité ont des ramifications qui s'étendent bien au-delà des structures étatiques. Cela dit, il est possible de critiquer le concept de gouvernementalité en affirmant qu'il peut s'appliquer à un éventail tellement grand de pratiques, qu'il n'est finalement qu'un concept « fourre-tout ». Cette critique recoupe les remarques de certains chercheurs qui ont estimé que la conceptualisation foucauldienne du pouvoir n'avait qu'un vaste potentiel descriptif, sans réelle portée critique (Pickett, 2005; Hamman, 2009; Keck, 2008; Leibovici, 2005).

Il nous a donc semblé important de recentrer notre cadre théorique et de l'ancrer sur une interprétation plus précise de la gouvernementalité. D'une part, nous proposons de nous attacher à la définition proposée par Thomas Lemke, pour qui la gouvernementalité se définit comme « un art du guidage des gens ». Lemke précise :

Grâce au néologisme “gouvernementalité”, Foucault désigne les rationalités, les formes de comportement et les champs de pratique distincts qui visent, de diverses manières, à contrôler les individus et les collectivités et incluent eux-mêmes des formes de comportement individuel (Lemke, 2004, p. 18).

Cette idée de la « conduite des conduites » (Burchell et *al.*, 1991, p. 48) doit donc être centrale dans l’analyse que nous proposons.

D’autre part, nous souhaitons fonder notre réflexion sur une forme de gouvernementalité qui semble avoir particulièrement retenu l’attention de Foucault : celle qui se développe en symbiose avec le néolibéralisme. Dans *Naissance de la biopolitique*, Foucault se penche effectivement sur l’évolution du libéralisme en Allemagne et aux États-Unis<sup>6</sup> et s’intéressera particulièrement au néolibéralisme américain. Compte tenu de notre objet d’étude dans ce mémoire et notre volonté d’analyser les pratiques gouvernementales d’une ville américaine en ce qui a trait à l’itinérance, il nous semblait d’autant plus pertinent de nous attarder aux réflexions de Foucault sur ce qu’il appellera finalement la *gouvernementalité néolibérale*. Ce resserrement évitera un égarement théorique dans l’univers vaste qu’est celui des études gouvernementales.

---

<sup>6</sup> Foucault considère que le libéralisme américain a quelque chose d’unique, en ce sens où, aux États-Unis, « ce n’est pas l’État qui s’autolimité par le libéralisme, c’est l’exigence d’un libéralisme qui devient fondateur d’État » (Foucault, 2004a, p. 223). La place « spéciale » du libéralisme dans la rationalité politique américaine en fait donc un cas particulièrement digne d’intérêt pour Foucault.

## 1.2 À la recherche de la gouvernementalité néolibérale : conceptualisation et cadre d'analyse

### 1.2.1 Survol des théories néolibérales

Pour bien comprendre le concept de gouvernementalité *néolibérale*, il convient de décortiquer certaines considérations qui s'inscrivent à la base des théories néolibérales elles-mêmes. Précisons d'abord que le néolibéralisme s'est enraciné dans la pensée politique et économique moderne dans la seconde moitié du vingtième siècle. Ce courant est largement associé aux travaux des économistes de l'École de Chicago dont les plus célèbres demeurent Friedrich Hayek et Milton Friedman (Madjd-Sadjadi & Karagiannis, 2013). Le néolibéralisme partage les prémisses fondamentales du libéralisme, qui place la défense des libertés individuelles au centre de sa posture philosophique, économique et politique. Cela dit, pour les néolibéraux, la liberté se définit largement en termes économiques. Pour Friedman par exemple : « [d]'une part la liberté économique est elle-même une composante de la liberté au sens large, si bien qu'elle est une fin en soi. D'autre part, la liberté économique est indispensable comme moyen d'obtenir la liberté politique » (Friedman, 1962, p. 21).

Le néolibéralisme se distingue des autres courants du libéralisme en ce qui a trait au rôle qu'il attribue aux marchés et à la nécessité de laisser ses mécanismes (offre, demande, concurrence, prix d'équilibre, etc.) fonctionner sans entraves. Pour les néolibéraux, il n'est pas nécessaire d'imposer quelque régulation que ce soit aux marchés, puisque ceux-ci seraient naturellement à même de s'autoréguler et de générer l'allocation la plus efficace possible des ressources disponibles (Stiglitz, 2012). De plus, les néolibéraux sont d'avis que la logique du marché ne devrait plus être réservée simplement à la sphère commerciale. Elle devrait aussi guider les choix de l'État et ses actions gouvernementales, l'objectif du néolibéralisme étant

d'atteindre la plus grande *efficacité* et la plus grande *frugalité* possible de l'appareil étatique (de Lagasnerie, 2013). Si cette apologie du marché est effectivement caractéristique des théories néolibérales, les réflexions de Foucault sur ce thème cherchent cependant à rappeler que le néolibéralisme ne place pas le marché *au-dessus* de l'État et ne valorisent pas non plus le retrait absolu de ce dernier (Foucault, 2004a; Lemke, 2001; Dean, 2002). Au contraire, il suggérerait une attention gouvernementale omniprésente, visant à créer un environnement socioéconomique dont les règles sont prévisibles et reproductibles. Comme l'affirme Friedman :

L'existence d'un marché libre n'élimine évidemment pas le besoin d'un gouvernement. Au contraire, ce dernier est essentiel, et comme forum où sont fixées les « règles du jeu », et comme arbitre qui interprète et fait appliquer ces règles. Le marché, cependant, réduit grandement le champ des questions auxquelles doivent être données des réponses politiques. (Friedman, 1962, p. 30)

Il faut préciser que le néolibéralisme voit le jour suite aux ravages des régimes totalitaires qui ont marqué l'Europe dans la première moitié du vingtième siècle (Madjd-Sadjadi & Karagiannis, 2013). Frederich Hayek voyait notamment toutes mesures d'intervention de l'État dans l'économie comme l'expression d'un totalitarisme à venir. Dans son ouvrage *La route de la servitude*, il s'affaire d'ailleurs à détailler les liens qui unissent la social-démocratie au totalitarisme (Hayek, 1985). En basant l'exercice du pouvoir politique sur la promotion des mécanismes du marché, le néolibéralisme se présente donc comme une solution au totalitarisme, en ce sens où l'intervention gouvernementale ne serait plus guidée par des idéologies partisans ou par un idéal arbitraire, mais plutôt par des lois économiques neutres et vidées de préoccupations relatives à l'accaparement du pouvoir (Dean, 2002; Foucault, 2004a). On doit d'ailleurs souligner que le néolibéralisme se consolide aux États-Unis en opposition au modèle keynésien mis en oeuvre dans la période de l'après-guerre, et notamment en réaction au New Deal américain (Madjd-Sadjadi & Karagiannis, 2013).

En ce qui a trait à l'intérêt de Foucault pour le néolibéralisme américain, il convient finalement d'y revenir brièvement. Ce dernier affirme :

Dans le néolibéralisme américain, il s'agit bien, en effet, toujours de généraliser la forme économique du marché. Il s'agit de la généraliser dans le corps social tout entier et de la généraliser jusque dans tout le système social qui, d'ordinaire, ne passe pas ou n'est pas sanctionné par des échanges monétaires (Foucault, 2004b, p. 248).

Ainsi, le néolibéralisme américain propose « d'analyser en termes économiques des types de relations qui, jusqu'à présent, relevaient plus de la démographie, de la sociologie, de la psychologie, de la psychologie sociale » (Foucault, 2004b, p. 250). Avec l'avènement du néolibéralisme, les savoirs et les discours associés à l'économie, et plus précisément à l'économie de marché, deviennent dominants non seulement dans les domaines du commerce et de l'échange, mais ils viennent s'implanter au cœur même de l'analyse que fait le gouvernement des questions sociales et politiques.

### 1.2.2 Une rationalité économique comme rationalité gouvernementale

C'est donc ainsi que se présente *a priori* la gouvernementalité néolibérale : l'imbrication d'analyses économiques et l'application des lois du marché dans l'ensemble de la pratique gouvernementale. Il semble que nous connaissions bien aujourd'hui certains des *effets* du néolibéralisme tels que la privatisation des services publics ou l'ouverture des économies nationales aux marchés internationaux (Madjd-Sadjadi & Karagiannis, 2013). Il est aussi possible de constater, comme le révèle habilement Wendy Brown, que le discours politique occidental est dorénavant empreint de références à la logique néolibérale. Les priorités des gouvernements portent en effet sur la « compétitivité » des entreprises nationales, l'« efficacité » des services publics et la croissance économique (Brown, 2015).

Cela dit, il semble que ces manifestations du néolibéralisme ne nous permettent pas encore de porter notre regard sur la *gouvernementalité néolibérale* comme telle. Pour vraiment appréhender ce concept, il faut s’immiscer plus profondément dans la mécanique du gouvernement et poser les questions suivantes : quels présupposés viennent déterminer la façon dont le gouvernement problématise certains enjeux ? Quels savoirs, quelles techniques, quels calculs mobilise-t-on pour déterminer ensuite la meilleure façon de gouverner ? Il faut autrement dit se préoccuper des rationalités qui sont à la fois « *anterior to political action and a condition of it* » (Dean, 1994, cité dans Brown 2015, p. 115).

Foucault a su illustrer comment la rationalité économique néolibérale vient s’intégrer à la pratique gouvernementale en développant un exemple particulièrement éloquent : celui du problème de la criminalité et de l’élaboration des politiques pénales par certains penseurs néolibéraux. Nous croyons qu’il est pertinent de nous attarder brièvement à cet exemple pour préciser ce à quoi renvoie le concept de gouvernementalité néolibérale. Foucault propose en effet la réflexion suivante :

La politique pénale doit absolument avoir renoncé, à titre d’objectif, à cette suppression, à cette annulation exhaustive du crime. La politique pénale a pour principe régulateur une simple intervention sur le marché du crime et par rapport à l’offre de crime. C’est la définition que donne Stigler<sup>7</sup> de l’objectif d’une politique pénale. “ L’enforcement, dit-il, de la loi a pour but d’obtenir un degré de conformité à la règle du comportement prescrit que la société croit pouvoir se procurer en tenant compte du fait que l’enforcement est coûteux ”. [...] En conséquence, la bonne politique pénale ne vise aucunement à une extinction du crime, mais à un équilibre entre des courbes d’offre de crime et de demande négative. Ou encore : la société n’a pas un besoin indéfini de conformité. La société n’a aucunement besoin d’obéir à un système disciplinaire exhaustif. Une société se trouve très bien avec un certain taux d’illégalisme et elle se trouverait très mal de vouloir réduire indéfiniment ce taux d’illégalisme. Ce qui revient encore à poser comme question

---

<sup>7</sup> George Stigler était un économiste affilié à l’École de Chicago (Foucault, 2004b).

essentielle de politique pénale, non pas : comment punir les crimes? Ni même : quelles sont les actions qu'il faut considérer comme crime? Mais : qu'est-ce qu'il faut tolérer comme crime? Ou encore : qu'est-ce qu'il serait intolérable de ne pas tolérer ? (Foucault, 2004b, p. 261-262)

Il s'agit donc de gouverner de sorte que différents phénomènes (la criminalité, le chômage, le décrochage scolaire, la dépression, la pauvreté, l'itinérance, etc.) ne soient pas nécessairement éliminés dans la population : cela demanderait un effort démesuré et trop coûteux de la part des gouvernements, de même que le choix de « ne rien faire » peut aussi engendrer des coûts disproportionnés en bout ligne. Il s'agit plutôt de maintenir un certain équilibre (à l'image du point d'équilibre qui se dessine entre la courbe de l'offre et celle de la demande) pour faire en sorte que ces phénomènes demeurent autour d'un point d'équilibre « naturel », et qu'ils demeurent acceptables et tolérables. C'est donc en ces termes, entre autres, qu'on peut parler de l'application d'une rationalité économique à la pratique gouvernementale.

### 1.2.3 Trois concepts clés

On peut aussi souligner qu'une série de techniques et de mécanismes, toujours basés sur une rationalité économique, caractérisent la gouvernamentalité néolibérale. Comme l'affirme William Walters, les études de gouvernamentalité suggèrent un style particulier d'analyse (Walters, 2012). En effet, il s'agit moins de s'attarder aux résultats de la pratique gouvernementale, qu'aux prémisses qui la guident et aux *techniques* qui sont déployées pour assurer une gouvernance plus efficace des populations. Pour les besoins de notre mémoire, nous avons donc retenu trois concepts clés qui attireront notre attention sur les rationalités, les techniques et les mécanismes qui caractérisent la gouvernamentalité néolibérale. Ces concepts guideront plus précisément l'analyse présentée au chapitre trois.

### 1.2.3.1 L'usage de la biopolitique

Foucault s'est longuement intéressé à cette dimension de la gouvernementalité néolibérale, qu'il nomme *biopolitique*. Les concepts de biopolitique et de gouvernementalité chez Foucault sont d'ailleurs intrinsèquement liés. La biopolitique est notamment caractérisée par la production de statistiques démographiques qui permettent d'évaluer et de colliger un ensemble de données liées à la vie biologique des populations telles que l'espérance de vie, le taux de natalité ou la prépondérance d'une maladie chez tel groupe de personnes (Rabinow & Rose, 2006). L'examen de ces statistiques permet au gouvernement d'avoir une meilleure connaissance de sa population et de mieux mesurer certains phénomènes. Pour Foucault, la biopolitique peut précisément être définie par « l'ensemble des mécanismes par lesquels ce qui, dans l'espèce humaine, constitue ses traits biologiques fondamentaux, va pouvoir entrer à l'intérieur d'une politique, d'une stratégie politique, d'une stratégie générale de pouvoir » (Foucault, 2004b, p.3). Ce mécanisme permet d'effectuer des interventions mieux ciblées sur une population ou des sous-populations spécifiques (Rabinow & Rose, 2006; Martens, 2012).

La biopolitique renvoie effectivement à cette attention omniprésente des gouvernements envers la sécurité des populations. Certains chercheurs contemporains, qui ont apporté des contributions influentes aux théories foucaaldiennes portant sur la biopolitique, réitèrent l'importance de concevoir la biopolitique comme une technique de pouvoir qui vise surtout le maintien et la régulation de la *vie* humaine (Rabinow & Rose, 2006; Dean, 2002), et non l'élimination ou l'accaparement de celle-ci, comme l'ont suggéré d'autres auteurs (Agamben, 2004; Aspes & Combes, 2000; Hardt & Negri, 2004; Esposito, 2010).

### 1.2.3.2 L'interface du pouvoir : l'*homo economicus*

Le terme *homo economicus* revêt différents sens qui ont été développés autant en sciences économiques que dans l'ensemble de la pensée politique moderne (Brown, 2015). Il réfère de manière générale à la propension économique de l'être humain ; au fait que celui-ci serait naturellement porté à s'organiser à travers le commerce, l'échange et la recherche de la meilleure allocation possible des ressources dont il dispose. Foucault remarque une transformation du concept d'*homo economicus* au fur et à mesure que les théories économiques libérales évoluent. Alors que le libéralisme classique conçoit l'*homo economicus* comme « homme de l'échange » qui poursuit la satisfaction de ses besoins à travers, par exemple, l'échange d'un bien contre un autre ou encore l'échange de sa force de travail contre un salaire, le néolibéralisme engendrerait une conception nouvelle de l'*homo economicus* (Foucault, 2004b).

Le néolibéralisme le considère plutôt comme un « entrepreneur de soi ». Pour Foucault, les néolibéraux s'efforcent de « substituer à chaque instant, à l'*homo economicus* partenaire de l'échange, un *homo economicus* entrepreneur de lui-même, étant à lui-même son propre capital, étant pour lui-même son propre producteur » (Foucault, 2004b, p. 232). Selon plusieurs auteurs, le néolibéralisme vise ultimement à amener l'individu à se concevoir comme une petite entreprise et à considérer les choix qu'il fait (formation académique, choix de carrière, habitudes de vie, etc.) comme des investissements sur lui-même, qui l'amèneront à générer de façon autonome sa propre satisfaction (Foucault, 2004b; Lemke, 2001; Dean, 2002; Hamman, 2009). On cherche ainsi à engendrer des sujets à la fois responsables d'eux-mêmes et plus libres, qui atteindront une forme de « responsabilisation libératrice » (Haché, 2007, p. 52). Sans nécessairement impliquer que toutes les décisions d'un individu soient de nature économique, il s'agit simplement de favoriser cette rationalité économique dans l'ensemble de ses comportements. Comme le remarque

Mitchell Dean : « *Those who are governed are thus often subjectified as “consumers”, “customers”, “rational choice actors”, [...] asked to make choices in a market in services so that services might be more individualized, tailored to particular needs* » (Dean, 2002, p. 131).

Le néolibéralisme tenterait ainsi d'établir une nouvelle relation de pouvoir entre le gouvernement et le sujet, qui ne serait plus de nature politique (Brown, 2015). Considérant que le gouvernement doit régir la société en fonction et en faveur des règles du marché :

ce par quoi l'individu va devenir gouvernementalisable, ce par quoi on va pouvoir avoir prise sur lui, c'est dans la mesure, et dans la mesure seulement, où il est *homo economicus*. C'est-à-dire que la surface de contact entre l'individu et le pouvoir qui s'exerce sur lui, le principe par conséquent de régulation du pouvoir sur l'individu, ne va être que cette espèce de grille de l'*homo economicus* (Foucault, 2004b, p. 258).

La gouvernementalité néolibérale se présente finalement comme une technique de gouvernement fondée sur la logique de marché non plus dans un souci de cohésion économique, mais bien dans un souci de réguler la conduite des individus. Comme l'affirme Thomas Lemke : « le néolibéralisme n'est pas la fin mais une transformation de la politique, qui restructure les rapports de pouvoir à l'intérieur de la société » (Lemke, 2004, p. 23).

### 1.2.3.3 Gouverner par la liberté

Plusieurs auteurs réfèrent à ce principe clé de gouvernementalité néolibérale qui consiste à ***gouverner par la liberté*** (*govern through liberty*) (Foucault, 2004b; Lemke, 2001; Esposito, 2010; Dean, 2002). Il s'agit donc de façonner avec la plus grande exhaustivité possible le *cadre* dans lequel l'individu évolue, afin que son comportement et ses actions soient indirectement balisés. Le gouvernement ne vise

donc non pas à contraindre l'individu à adopter tel ou tel comportement en lui imposant des règles, mais plutôt à modeler son environnement et à avoir un contrôle étendu sur les choix qui s'offrent à lui.

On assiste ainsi à une redéfinition de la liberté, qui sera dorénavant intimement liée aux choix économiques et aux conditions matérielles de l'individu (Friedman, 1962). Comme le mentionne Esposito, la liberté « n'est plus entendue comme la participation à la conduite politique de la *polis*, mais elle est reconvertie en termes de sécurité personnelle [...] est libre celui qui peut bouger sans craindre pour sa vie ou pour ses biens. » (Esposito, 2010, p. 155). La gouvernementalité néolibérale vise finalement à « produire » des sujets qui consentiront eux-mêmes à leur propre soumission aux règles du jeu définies par le gouvernement, en échange de quoi on leur offrira liberté et sécurité (Foucault, 2004b).

### 1.3 Particularités méthodologiques de l'analyse gouvernementale

Comme nous l'avons déjà souligné, la conduite d'une recherche en science politique qui s'appuie sur le concept gouvernementalité sous-tend un style particulier d'analyse, qui implique certaines considérations méthodologiques particulières. Pour guider notre démarche méthodologique, nous avons choisi de nous appuyer sur une série de propositions mises de l'avant par William Walters. Ce dernier a effectivement produit un ouvrage qui propose des pistes méthodologiques pour des chercheurs ou des étudiantes qui souhaiteraient effectuer des études de gouvernementalité.

Walters propose essentiellement d'adopter une attitude générale de recherche pour mettre au jour la gouvernementalité. Il insiste sur le fait d'aller au-delà de la consultation de rapports gouvernementaux ou de documents techniques. Il utilise

l'expression « *encountering governmentality* » (Walters, 2012, p. 141) pour souligner l'importance de chercher des réponses en allant à la rencontre de l'inédit, en empruntant des chemins encore inexplorés. Walters suggère à ce titre d'entreprendre d'abord une démarche généalogique en lien avec la thématique à l'étude.

### 1.3.1 Opérer une généalogie

La généalogie est une dimension tout à fait saillante de la démarche de Foucault quant à son analyse du pouvoir (Rabinow & Rose, 2006; Hamman, 2009). Il est important de préciser d'emblée qu'une perspective généalogique diffère d'une perspective historique. C'est-à-dire qu'il faut entreprendre une généalogie avec la prémisse suivante : le pouvoir n'est pas évolutif et il ne suit pas un fil continu d'usages et de pratiques qui se succèdent au cours de l'histoire. Autrement dit, il n'y aurait pas de développement linéaire du pouvoir (par exemple, le pouvoir disciplinaire n'aurait pas « laissé sa place » à la gouvernementalité), mais bien des événements, des préoccupations qui émanent de manière isolée et qui se superposent pour fonder finalement l'exercice du pouvoir sur une dynamique aux origines multiples.

C'est donc dans cette optique qu'il faut concevoir le rôle et le potentiel d'une étude généalogique. Cette démarche vise à remonter aux origines de certaines techniques de pouvoir ou de certains discours pour identifier leurs conditions d'existence et révéler des considérations qui seraient demeurées autrement cachées (Walters, 2012). Selon William Walters, une analyse gouvernementale devrait s'appuyer sur une démarche généalogique préalable relative au sujet étudié, puisqu'elle permet d'aller au-delà d'une simple application du concept de gouvernementalité et permet une véritable démarche critique (Walters, 2012).

Dans la mesure où nous nous penchons, dans ce mémoire de maîtrise, sur le pouvoir exercé sur des populations itinérantes, nous avons jugé pertinent de proposer une perspective généalogique du gouvernement des sans-abri et des populations pauvres aux États-Unis. Nous suggérons une généalogie qu'on pourrait qualifier de fragmentaire, puisque nous n'avons pas la prétention de proposer une généalogie exhaustive de l'itinérance et de la pauvreté aux États-Unis. Nous avons remonté certaines lignes de filiation que nous jugions à même d'éclairer notre question de recherche. Cette dimension de notre recherche est présentée au chapitre deux. Il s'agit d'une étape qui nous permet de développer, d'une part, une compréhension plus approfondie de notre sujet et, d'autre part, de dresser un portrait sommaire des différentes formes de pouvoir qui se sont exercées sur les populations pauvres et itinérantes aux États-Unis.

### 1.3.2 Sortir des sentiers battus

Walters souligne également l'importance de changer d'« angle d'analyse » et de se distancier des perspectives communes pour mettre en lumière la gouvernementalité. Le fait d'aborder la question du gouvernement des personnes itinérante à partir de l'analyse du logement supervisé nous semble en ce sens original et inédit. C'est-à-dire que les techniques de pouvoir déployées pour gouverner les sans-abri qui ont été mises en lumière ont porté davantage sur les conditions des sans-abri sur la rue, dans les lieux publics et dans les refuges. S'intéresser à l'itinérance à partir d'une approche qui est présentée comme « la fin de l'itinérance » offre, à notre avis, une perspective nouvelle. De plus, nous souhaitons illustrer comment se manifestent les techniques de pouvoir associés à la gouvernementalité néolibérale en ne nous attardant pas uniquement à des documents produits par des institutions gouvernementales. Nous avons voulu nous intéresser aux discours politiques qui portent sur le logement des sans-abri, aux processus concrets qui mènent la personne de la rue à un logement, aux

aménagements de ces logements et aux perspectives des employés qui travaillent dans les établissements de logement supervisé.

### 1.3.3 Le corpus à l'étude

Afin de répondre à notre question de recherche, nous avons recueilli des données passablement variées. Nous avons choisi d'analyser des enregistrements de conférences de presse du Maire, des enregistrements de réunions du conseil municipal de San Francisco, des rapports gouvernementaux, le contenu de sites web et de documentations produites par des organismes oeuvrant dans le domaine de l'itinérance et fournissant du logement supervisé à San Francisco, ainsi que le contenu de six entrevues que nous avons conduites en avril 2016 avec des personnes directement impliquées dans les services aux sans-abri à San Francisco.

Nous avons accédé aux archives des conférences de presse du Maire Lee depuis 2011, c'est-à-dire depuis le début de son mandat. Nous avons recherché les mots clés « *homeless* » et « *homelessness* » dans les archives. Nous avons ensuite retenu et visionné près d'une vingtaine d'allocutions au cours desquelles le maire abordait spécifiquement le thème du logement pour les sans-abri<sup>8</sup>. Nous avons récupéré les enregistrements vidéo de ces conférences de presse sur le site SFGov TV.

Nous avons ensuite recherché, dans les archives des procès-verbaux des réunions du Conseil municipal de San Francisco, depuis janvier 2011, les mots clés « *homeless* » et « *homelessness* ». Nous avons retenu pour analyse sept réunions qui abordaient plus spécifiquement la question du logement des sans-abri. Quatre d'entre elles sont des réunions du comité budget et finance, tenues en 2014, dans le cadre d'un

---

<sup>8</sup> Voir l'annexe G pour consulter un tableau identifiant les conférences de presse du maire Ed Lee retenues pour analyse.

processus municipal visant à faire le point sur la question de l'itinérance à San Francisco, suite à l'échéance du *San Francisco Plan to Abolish Chronic Homeless* (SFP), adopté en 2004. Ces réunions prenaient la forme d'audiences et ont rassemblé une variété d'intervenants qui ont été appelés à s'exprimer sur différents enjeux liés à l'itinérance. Elles offrent une vitrine sur le discours tenu par les principaux intervenants municipaux sur l'itinérance et sur l'approche du logement supervisé. Trois autres réunions portent plutôt sur une demande de supplément budgétaire destinée au financement de la *San Francisco Homeless Outreach Team* (SFHOT)<sup>9</sup>. Nous avons récupéré les enregistrements vidéo de ces sept réunions sur le site de SFGov TV<sup>10</sup>.

Nous avons, de plus, consulté des rapports produits par la ville de San Francisco (par le biais de différents organes gouvernementaux) portant sur l'itinérance, ainsi que sur le logement supervisé. Ces rapports sont accessibles via le site officiel de la ville de San Francisco ou via les sites web d'organismes qui offrent des services aux sans-abri. Nous avons consulté plus précisément le plus récent plan d'action de lutte contre l'itinérance de San Francisco, les deux derniers dénombrements de la population itinérante de San Francisco ainsi que huit rapports d'évaluation de programmes liés au logement supervisé.

---

<sup>9</sup> En novembre 2014, le conseil municipal se penche sur la demande de SFHOT, une équipe d'intervention de première ligne qui a pour tâche d'établir des contacts avec les personnes itinérantes, d'intervenir lors d'une situation de crise, et d'engager avec elles des démarches avec différents services de soutien. SFHOT réquisitionnait un financement supplémentaire afin d'embaucher des travailleurs sociaux spécialisés en santé mentale. Les débats s'avèrent toutefois tendus entre les membres du conseil municipal qui voient un meilleur financement de SFHOT comme une solution pour améliorer la situation sur les rues de San Francisco, et ceux qui soutiennent que, pour avoir du succès, ces interventions doivent venir de pair avec une offre de logement permanent. La question du logement supervisé est donc abordée substantiellement au cours de ces débats (Voir SFGov TV, 19 mars 2014; 25 mars 2014; 6 mai 2014).

<sup>10</sup> Voir l'annexe F pour consulter un tableau identifiant les réunions de conseil municipal de San Francisco retenues pour analyse.

Nous avons également consulté un rapport produit par l'organisme *Coalition on Homelessness* (COH), l'organisme de défense des droits des sans-abri le plus actif à San Francisco. Nous avons consulté les sites web de quatre fournisseurs importants de logement supervisé à San Francisco, soit *Community Housing Partnership*, *Tenderloin Housing Clinic*, *Episcopal Community Services* et *Delivering Innovation in Supportive Housing*.

Nous avons finalement conduit six entrevues<sup>11</sup>, en avril 2016, avec des intervenants oeuvrant dans le milieu de l'itinérance à San Francisco (trois membres du *Local Homeless Coordinating Board*, deux employés d'établissement de logement supervisé, ainsi qu'un membre de la direction de COH). Les entrevues portaient essentiellement sur la perspective personnelle des participants par rapport à l'itinérance à San Francisco et sur le rôle de l'organisme auquel ils sont affiliés. Nous avons également abordé la question plus spécifique du logement supervisé avec chaque participant. Ces entrevues avaient pour objectif au départ d'éclaircir notre compréhension de certains mécanismes liés au logement supervisé. Les entrevues que nous avons conduites avec deux employés d'établissement se sont toutefois avérées particulièrement utiles pour étayer notre analyse.

---

<sup>11</sup> Les entrevues étaient conduites sous le mode semi-dirigé. Voir l'annexe I pour consulter le canevas utilisé lors des entrevues.

## CHAPITRE 2

### GÉNÉALOGIE FRAGMENTAIRE DU GOUVERNEMENT DES PERSONNES PAUVRES ET SANS-ABRI AUX ÉTATS-UNIS

#### 2.1 Conceptions américaines de la pauvreté

Pour entamer notre démarche généalogique, il nous a d'abord semblé pertinent de remonter aux origines de la conception américaine de la pauvreté. En effet, l'itinérance est avant tout caractérisée par une condition de pauvreté extrême. La façon dont le pouvoir gouvernemental entend intervenir par rapport à l'itinérance est donc en grande partie tributaire de conceptions relatives aux causes et aux conséquences de la pauvreté elle-même. Il apparaît donc nécessaire de mettre en lumière les différents discours qui ont cherché à l'expliquer et la définir aux États-Unis. Il sera également pertinent de voir comment ces conceptions ont pu s'intégrer aux stratégies, aux techniques de pouvoir et aux mécanismes mis en place par les gouvernements pour proposer des solutions à l'itinérance. Cela dit, il faut savoir faire preuve de nuance dans cet exercice. C'est-à-dire que nous ne prétendons pas pouvoir définir une seule conception américaine de la pauvreté, unique et partagée par l'ensemble des Américains. Il existe cependant des discours dominants sur la pauvreté aux États-Unis, ainsi que différents éléments religieux, culturels, historiques et politiques, qui ont certainement contribué à modeler la façon dont plusieurs Américains la conçoivent aujourd'hui.

### 2.1.1 Éthique protestante et morale individuelle

La foi religieuse a marqué le bagage culturel des États-Unis dès l'établissement des premières colonies au dix-septième siècle (Corbo & Gagnon, 2011). Plusieurs membres de ces premières colonies, issus de la minorité religieuse puritaine, quittent d'ailleurs l'Europe en raison des persécutions qu'ils y subissent et espèrent exercer leur religion librement de l'autre côté de l'Atlantique<sup>12</sup>. La religion protestante occupe dès lors une place centrale dans les valeurs et les mœurs qui s'inscriront en quelque sorte aux fondements de la société américaine. Encore aujourd'hui, une majorité d'Américains (52%) se dit de confession protestante (Corbo & Gagnon, 2011, p. 119).

Le protestantisme propose une valorisation autant spirituelle que matérielle de la propriété et du capital. Sa doctrine religieuse suggère que la création, l'accumulation et le commerce des richesses correspondent à une volonté divine, puisque l'Homme aurait été envoyé sur Terre pour améliorer ses conditions d'existence et ainsi préserver l'œuvre de Dieu (Katz, 1989). Non seulement la production et l'accumulation de richesses sont-elles considérées comme vertueuses par le protestantisme, mais elles font partie de ses fondements moraux. Comme le souligne Max Weber :

[l]e propre de cette philosophie de l'avarice semble être [...] l'idée que le devoir de chacun est d'augmenter son capital, ceci étant supposé une fin en soi. En fait, ce n'est pas simplement une manière de faire son chemin

---

<sup>12</sup> D'après Jean Beaubérot, deux vagues d'immigration issue de la minorité puritaine ont marqué les premières colonies américaines. « La première est celle des célèbres 'Pères Pèlerins' (*Pilgrim Fathers*), puritains séparatistes du Nord de l'Angleterre. [...] Leur émigration sur le *Mayflower* fut en partie financée par des marchands de Londres. Débarquant en novembre 1620 sur la côte du cap Code, ils fondèrent New Plymouth [...]. Une seconde vague d'immigration, numériquement plus importante, arriva en 1630, un an après la dissolution du parlement par Charles 1<sup>er</sup>. Ces nouveaux puritains, qui étaient non-conformistes de condition sociale plus aisée que les Pères Pèlerins, apportèrent avec eux des capitaux qui leur permirent de remédier aux insuffisances du sol. Ils s'établirent dans la Baie du Massachusetts » (Beaubérot, s.d).

dans le monde qui est ainsi prêchée, mais une éthique particulière. En violer les règles est non seulement insensé, mais doit être traité comme une sorte d'oubli du devoir. Là réside l'essence de la chose. Ce qui est enseigné ici, ce n'est pas simplement le « sens des affaires » - de semblables préceptes sont fort répandus - c'est un *éthos*. (Weber, 1967, p. 26).

Suivant ce fondement éthique particulier au protestantisme, la pauvreté en vient donc à être associée à l'amoralité. Elle semble même être considérée comme une forme de punition qui s'abattraît sur ceux et celles qui adoptent certains comportements contraires aux enseignements religieux, tels que la paresse ou l'oisiveté (Arnold, 2008; Chappell, 2010; Gilder, 2012; Katz; 1989). La religion protestante établit toutefois une distinction entre le pauvre inapte au travail parce que malade ou handicapé, et le pauvre « inactif », qui vit en marge de la société. On considère que le premier est impuissant par rapport à sa condition et qu'il mérite l'aide de ses proches et de sa communauté. Le second, souvent représenté par la figure du mendiant ou du vagabond, est ostracisé et considéré comme fautif. La religion protestante divisait autrement dit les pauvres en deux catégories : d'un côté les méritants (*deserving poor*) et de l'autre les non-méritants (*undeserving poor*) (Katz, 1989).

L'influence de la religion protestante sur la culture américaine peut donc expliquer en partie pourquoi la pauvreté est aujourd'hui encore associée à des questions de morale personnelle et de responsabilité individuelle. Cette conception est toutefois dominante surtout au sein de groupes plus conservateurs (Arnold, 2008; Chappell, 2010; Gilder, 2012; Katz; 1989). Cela dit, tel qu'exposé dans les études conduites par Max Weber au début du vingtième siècle, l'*ethos* du protestantisme semble avoir eu un impact déterminant sur l'évolution de la société américaine, en permettant notamment de jeter des bases culturelles nécessaires à la consolidation du capitalisme aux États-Unis (Weber, 1967). Cette conception de la richesse et de la pauvreté, qu'on pourrait dire presque manichéenne, est finalement apparue comme une dualité qui s'est ancrée dans le développement du modèle socioéconomique américain.

### 2.1.2 Le moteur du capitalisme

Les États-Unis ont été de tout temps réputés être un pays où la richesse abonde. Alexis de Toqueville, au fil des observations qu'il a faites de la société américaine au début du dix-neuvième siècle, remarquait déjà :

En Amérique, chacun trouve [...] des facilités, inconnues ailleurs, pour faire sa fortune ou pour l'accroître. La cupidité y est toujours en haleine et l'esprit humain, distrait à tout moment des plaisirs de l'imagination et des travaux de l'intelligence, n'y est entraîné qu'à la poursuite de la richesse. (Tocqueville, 1840)

D'après David Potter, la notion d'abondance aurait largement contribué à façonner le caractère américain, autant comme caractéristique du territoire que comme trait culturel (Potter, 1962). Le rêve américain est d'ailleurs lui-même associé à l'atteinte de la richesse et de l'abondance. Il évoque l'idée voulant que les États-Unis garantissent l'égalité des chances pour tous ses citoyens qui désireraient améliorer leur statut socioéconomique. La mobilité sociale de chacun dépendrait simplement de son talent et de ses capacités personnelles (Potter, 1962). C'est-à-dire que quiconque consentit à fournir les efforts nécessaires, peu importe son milieu d'origine, devrait avoir la possibilité d'atteindre la prospérité. On associe ainsi l'idée du succès largement à une élévation des moyens économiques.

Suivant cette logique, on peut affirmer que, si le mythe du rêve américain présente l'atteinte de la richesse comme étant à la fois le corollaire et l'objectif de l'accomplissement de soi (Shipler, 2004), il présente la pauvreté, à l'opposé, comme le signe d'un échec personnel. La personne vivant dans la pauvreté est ainsi dépeinte comme étant moins ambitieuse ou comme ayant échoué à certaines étapes de sa vie. La pauvreté est ainsi associée non seulement à une piètre éthique de travail, mais aussi à un certain manque de jugement, de détermination et de compétence (Speth, 2012). Autrement dit, le mythe du rêve américain présente la richesse et la pauvreté

comme des conséquences imputables au mérite individuel et à certains choix ou traits de caractère personnels.

Il existe par ailleurs aux États-Unis une croyance largement répandue voulant que le capitalisme soit le meilleur modèle socioéconomique connu à ce jour (Gilder, 2012). Pour certains, la pauvreté constituerait donc un simple défaut du modèle capitaliste qu'il suffit de corriger à travers des mesures de redistribution économiques<sup>13</sup>. Pour d'autres, la pauvreté jouerait plutôt le rôle d'un catalyseur socioéconomique, en ce sens où les Américains, en la redoutant, seraient indirectement encouragés à valoriser le travail, la performance et l'effort individuel. On s'éloigne donc ici d'une conception strictement morale de la pauvreté pour en proposer une vision presque utilitaire. Selon George Gilder, cette dualité entre la conséquence de la pauvreté et la récompense de la richesse serait en quelque sorte le moteur du capitalisme. Elle serait donc finalement inéluctable, ou du moins, elle ferait partie intégrante des dynamiques économiques qui ont fait la renommée du modèle américain.

### 2.1.3 La culture de la pauvreté

Au-delà des conceptions individualisées de la pauvreté qui semblent marquer le bagage culturel des États-Unis, d'autres facteurs ont été mis de l'avant pour expliquer le phénomène. Le chômage et l'appauvrissement généralisé qui ont frappé la population américaine suite à la crise économique de 1929 ont notamment permis

---

<sup>13</sup> Pour plusieurs auteurs, les mécanismes de redistribution traditionnels, basés sur les taxes et transferts, ne sont plus suffisants pour palier aux inégalités socioéconomiques générées par le système économique américain. Pour l'économiste Joseph Stiglitz, les lois américaines encadrant la fiscalité et le secteur financier contribueraient plutôt à prendre aux pauvres ce qui leur était auparavant redistribué, pour maintenir ces richesses dans le portefeuille des plus fortunés (Stiglitz, 2012). Nancy Fraser soutient qu'il faudrait inclure une reconnaissance culturelle et politique de groupes socialement exploités et dominés pour arriver à contrer les inégalités socioéconomiques contemporaines aux États-Unis (Fraser, 1995). Pour Jacob S. Hacker et Paul Pierson, les impacts liés à la pauvreté et aux inégalités s'étendraient bien au-delà du domaine économique et se manifestent aujourd'hui dans la représentativité même du système politique américain (Hacker & Pierson, 2010).

l'émergence de nouvelles perspectives. Les conditions de vie qui prévalaient pendant la Grande Dépression ont changé le visage de la pauvreté aux États-Unis et ont profondément marqué l'imaginaire populaire américain (Levine, 1985). Le contexte des années trente a ainsi favorisé l'émergence d'un discours qui n'associait pas nécessairement les conditions économiques individuelles à des questions de morale ou de traits de caractère, mais aussi à des conjonctures socioéconomiques externes (DePastino, 2003; Mitchell, 2011). Le New Deal de Franklin D. Roosevelt, reconnu comme la première manifestation de l'État-Providence américain<sup>14</sup>, visait surtout à assurer l'existence d'un filet social pour protéger les travailleurs de la classe moyenne en période d'incertitude économique (Brinkley, 2003 ; Wilensky, 2002). À travers le plan qu'il propose, Roosevelt reconnaît en quelque sorte l'importance du rôle de l'État et l'incidence des actions posées par différents acteurs économiques sur les conditions de vie des Américains. On peut considérer qu'à partir des années trente, deux grandes positions idéologiques par rapport au phénomène de la pauvreté s'opposent aux États-Unis : l'une met de l'avant la responsabilité individuelle tandis que l'autre met de l'avant des facteurs systémiques.

Au fur et à mesure que l'État américain a cherché à bâtir des programmes pour remédier aux inégalités et à la pauvreté, des chercheurs se sont donc interrogés sur les causes systémiques de la pauvreté en souhaitant poser un regard scientifique sur le phénomène. L'objectif était de développer une théorie de la pauvreté permettant de fonder des programmes gouvernementaux sur des connaissances plus étayées. Il est donc pertinent de s'intéresser à certaines de ces théories les plus influentes pour comprendre quels savoirs ont été mobilisés pour orienter la lutte contre la pauvreté orchestrée par le gouvernement américain au cours de la deuxième moitié du vingtième siècle.

---

<sup>14</sup> Selon Brinkley, peu de programmes mis en place par le New Deal ont cependant subsisté après la seconde guerre mondiale. Ainsi, le New Deal ne peut pas être considéré comme le fondement de l'État-Providence américain moderne, mais plutôt comme une première tentative visant à implanter un tel modèle socioéconomique aux États-Unis.

On peut affirmer que la première thèse qui a retenu l'attention des intellectuels et des décideurs politiques a été celle de la « culture de la pauvreté » (Royce, 2009 ; M. Katz, 1989). Elle a été proposée à l'origine par l'anthropologue Oscar Lewis, suite à des recherches qu'il avait menées à Puerto Rico. La théorie qu'il a développée a été apposée au contexte américain au début des années soixante par le politologue Michael Harrington, dans un ouvrage intitulé : « *The Other America : Poverty in the United States* ». Pour ces deux auteurs, la pauvreté était d'abord le résultat de l'isolement culturel de divers groupes. Devant le peu d'opportunités qui leur étaient disponibles, certaines communautés auraient développé des stratégies leur permettant de survivre dans des contextes de limitations économiques sévères. La pauvreté se serait progressivement cristallisée dans certains milieux pour devenir un mode de vie inculqué de génération en génération plutôt que la conséquence de difficultés économiques ponctuelles.

Certains politologues se sont par la suite approprié la théorie de la culture de la pauvreté pour soutenir une théorie empreinte d'un certain racisme. Edward Banfield a notamment suggéré, dans ses travaux portant sur les villes américaines, que la pauvreté était surtout une caractéristique culturelle attribuable à certaines communautés (Banfield, 1974), plutôt qu'une conséquence de la discrimination qui leur était imposée<sup>15</sup>. Il est à ce titre essentiel de considérer une préoccupation centrale dans les premières théories de la pauvreté qui ont émergé aux États-Unis, c'est-à-dire les conditions socioéconomiques des communautés racisées. D'hier à aujourd'hui, les noirs américains plus particulièrement, mais aussi différentes communautés issues de l'immigration, ont été démesurément touchés par la pauvreté en raison de la

---

<sup>15</sup> Il faut préciser que Lewis et Harrington étaient considérés comme des auteurs progressistes. Leurs travaux visaient entre autres à dénoncer l'isolement et la coupure culturelle imposés à certaines communautés à travers la structure socioéconomique américaine, la ségrégation et la discrimination. À l'opposé, la position défendue par Banfield jette plutôt le blâme sur ces communautés qu'ils considéraient comme fondamentalement désintéressées et incapables de véhiculer leur culture et de s'organiser politiquement (M. Katz, 1989).

discrimination sociale, culturelle et économique qu'ils ont subie (Edelman, 2012; Goldsmith & Blakeley, 2010). Les premières théories sur la pauvreté ont ainsi recoupé des préoccupations politiques relatives aux communautés afro-américaines.

En 1965, à l'époque où le gouvernement fédéral cherchait pourtant à placer l'avancement des droits civils au cœur de son programme politique, le Département du travail, sous la supervision du démocrate Daniel P. Moynihan, produit un rapport intitulé : *The Case for National Action : Negro Family*. Ce rapport, qui fut plus tard passablement controversé, lie directement la pauvreté aux États-Unis à la culture afro-américaine (Katz, 1989; Royce, 2009a). Le rapport Moynihan dépeint les noirs américains comme des victimes de leur statut passé d'esclaves, qui les aurait conditionnés à être naturellement dépendants et peu ambitieux. On leur reproche d'entretenir des unions hors mariage, menant les femmes à s'occuper seules de plusieurs enfants. La famille noire préserverait ainsi une dynamique matriarcale où la figure de l'autorité paternelle est effacée et dévalorisée. Cette structure faillirait donc à transmettre le rôle traditionnel du père, responsable, travaillant et subvenant aux besoins économiques de sa famille. Une relation de dépendance envers le gouvernement se créerait ainsi au sein des familles noires, apparemment sans pourvoyeur. Les recommandations du rapport Moynihan sont claires : « *In a word, the National effort towards the problems of Negro Americans must be directed toward the question of family structure. The object should be to strengthen the Negro family as to enable it to raise and support its members as do other families* » (Office of Policy Planning and Research, 1965, p. 47).

#### 2.1.4 L'État-providence comme technique de discipline des pauvres

La « guerre à la pauvreté », déclarée par Lyndon B. Johnson au milieu des années soixante, peut donc être considérée comme l'amorce d'une transformation souhaitée

dans les communautés pauvres et comme le point d'ancrage de l'État-providence américain (Matthews, 2014) ; ou du moins comme la première concrétisation d'une volonté politique de traiter la pauvreté sévère de certains groupes comme un enjeu préoccupant pour la société américaine (Brauer, 1982). Cela dit, il semble que les objectifs poursuivis par l'administration Johnson allaient au-delà d'une simple réduction des inégalités. C'est-à-dire que la « guerre à la pauvreté » était aussi caractérisée par la volonté de rallier la population autour de valeurs traditionnelles américaines (M. Katz, 1989; Chappell, 2010).

Il semble en effet essentiel de reconnaître l'existence d'une ligne directrice qui a aiguillé la constitution de l'État-providence américain, tel qu'élaboré par le parti démocrate. Comme le propose la thèse défendue par Marissa Chappell, ce dernier s'est généralement défini comme progressiste en ce qui a trait aux questions morales, alors qu'il cherchait à conserver une approche centriste, voire plutôt à droite concernant les questions économiques. Pourtant, selon Chappell, les programmes sociaux élaborés par les démocrates dans les années soixante devraient être considérés comme des outils passablement progressistes en terme de redistribution économique. Ceux-ci visaient cependant à préserver des normes sociales conservatrices au sein de la société américaine, axées sur le mariage, le travail et sur le maintien d'un noyau familial hétérosexuel organisé autour de rôles sociaux de sexes traditionnels (Chappell, 2010). Ainsi, l'État-Providence américain constitue en soi une partie du dispositif gouvernemental destiné à réguler la vie des personnes pauvres.

Le perfectionnement de ce dispositif peut se refléter à travers les réformes qui ont été apportées aux programmes d'assistance sociale prévus par l'État-providence américain, notamment suite à l'entrée de Ronald Regan à la Maison-Blanche. Après la période d'expansion de l'État-providence américain qu'ont été les années soixante et soixante-dix (Brauer, 1982), Reagan arrive sur la scène politique fédérale avec un

discours qui diverge significativement de celui du parti démocrate. La rhétorique qu'il déploie est particulièrement efficace pour convaincre la population de la nécessité de réformer le modèle de l'État-Providence implanté par Johnson (O'Connor, 1998). Il mettra notamment l'accent sur l'importance d'encourager les plus pauvres à se prendre en main et à trouver un emploi (Handler & Hasenfeld, 2007). Il critiquera aussi la prétendue dépendance et l'usage abusif des mères monoparentales envers certains programmes fédéraux, qu'il dépeindra alors comme des « *Welfare Queens* ». Cette image deviendra un puissant mythe américain favorisant le ressentiment envers le prétendu laxisme du filet social fédéral (Boris, 2007). Ce n'est toutefois qu'en 1997, sous la présidence de Bill Clinton, que sera consolidée la réforme de l'État-providence exhortée par Reagan. Clinton promet alors au peuple américain : « *the end of welfare as we know it* » (Clinton, 1996). Lors d'un discours au cours duquel il présente la nouvelle législation que son gouvernement propose, il soutient : « *I concluded that the current welfare system undermines the basic values of work, responsibility and family, trapping generation after generation in dependency* » (Clinton, 1996).

Le *Personal Responsibility and Work Opportunity Reconciliation Act* (PRWORA) se présente comme un outil manifeste de réforme de la vie des personnes pauvres. Le PRWORA élimine notamment le programme *Aid to Family with Dependant Children* pour le remplacer par le programme *Temporary Assitance to Needy Families* et vise ainsi à limiter les périodes d'admissibilités aux programmes d'aide sociale (Semuels, 2016b). La nouvelle loi impose également des exigences liées à l'emploi auxquelles les bénéficiaires devront se plier. Autrement dit, il faut travailler pour recevoir de l'aide gouvernementale (Arnold 2008, Handler & Hasenfeld 2007). On passe ainsi d'un système de « *welfare* », à un système de « *workfare* » (O'Connor, 1998), où le travail sous-tend la majorité des mesures de réduction de la pauvreté ; que ce soit à travers une augmentation du nombre d'heures travaillées, ou à travers une cumulation de plusieurs emplois, l'objectif poursuivi par le PRWORA est explicitement de

*responsabiliser* les personnes pauvres face à leur situation économique (Shipler, 2004). De plus, à travers cette réforme, le gouvernement américain dit explicitement chercher à encourager les mères monoparentales à se tourner vers un modèle familial plus traditionnel. Comme le rappelle Chappell : « *The PRWORA declared marriage “the foundation of a successful society” and “an essential institution ”* » (Chappell 2010, p. 2).

### 2.1.5 Le refuge comme institution disciplinaire

On pourrait donc affirmer que l'État-providence américain cherche à modifier le comportement des personnes pauvres. C'est-à-dire qu'il vise à enrayer des conduites jugées contraires aux normes sociales américaines que sont l'éthique de travail et l'autosubsistance des familles. Cette volonté de réguler les comportements se répercute aussi à travers les services offerts aux sans-abri. C'est-à-dire que les refuges et les centres de jour, en tant que principales ressources de soutien socioéconomique mises à la disposition des personnes itinérantes, cherchent à véhiculer certaines normes sociales prônées notamment par le PROWRA (Arnold, 2004). Les refuges permettent toutefois d'établir des stratégies de pouvoir plus institutionnalisées.

Une personne en situation d'itinérance qui se présente dans un refuge pour trouver du soutien se voit généralement attribué à un *case manager*, qui sera en charge d'engager des suivis individualisés auprès d'elle. Ces suivis ont pour but d'identifier et d'éliminer les facteurs qui ont mené la personne à l'itinérance (Lyon-Callo, 2000; DeWard, 2010). À travers des évaluations psychosociales, des formations, des thérapies, ou encore des traitements médicaux, on vise ultimement à engager l'individu dans un processus de transformation<sup>16</sup> afin qu'il puisse regagner une vie

---

<sup>16</sup> Une telle approche vise apparemment à induire un sentiment d'autonomisation (*empowerment*) de la personne itinérante, puisque les solutions à sa situation d'itinérance relèveraient finalement de son engagement personnel (Lyon-Callo, 2000). Cela dit, une telle individualisation des solutions à l'itinérance tend à sous-estimer, voire à ignorer l'impact de d'autres facteurs sur la stabilité du

« normale », trouver un travail, et finalement être en mesure de maintenir un logement de manière durable. La participation aux activités prescrites et l'assiduité des suivis sont souvent obligatoires pour être admissible, d'une part, à certaines prestations du gouvernement et pour maintenir, d'autre part, l'accès à un lit dans un refuge (Lyon Callo, 2004; Arnold, 2004).

Si le recours à des thérapies ou des formations peut effectivement correspondre aux besoins de certaines personnes, il demeure qu'une approche basée sur la transformation de soi ne convient pas à l'ensemble de la population itinérante, qui est composée d'individus dont les parcours de vie sont fort diversifiés (Plaster, 2012; Hickler & Auerswald, 2009; Auerswald & Eyr, 2002). Une femme se retrouvant dans la rue à cause de violence conjugale devra par exemple se soumettre à ces mêmes exercices d'introspection et de travail sur soi alors qu'elle est plutôt victime d'une situation d'abus (DeWard, 2010; Roschelle, 2008). Certains travaux de recherche rapportent que des femmes ayant séjourné dans des refuges aux États-Unis ont vu par exemple leur orientation sexuelle mise en cause pour expliquer leur situation d'itinérance (DeWard, 2010). Les refuges véhiculent donc généralement une conception individualisée de la pauvreté, fondée sur des normes sociales conservatrices.

De plus, les refuges sont généralement réputés être des lieux peu invitants, où règne un climat de jugement et d'insécurité (Arnold, 2004; Hartman 2002). La plupart des refuges tendent également à exclure les individus aux prises avec des dépendances aux drogues ou à l'alcool. Certains imposent par exemple des tests d'urine pour confirmer la sobriété des utilisateurs et pour garantir le maintien de leur place (Lyon-Call, 2000). Une contravention aux règles des refuges peut donc entraîner une expulsion. Comme le remarque Vincent Lyon-Callo :

---

logement : notamment les évictions, la hausse des loyers, la rareté des options de logement social, etc. (Hasenfeld & Garrow, 2012).

*[Shelter] staff member uses the violation of shelter policies as evidence of an issue the homeless person needs to resolve if he or she hopes to become housed. This is portrayed as a mechanism by which homeless people can be made to come to grips with the issues (always disorders within their selves) causing their unstable lives and homelessness (Lyoncallo, 2000, p. 335).*

Cette approche fondée sur la surveillance et la punition place donc les usagers dans une position d'infériorité, où leur indépendance et leur capacité de faire des choix pour eux-mêmes sont constamment limitées (DeWard, 2010; Roshelle, 2008; Lyon-Callo, 2000; Hofmann & Coffey, 2008; Evans, 2011). Les règles et les politiques qui y prévalent (couvre-feu, heure de repas strictes, activités obligatoires, files d'attente quotidiennes de plusieurs heures pour avoir à un lit) en viennent aussi à compliquer l'accès aux refuges. Comme le rappelle le témoignage d'une femme utilisatrice de refuge : *« If you come into a shelter, you need it not to feel like a correctional center. Like a prison! You got people right back out there on the streets because they don't want to be closed in all the time »* (DeWard, 2010, p. 128).

Les personnes qui se voient décliner l'accès aux refuges, ou qui refusent elles-mêmes d'y recourir, se retrouvent donc davantage marginalisées (Hoffman & Coffey, 2008). Ce sont souvent ces mêmes personnes qui persistent à vivre sur la rue et qui sont d'autant plus perçues comme déviantes et réfractaires à toutes formes de transformation ou de normalisation de leurs comportements. D'après les recherches d'Hoffman et Coffey *« [t]hese individuals tend to live on the street rather than in shelters and tend to ignore other services available to them. They valued this sense of independence [...]. Rejection of the system is how they held onto their dignity »* (Hoffman & Coffey, 2008, p. 216). Ce sont finalement ces individus qui en viennent à poser un problème relativement nouveau pour certaines villes américaines : celui d'une population grandissante qui persiste à vivre et à utiliser l'espace public comme un espace de vie quotidienne.

## 2.2 L'itinérance comme enjeu de sécurité

La présence de personnes vivant sur la rue est effectivement préoccupante. Si certains sont bouleversés de voir les inégalités se manifester aussi durement dans une société d'abondance, d'autres sont simplement agacés ou mal à l'aise d'avoir à composer avec cette réalité en milieu urbain. Les sentiments et les réactions disparates qui habitent la population logée par rapport à l'itinérance se rapprochent souvent d'une sensation de vulnérabilité, qu'on ressent par empathie ou simplement pour soi-même, face à la présence d'une personne qui vit sur la rue (Kawash, 1998). En effet, l'itinérance place des êtres humains dans une vulnérabilité sans pareil, mais elle mine aussi la prévisibilité et l'ordre attendu dans certaines zones urbaines. Il convient donc de poursuivre notre démarche généalogique en nous intéressant plus particulièrement à la question de l'itinérance comme un enjeu lié à l'occupation de l'espace urbain. Le fait est que cet enjeu ne date pas d'hier ; il puise ses racines dans un pan important de l'histoire américaine.

### 2.2.1 La figure du *hobo*

À partir environ du milieu du dix-neuvième siècle, de nombreux hommes quittent leur foyer pour trouver du travail sur les grands chantiers de la révolution industrielle qui se multiplient au rythme de la colonisation du territoire. Ces hommes constitueront, au fil des décennies, une masse de travailleurs qui migrera à travers les États-Unis au gré des opportunités de travail qui se présentent (DePastino, 2003). Les emplois offerts sont la plupart du temps de courte durée, précaires, et offrent de maigres salaires. Ainsi, ces groupes de travailleurs s'approprièrent un mode de vie particulier, essentiellement nomade et marqué par la pauvreté. Ceux qu'on appelait les *hobos* se rassemblaient dans certaines zones urbaines spécifiques et érigeaient le plus souvent des campements le long des chemins de fer et des routes (Anderson, 1923). S'ils étaient pour la plupart employés pour des contrats journaliers ou

saisonniers, ils étaient aussi réputés pour vivre de la criminalité, ainsi que de différentes activités relevant de l'économie informelle. Comme le décrit Nels Anderson après avoir passé plusieurs mois à observer la vie quotidienne de ces hommes dans les environs de Chicago : « *Every man who enters Hobohemia is struggling to live above the "coffee-an" level, [...] "Getting by" may mean anything from putting in a few hours a day at the most casual labor to picking a pocket or purloining an overcoat.* » (Anderson, 1923, p. 41).

Qu'on les appelle « *hobos* », « *bums* » ou « *tramps* », ces hommes étaient généralement perçus comme des ivrognes désœuvrés (Mitchell, 2011)<sup>17</sup>. Si les raisons qui les poussaient à rejoindre ces communautés étaient variées, il leur était généralement reproché de fuir quelque chose (la pauvreté, le mariage, la paternité, les responsabilités familiales, la loi, etc.). Le *hobo* échappait ainsi à une vie traditionnelle pour incarner plutôt l'indépendance. De plus, il représentait une forme de masculinité à la fois radicale (Tapley, 2014) et passablement hétérodoxe (DePastino, 2003). Vivre sur la route ou dans les campements, dans des conditions risquées et ardues, apparaissait en effet comme un symbole de virilité. Cependant, les *hobos* transgressaient aussi les rôles sociaux de sexes, par exemple en préparant la nourriture et en s'occupant de l'entretien ménager sur les campements (DePastino, 2003). La culture *hobo* possédait donc ses propres lois et sa propre structure sociale (Anderson, 1923). L'historien Todd DePastino relate que le phénomène des *hobos* a également revêtu une dimension politique, à travers une organisation syndicale particulièrement dynamique vers la fin du dix-neuvième siècle, alors que certains groupes de *hobos* militaient même en faveur d'un soulèvement ouvrier organisé (DePastino, 2003). La « *hobohemia* » en venait donc à symboliser une culture contestataire, voire subversive vis-à-vis des mœurs dominantes et de l'ordre établi à

---

<sup>17</sup> Selon les travaux de Nels Anderson, alors que la consommation d'alcool faisait partie intégrante de la culture *hobo*, la consommation de drogue demeurait pourtant taboue et ceux qui avaient des dépendances le cachaient généralement (Anderson, 1923).

l'époque. D'après Heather Tapley, aussi bien l'organisation sociale que le « corps » du *hobo* engendraient la peur (Tapley, 2014). Cette aversion envers les *hobos* se serait d'ailleurs manifestée par divers épisodes de répression sociale<sup>18</sup>.

Ce bagage entourant la *hobohemia* influence donc définitivement la façon dont l'itinérance est perçue aujourd'hui aux États-Unis, alors qu'elle est souvent décrite comme « un choix de mode vie » que certaines personnes auraient délibérément posé<sup>19</sup>, préférant adopter un style de vie marginal en rupture avec le mode de vie américain (DePastino 2003, Amster 2007). La figure du *hobo* a contribué à forger un certain stéréotype de l'itinérance, c'est-à-dire cette image d'un homme vivant hors de la société et suscitant la peur et méfiance. Il faut dire que c'est effectivement cette image de l'itinérance qui a longtemps perduré aux États-Unis. Comme le remarque Don Mitchell, ceux qu'on étiquetait comme « *homeless* » dans la période de l'après-guerre étaient pourtant souvent logés, la plupart du temps, dans des maisons de chambres. Ils n'entretenaient toutefois pas d'attaches sociales<sup>20</sup>.

---

<sup>18</sup> Heather Tapley relate qu'il était courant que des *hobos* soient emprisonnés. Certains élus ont même suggéré de recourir à des punitions corporelles pour réprimer les *hobos*. Elle souligne : « *in March of 1895, we see officials, such as the Mayor of Indianapolis, C.S. Denny, make a case for "the whipping-post" as a substitute for costly incarceration. In an article in the Century, Denny argues that "the return to the lash" should be considered as a disciplinary method to be adopted by state legislatures to get rid of tramps. [...] By extension, the lash will also mark the tramp body, suggesting that the whip's effect can make the tramp known and, therefore, more available for containment and removal. At the end of the letter, however, the writer argues for his overall preference—forcing tramps to work—the most popular remedy for any lazy denizen of the nation.* » (Tapley, 2014, p. 31-32)

<sup>19</sup> La culture du *hobo* a été représentée à maintes reprises dans la culture populaire américaine, notamment à travers les célèbres romans de Jack Kerouac. L'œuvre de Kerouac a contribué à enjoliver le mode de vie du *hobo*, qui y est généralement représenté comme une forme d'aventure volontaire, de dépouillement et de révolte individuelle (Kerouac, 2000) plutôt que comme alternative à la pauvreté.

<sup>20</sup> Il est en effet pertinent de s'intéresser à une nuance de la langue anglaise par rapport au terme « *homeless* ». An anglais, le terme « *home* » ne réfère pas simplement au logement. Il renvoie aussi à l'idée du foyer, de la famille, de l'attachement social. Comme le remarque Don Mitchell : « *Those labeled homeless in the postwar years were the residents of the remaining SROs, missions, and lodging houses, and they tended to be white, elderly, and rarely transient. They were frequently alcoholic. They were either minimally employed or unemployable. They were modern society's outcasts (Cayo Sexton, 1986). They were disaffiliated men* » (Mitchell, 2011, p. 939)

Ce stéréotype du « sans-abri », celui d'un homme blanc, solitaire, assez âgé et alcoolique, exclut pourtant des facettes de l'itinérance qui sont trop souvent occultées aujourd'hui. Il contribue notamment à invisibiliser l'expérience des femmes et des enfants qui se retrouvent sans logement (MacCarthy, 2013). Il renforce finalement certains préjugés relatifs aux comportements et aux habitudes de vie des personnes itinérantes, notamment en ce qui a trait à la consommation d'alcool et de drogues<sup>21</sup>.

### 2.2.2 L'itinérance et l'ordre en milieu urbain

L'itinérance s'est donc présentée à travers l'histoire des États-Unis surtout comme un problème urbain. En conséquence, il semble important de s'attarder à certaines dynamiques urbaines pour comprendre comment celles-ci ont contribué à forger la conception moderne de l'itinérance. Les préoccupations associées à la pauvreté dans les villes ont émergé surtout dans les années soixante-dix et quatre-vingt, alors que les centres urbains étaient devenus des espaces de ghettoïsation des communautés

---

<sup>21</sup> Selon des données datant de 2003, mises de l'avant par l'organisme *National Coalition for the Homeless*, 38 % de la population itinérante aux États-Unis aurait des problèmes de dépendance à l'alcool et 26% des problèmes de dépendance aux drogues (*National Coalition for the Homeless*, 2009a). Bien que la consommation de telles substances soit plus répandue au sein de la population itinérante qu'au sein de la population logée aux États-Unis, il semble que l'addiction aux drogues et à l'alcool ne puisse pas être considérée, à elle seule, comme une cause directe de l'itinérance. « La relation entre la toxicomanie et l'itinérance est complexe. Bien que les taux de toxicomanie soient plus élevés chez les personnes sans-abri, on ne peut pas tenir la toxicomanie comme seule responsable de l'itinérance. La consommation de substances ne signifie pas nécessairement à elle seule une dépendance, ni un style de vie dangereux ou problématique. De plus, de nombreuses personnes souffrant de dépendance ne deviennent jamais des sans-abri. Par contre, un individu qui n'a pas de domicile stable souvent par manque de revenu, court un plus grand risque de perdre son logement s'il consomme des substances » (Rond-point de l'itinérance, 2014). Autrement dit, on peut considérer que l'addiction aux drogues ou à l'alcool risque davantage de fragiliser les conditions de personnes qui vivent déjà dans la pauvreté. De plus, l'usage de drogue et d'alcool peut aussi être considérée comme une *conséquence* de l'itinérance. C'est-à-dire que les conditions de vie extrêmement difficiles qui caractérisent l'expérience de l'itinérance peuvent elles-mêmes pousser des personnes à utiliser des substances de manière abusive pour différents motifs (automédication, sentiment d'appartenance au groupe, etc.) (Stablein, 2011).

racisées, souvent marqués par la violence, la criminalité, une faible scolarisation des jeunes et un important taux d'incarcération (Elderman, 2012). Cette période est parallèlement marquée par une recrudescence de la criminalité aux États-Unis (Fitzpatrick & Myr Stol, 2012). Les autorités municipales sont alors encouragées à porter une attention particulière à la criminalité, ainsi qu'à des comportements qui ne sont pas nécessairement criminels, mais qui sont simplement jugés dérangeants pour la population (Fitzpatrick & Myr Stol, 2012). Cette approche s'inspire notamment de la « *broken window theory* », qui s'imposera plus solidement au cours des années quatre-vingt. Cette théorie propose principalement de contrer une aggravation de la criminalité par une approche qu'on pourrait dire préventive.

Comme le soulignent James Q. Wilson et George L. Kelling, pionniers de cette forme d'intervention policière :

*Many citizens, of course, are primarily frightened by crime, especially crime involving a sudden, violent attack by a stranger. [...] But we tend to overlook another source of fear—the fear of being bothered by disorderly people. Not violent people, nor, necessarily, criminals, but disreputable or obstreperous or unpredictable people: panhandlers, drunks, addicts, rowdy teenagers, prostitutes, loiterers, the mentally disturbed.* » (Kelling & Wilson, 1982).

Wilson et Kelling considèrent que ce sentiment d'insécurité et de désordre décourage la fréquentation de certaines zones urbaines. Cette désertion laisserait place à un climat fertile pour la perpétration de crimes plus graves. Ils se disent donc en faveur d'une présence policière accrue dans les lieux publics, visant à surveiller et éliminer des comportements qui seraient susceptibles de générer ce sentiment d'insécurité (Center for Evidence-Based-Crime Policy, 2013). Ainsi, des phénomènes pourtant différents seront assimilés au sein d'une seule et même problématique : celle du désordre urbain. Il s'agira donc d'imposer une approche plus musclée face à certains comportements qui y contribuent. La *broken window theory* va ainsi inspirer les

pratiques de plusieurs villes américaines face à l'itinérance (Fitzpatrick & Myrstol, 2012). C'est donc à partir des années quatre-vingt que vont apparaître des lois visant à la criminaliser.

Outre les conséquences de nature juridique de cette approche et des amalgames qu'elle implique, on peut penser qu'elle ravive également le sentiment de méfiance qu'induisent malgré elles les personnes itinérantes. Ce sentiment s'étend d'ailleurs bien au-delà de la question de la criminalité, c'est-à-dire que les sans-abri ne transgressent pas seulement des lois et des règlements nouvellement créés pour les réprimer, mais ils transgressent aussi des codes sociaux informels. Le simple rapport qu'entretiennent les sans-abri avec l'espace semble non conforme. Ceux-ci se retrouvent souvent à occuper des espaces insolites ou à adopter des positions corporelles qui ne sont pas normalement attendues dans l'espace urbain. Ils peuvent adopter, par exemple, une position couchée ou assise dans des espaces destinés à la marche, comme les trottoirs. Cette transgression des codes attendus en société a vraisemblablement un effet puissant sur l'attitude du public envers l'itinérance. Comme le remarque Samira Kawash lors d'un trajet dans le métro de New York :

*I see what the others on the train see, a body folded impossibly small, a body marked by its position and its effects as a homeless body. Although the train is crowded, the seats nearby are empty, as though an invisible cordon has been established around this body signaling some danger to those who approach too near. Riders looking for seats cringe and veer away as soon as they spot the figure. [...] The lone body curled in the corner of the subway car is immobile, absolutely nonthreatening. One might wonder how it is that, simply by being present here in a late night subway car, this body exerts so powerful an effect on the other riders. (Kawash 1998, p. 319)*

Il semble que cette réaction de recul ou d'inconfort suscitée par la proximité avec une personne sans-abri, comme si celle-ci présentait un danger, puise ses racines dans les amalgames qui ont été perpétués entre la criminalité et l'itinérance, autant à cause de la figure du *hobo* qu'à cause des approches policières modernes.

### 2.2.3 L'émergence du concept d'itinérance chronique

On peut ajouter que le sentiment de méfiance que suscite la personne itinérante provient également de l'idée largement répandue voulant que plusieurs sans-abri souffrent d'une maladie mentale non traitée. Selon une étude conduite en 2007 par Fannie Mae à propos de l'opinion publique des Américains sur l'itinérance, 67 pour cent des répondants considéraient alors que la maladie mentale ou des troubles psychologiques constituaient une cause majeure de l'itinérance (Fannie Mae, 2007). Certains chercheurs ont notamment visé à dénoncer les effets de la désinstitutionnalisation<sup>22</sup> des personnes souffrant de maladie mentale sur l'itinérance aux États-Unis. Cette désinstitutionnalisation, engagée sous l'administration Reagan, aurait directement contribué à laisser sans ressource des personnes souffrant de schizophrénie et d'autres troubles psychiatriques sévères, ce qui aurait conduit plusieurs d'entre elles à la rue (Von Mahs, 2001; Taylor, 1987). Selon les données mises de l'avant par la *National Coalition for the Homeless* : « *20 to 25% of the homeless population in the United States suffers from some form of severe mental illness* » (*National Coalition for the Homeless*, 2009b).

Les liens établis entre la maladie mentale et l'itinérance ont certainement un effet sur les perceptions qu'ont les individus logés des personnes sans-abri, mais elle engendre

---

<sup>22</sup> L'objectif poursuivi au départ par la désinstitutionnalisation était de remédier aux conditions déplorables et aux mauvais traitements prodigués dans plusieurs établissements pour les personnes atteintes de maladie mentale. Selon la définition proposée à l'époque par le gouvernement américain, la désinstitutionnalisation reposait sur la stratégie suivante : « *(1) preventing both unnecessary admission to and retention in institutions, (2) finding and developing appropriate alternatives in the community for housing, treatment, training, education, and rehabilitation of the mentally disabled who do not need to be in institutions, and (3) improving conditions, care, and treatment for those who need institutional care. This approach is based on the principle that mentally disabled persons are entitled to live in the least restrictive environment necessary and lead their lives as normally and independently as they can* » (Taylor 1987, p. 205). L'administration Reagan, dans le cadre d'un effort massif de restructuration des services publics, souhaitait fermer ces établissements pour favoriser plutôt l'implantation de centres de soins privés basés dans les communautés. Toutefois, ces centres n'ont jamais vu le jour (Von Mahs, 2001).

également l'émergence d'une préoccupation nouvelle. L'état de santé des personnes itinérantes est associée à un concept qui est maintenant courant dans la littérature : celui d'« itinérance chronique » (*chronic homelessness*). L'usage de ce terme a été popularisé par un chercheur de l'Université de Pennsylvanie dont les recherches portent sur les politiques sociales américaines (Burt, 2003). Dennis Culhane a conduit une série d'études, depuis la fin des années quatre-vingt-dix, portant spécifiquement sur les politiques publiques américaines en matière d'itinérance<sup>23</sup>. Ce dernier a démontré que certains sans-abri persistaient à vivre dans la rue à cause de problèmes de santé non traités comme la maladie mentale et d'autres types de maladies chroniques. Les recherches de Culhane révèlent également qu'à long terme, ceux-ci en viendraient à utiliser démesurément les ressources publiques, c'est-à-dire que les sans-abri chroniques sont plus susceptibles de nécessiter des services complexes, d'utiliser des services hospitaliers d'urgence, d'être arrêtés et incarcérés, et donc de générer des coûts faramineux pour le système public (Culhane & Byrne, 2010).

Culhane en arrive à la conclusion que les sans-abri chroniques auxquels on fournit d'entrée de jeu un logement ont de meilleures chances de recevoir des services adaptés à leurs besoins en matière de santé, et qu'ils sont ainsi moins susceptibles de retourner à la rue. De plus, Culhane soutient que cette approche préviendrait ultimement d'autres complications imminentes. Il expose dans ses recherches les préoccupations suivantes :

*We must act quickly to end chronic homelessness in order to avoid a homeless crisis among older persons. In the next decade, as members of the baby boom cohort among the chronically homeless grow older, they face an increased risk of mortality and will experience more health problems and illnesses that require ongoing care. (Culhane & Byrne, 2010, p. 13)*

---

<sup>23</sup> Pour une sélection détaillée des publications de Dennis Culhane, voir [https://works.bepress.com/dennis\\_culhane/](https://works.bepress.com/dennis_culhane/)

Les travaux de Culhane provoquent aussi une onde de choc à travers la population américaine. En 2006, Malcom Gladwell publie dans la revue *The New Yorker* un article intitulé « *Million-Dollar Murray* », dans lequel il fait référence aux conclusions de Culhane. Il y raconte de manière anecdotique l'histoire de Murray, un sans-abri vivant à Reno, qui aurait coûté plus d'un million de dollars aux services publics américains au cours de sa vie (Gladwell, 2006). Cet article a pour effet de renouveler l'attention à propos de l'itinérance aux États-Unis et génère une certaine inquiétude quant à l'ampleur des dépenses fédérales et municipales qui y sont liées. L'opinion publique penche ainsi en faveur de l'approche du *logement d'abord*, apparemment autant par compassion que par intérêt de prévenir une hypothétique dilapidation des ressources publiques sur cet enjeu (Stanhope & Dunn 2011).

L'approche du *logement d'abord* est aussi dépeinte comme progressiste, puisqu'elle respecte la volonté exprimée par beaucoup de sans-abri d'être logés sans condition préalable (Padgett, 2007; Tsai, 2012). Alors qu'il s'agissait d'une avenue proposée dans certains cas isolés, le logement d'abord est aujourd'hui au cœur de la stratégie américaine de lutte à l'itinérance. Comme le mentionne le plus récent plan stratégique du gouvernement fédéral en matière d'itinérance : « *the Federal government has emphasized an understanding of Housing First not just as a program model, but as an overall orientation in communities' systems responses to homelessness (United States Interagency Council on Homelessness, 2015, p. 29).*

On peut donc affirmer qu'avec la diffusion et la popularisation du concept d'itinérance chronique, la perception de l'itinérance comme enjeu de « sécurité » se décuple. C'est-à-dire que le sans-abri, parce que déviant, criminel, toxicomane, ou malade mental, n'est plus simplement perçu comme une menace à la sécurité en tant qu'*individu*. L'itinérance chronique, en tant que caractéristique d'une *population* potentiellement grandissante, est également perçue comme problématique. Cela dit, cette nouvelle perspective de l'itinérance relève d'enjeux de natures différentes, liés à

la démographie, à la santé publique et à l'allocation plus judicieuse des ressources publiques américaines.

### 2.3 Gestion de l'itinérance à San Francisco : les ramifications du dispositif de sécurité

Après avoir remonté différentes lignes de filiation, on peut constater que l'itinérance renvoie à des conceptions distinctes qui se confondent pour définir et représenter les personnes sans-abri elles-mêmes, ainsi que l'itinérance de manière plus générale. Elle est tantôt considérée comme un problème individuel, posant des impairs moraux qui sont incompatibles avec les normes de la société américaine, tantôt jugée comme une atteinte à l'ordre, la sécurité et à la prévisibilité du milieu urbain. Elle est aussi considérée, de plus en plus, comme un problème de santé publique qui suggère une plus grande vigilance d'un point de vue budgétaire et sanitaire. Le calcul gouvernemental doit apparemment tenir compte de ces différentes perspectives.

Pour achever notre démarche généalogique, il nous a donc semblé pertinent de nous intéresser davantage à certaines stratégies gouvernementales mises en place à San Francisco au cours des dernières années, et par le fait même de mettre au jour les différents mécanismes qui permettent de mieux gouverner la population itinérante de San Francisco. Il sera d'ailleurs possible de voir comment certains échos généalogiques influencent les techniques de pouvoir utilisées pour ce faire.

#### 2.3.1 L'implantation initiale du logement supervisé

Comme nous l'avons déjà souligné, San Francisco a été reconnue par le passé pour son attitude d'ouverture et de tolérance envers l'itinérance<sup>24</sup>. Cette réputation a certainement été entretenue par une personnalité politique en particulier ; Gavin Newsom. Ce dernier est aujourd'hui lieutenant-gouverneur de la Californie. Il a été

---

<sup>24</sup> Prétendre que la ville de San Francisco n'a fait preuve que de bienveillance envers les personnes itinérantes dans les dernières décennies occulterait toutefois un pan important du dispositif de sécurité que nous souhaitons mettre en lumière. Nous nous y attarderons d'ailleurs plus loin dans cette section.

successivement membre du conseil municipal de San Francisco, entre 1997 et 2002, et maire de 2002 à 2011 (*Office of the Lieutenant Governor*, s.d.). Newsom était reconnu comme un politicien particulièrement sensible à la question de l'itinérance (Kagan, 2016). Dès son arrivée au sein du conseil municipal, il insiste sur l'importance d'agir d'une manière radicalement nouvelle sur cet enjeu. Il met en place le programme *Care not Cash*, en défendant l'idée selon laquelle l'assistance monétaire coûteuse fournie aux sans-abri devait être limitée, risquant d'être utilisée à des fins dommageables pour ses bénéficiaires. San Francisco avait la réputation de maintenir un programme d'aide sociale particulièrement généreux, accessible aux sans-abri : le *County Adult Assistance Program* (CAAP) (Murphey, 2009). Sous l'administration Newsom, une partie des ressources rendues disponibles par le biais du CAAP ont été réallouées à différents soins et services spécialisés (Gowan, 2010; Hartman, 2002; Kagan, 2016). *Care not Cash* se veut donc ancrée davantage dans l'intervention. L'approche de Newsom marque ainsi un tournant dans l'orientation politique de la ville de San Francisco en matière d'itinérance, qui fera valoir dorénavant l'importance de s'*occuper* de cette population, plutôt que de simplement l'accepter ou la tolérer.

Le mandat de Newsom est caractérisé par l'élaboration d'un premier plan d'action visant spécifiquement l'itinérance chronique. Lancé en 2004, le *San Francisco Plan to Abolish Chronic Homelessness* (SFP) positionne San Francisco comme une ville qui se démarque par sa volonté d'apporter des solutions concrètes à l'itinérance chronique. Notamment, ce plan établit l'objectif ambitieux de construire 3000 unités de logement supervisé. Le plan stipule :

*San Francisco is Everyone's Favorite City. But San Francisco also has the dubious distinction of being the homeless capital of the United States. [...] It is a crisis that must be addressed immediately. We need change now. San Francisco spends approximately \$200 million annually on homeless direct and related services, yet the numbers of homeless*

*continue to rise alarmingly. San Franciscans consistently identify homelessness as the number one problem in San Francisco. San Francisco voters have repeatedly sent a clear and overwhelming message to City Hall that they want change, and are willing to try any and all new approaches that look promising and do not perpetuate the status quo. [...] We must have the courage to say that we will no longer tolerate, as the compassionate City of St. Francis, human beings living in abject misery and sleeping in our streets. (SFP, 2004)*

La stratégie proposée par Newsom se voulait d'abord une alternative à l'usage systématique des refuges. Ceux-ci étaient originalement destinés à fournir de l'hébergement d'urgence pour les sans-abri, mais sont rapidement devenus une ressource sur laquelle s'appuyer à plus long terme pour avoir accès à un toit, à de la nourriture et à des installations sanitaires (COH, 2007). Le modèle d'intervention basé sur les refuges est alors considéré comme faisant partie du problème, puisqu'il ne permet que très rarement une transition vers un logement permanent. Il apparaît donc inefficace comme solution à l'itinérance. Le SFP propose d'initier une transition progressive du modèle basé sur les refuges vers un modèle basé sur le logement d'abord et le logement supervisé (SFP, 2004). Ainsi, l'objectif des différents intervenants au niveau municipal se transforme ; il faut trouver et proposer des solutions *permanentes* à l'itinérance, et non plus intervenir de manière ponctuelle, en référant quelqu'un à un refuge temporaire ; en prescrivant une cure de désintoxication, ou encore en recourant à l'incarcération des personnes itinérantes.

### 2.3.2 Quel usage des interventions policières ?

Ce renouveau dans la stratégie adoptée face à l'itinérance arrive suite à une période où San Francisco a pourtant recouru largement aux interventions policières ciblées à l'égard des sans-abri. Les années quatre-vingt-dix ont été marquées par une rupture avec la tradition d'ouverture face à la marginalité, notamment sous la gouverne du maire Frank Jordan, ancien chef de Police de la ville, à la tête de San Francisco de

1992 à 1996 (Hartman, 2002). Celui-ci avait préconisé une approche résolument plus dure sur la question (COH, 2015 ; Gowan, 2010; Huey, 2007), en mettant en place le programme *Matrix*. Celui-ci proposait une application stricte de la loi à l'égard d'infractions souvent commises inévitablement par les personnes sans-abri (campement illégal, flânage, obstruction de la voie publique, sollicitation d'argent, distribution de nourriture)<sup>25</sup> (« How 5 Sf Mayors », 2016). Face aux critiques, le programme *Matrix* a été délaissé progressivement par les administrations subséquentes, c'est-à-dire celles de Willie Brown, Gavin Newsom et Ed Lee (« How 5 Sf Mayors », 2016).

Il semble tout à fait pertinent de s'intéresser aux approches policières de San Francisco, puisqu'en milieu urbain, les forces de police sont souvent un intermédiaire prioritaire avec les personnes en situation d'itinérance les plus visibles et les plus vulnérables. Cependant, il a été soulevé que la criminalisation a un impact négatif sur les conditions des personnes itinérantes et sur leurs perspectives d'accès à un logement permanent. Il est effectivement plus difficile, pour une personne ayant par exemple un casier judiciaire, d'obtenir un bail pour un logement (*United States Interagency Council on Homelessness*, 2015). Le gouvernement fédéral américain a d'ailleurs conclu que la criminalisation de l'itinérance constituait une stratégie inefficace, et a invité les villes à tourner le dos à cette approche (*United States Interagency Council on Homelessness*, 2015).

La criminalisation de l'itinérance n'a donc pas fait long feu en tant que stratégie officiellement préconisée par les autorités municipales de San Francisco. Cela dit, officieusement, les interventions policières visant cette population y sont pourtant demeurées des pratiques courantes (Gowan, 2010b; Huey, 2007 ; COH, 2015). Selon un rapport produit par la *Policy Advocacy Clinic* de la faculté de droit de l'Université

---

<sup>25</sup> Ces infractions sont encore définies aujourd'hui par les autorités municipales comme des « crimes de qualité de vie ».

de Californie à Berkeley, le service de Police de San Francisco a émis annuellement, entre 2007 et 2013, plus de 3 000 contraventions visant des personnes pauvres ou itinérantes, pour des « crimes de qualité de vie » (*Policy Advocacy Clinic*, 2015). Selon ce même rapport, le nombre de lois anti-itinérance en vigueur à San Francisco est aussi le plus élevé en Californie.

Cela dit, certains chercheurs ont dénoté une transformation des pratiques policières dans les métropoles américaines à l'égard de l'itinérance. Il semble en effet que l'objectif poursuivi par les interventions policières auprès des personnes sans-abri ne soit plus nécessairement la criminalisation ou l'incarcération. Elles visent plutôt à mieux *gérer* l'occurrence de ces comportements associés à l'itinérance ainsi que leurs effets dans l'espace urbain, de sorte qu'ils soient moins visibles et dérangeants pour les populations logées (Herring, 2010). Des enquêtes menées par la COH en 2015, auprès de 351 personnes en situation d'itinérance à San Francisco, concluaient qu'au cours de la dernière année, 70% d'entre elles s'étaient vues demander par un officier de police de simplement quitter le lieu dans lequel elles se trouvaient (COH, 2015, p. 64). Des entrevues effectuées par la même organisation permettent par ailleurs de révéler que plusieurs sans-abri ont vu leurs effets personnels (matelas, tentes, sacs de couchage, cartes d'identité, médications, vêtements, argent de poche) saisis et détruits par les autorités municipales (COH, 2015). Le dispositif policier mis en place à San Francisco semble donc viser le déplacement des sans-abri et de leurs possessions à l'écart des espaces publics. Il ne vise plus nécessairement à punir et réformer les personnes pauvres et itinérantes qui persistent à vivre dans la rue par la criminalisation ou l'incarcération. Il poursuit d'autres objectifs : notamment celui de débarrasser systématiquement le milieu urbain d'une population indésirable (Amster, 2003; Herring, 2010).

### 2.3.3 Comblent une faille dans le dispositif de sécurité

Cette volonté de débarrasser le paysage urbain de l'itinérance est donc clairement présente à San Francisco. En effet, le *statu quo* entourant le phénomène semble être un facteur de désarroi populaire grandissant depuis les dernières années. L'attention médiatique portant sur cet enjeu est manifeste et la question de l'itinérance est régulièrement traitée par les quotidiens locaux comme un dossier alarmant<sup>26</sup>.

En 2014, le plan lancé par Newsom a atteint son échéance et a poussé l'administration en place à faire un bilan des mesures déployées au cours de la décennie passée. Selon le *San Francisco Ten Year Plan to End Chronic Homelessness Anniversary Report* (SFPAR), entre 2004 et 2014, 2 699 unités de logement supervisé supplémentaires ont été construites à San Francisco et un total de 11 362 personnes en situation d'itinérance ont été logées. Parmi elles, 10 091 personnes étaient des adultes seuls et 1 271 étaient membres d'une famille (SFPAR, 2014). Ces chiffres témoignent d'une augmentation importante du nombre d'individus logés par rapport à 2004 (voir Annexe D). Cependant, l'ajout et l'occupation d'un nombre significatif d'unités de logement supervisé semblent avoir eu au final des impacts mitigés. Bien que la proportion de la population catégorisée comme itinérante chronique ait diminué en dix ans (SFPAR, 2014), selon les décomptes bisannuels effectués par la ville, le nombre total de sans-abri y est demeuré relativement stable, voire a même augmenté (*Applied Survey Research*, 2015). De plus, la présence de sans-abri dans les lieux publics, les campements de tentes ainsi que les files d'attente devant les refuges sont toujours des réalités du quotidien pour les San Franciscains. C'est donc dire qu'il semble y avoir une insuffisance dans le dispositif de sécurité destiné à maintenir ce phénomène au-

---

<sup>26</sup> Un projet collectif porté par plus de 70 médias locaux et régionaux, le *SF Homeless Project*, s'est donné comme objectif de mettre en commun des informations pour arriver à solutionner le problème de l'itinérance. Dans une lettre adressée à la ville et la population de San Francisco, le collectif souligne : « *Like you, we are frustrated, confused and dismayed by the seemingly intractable problem of homelessness in our city. Like you, we want answers — and change.* » (SF Homeless Project, 2016).

dessous du seuil où il peut être toléré à San Francisco. Face à cette situation qui est souvent qualifiée comme une situation d'« urgence » ou de « crise » dans la métropole, la population de San Francisco attend évidemment des solutions concrètes.

Le Maire Ed Lee, en août 2015, annonçait : « *They are going to have to leave [...] we'll give you an alternative. We are always going to be supportive. But you are going to have to leave the streets* » (CBS News, 2015), en faisant référence aux sans-abri qui avaient l'habitude de fréquenter l'endroit où étaient prévues les festivités entourant la 50<sup>e</sup> édition du *Super Bowl*. Ces propos illustrent à eux seuls étonnamment bien la stratégie mise de l'avant par l'administration Lee à l'heure actuelle. L'administration Lee souhaite redoubler d'efforts dans l'avancement des projets de construction et d'aménagement d'unités de logement supervisé, afin d'avoir une alternative claire à proposer aux personnes vivant sur les rues de San Francisco (SFPAR, 2014).

Comme nous le verrons dans le prochain chapitre, le recours au logement supervisé est pratiquement dépeint comme une panacée aux difficultés et aux remous sociopolitiques engendrés par le phénomène de l'itinérance. L'administration actuelle dit vouloir miser sur des services de soutien fournis à même ces établissements de logement pour répondre aux besoins complexes des personnes en situation d'itinérance. Le fait est que cette stratégie permet aussi de remédier rapidement à ce sentiment d'urgence et d'insécurité exprimé par une large proportion de la population logée de San Francisco par rapport au phénomène de l'itinérance. Comme nous le verrons, les pratiques entourant le logement supervisé permettent de regrouper efficacement certaines populations, qui, une fois placées dans des unités de logement, sont plus facilement gouvernables.

## CHAPITRE III

### L'ANALYSE DU LOGEMENT SUPERVISÉ COMME COMPOSANTE D'UN DISPOSITIF DE SÉCURITÉ

*We do supportive housing well. When I say we, I don't mean the city alone, I mean our city and our non profit providers [...]. They do a great job at building or rehabilitating quality housing, providing great services in housing, and keeping folks housed. And this was our strategy : our strategy was housing first. We wanted to get as many people housed, as quickly as possible (SFGov TV, 5 février 2014).*

— Trent Rohrer, directeur du HSA

#### 3.1 Le discours biopolitique sur l'itinérance

##### 3.1.1 La collecte d'informations

Différents mécanismes sont mis en place à San Francisco pour tenter de mieux connaître les caractéristiques de la population itinérante qui y vit. Si l'acquisition d'un portrait global de celle-ci apparaît essentielle pour le travail des organismes œuvrant dans le milieu, San Francisco s'affaire également, à l'heure actuelle, à l'élaboration d'un système permettant le partage d'informations relatives à chaque individu en situation d'itinérance : le *Coordinated Entry System*<sup>27</sup>. L'objectif de cette

---

<sup>27</sup> Le *Coordinated Entry System* vise à centraliser les données de différents organismes au sein d'une seule base de données municipales. Celle-ci permettrait par exemple à une employée qui accueille quelqu'un dans un refuge, de notifier ou de savoir depuis combien de temps cette personne est sans-abri ; à quel refuge elle a déjà séjourné ; ou quels services elle utilise régulièrement (Radu, 2016). Le *Coordinated Entry System* vise entre autres à établir des critères uniformes d'accès à différents

démarche est de constituer, grâce aux informations recueillies par chaque ville américaine, une base de données fédérale accessible aux différents paliers de gouvernements : le *Homeless Management Information System*<sup>28</sup>. Cet outil permettra à la fois de dresser un portrait démographique plus exhaustif du phénomène dans l'ensemble des États-Unis, d'assurer une traçabilité des parcours des personnes en situation d'itinérance et de mesurer l'efficacité de différents programmes (HUD, 2008).

L'amélioration du *Coordinated Entry System* est une priorité pour le *Local Homeless Coordinating Board*, l'organe responsable de chapeauter les efforts de lutte à l'itinérance à San Francisco et de s'assurer que ceux-ci répondent aux exigences des programmes fédéraux (<http://sfgov.org/lhcb/>). Depuis 2009, l'implantation progressive d'une base de données de ce type est devenue une condition pour les municipalités américaines qui désirent recevoir du financement de HUD (Radu, 2016). Ce dernier exige d'ailleurs que les municipalités conduisent des dénombrements réguliers de la population itinérante vivant sur leur territoire. À San Francisco, ces décomptes sont effectués par des firmes spécialisées depuis 2005, sur une base bisannuelle. Dans le but d'étayer notre analyse, il apparaissait pertinent de

---

services, notamment au logement supervisé. L'objectif est d'avoir un système d'assignation centralisé afin que les critères de priorisation soient mieux appliqués. San Francisco a par exemple jadis priorisé le logement des vétérans. Alors qu'aujourd'hui, la ville souhaite prioriser le logement des personnes qui sont en situation d'itinérance depuis le plus grand nombre d'années (<http://sfgov.org/lhcb/>).

<sup>28</sup> Comme le souligne Craig Willse, rien que la terminologie employée pour désigner cette base de données est lourde de sens. La structure syntaxique de l'énoncé « *Homeless Management Information System* », témoigne en effet d'un souci explicite de gérer les sans-abri. Willse affirme : « *The term "information management" is of course a common one in fields of information technology, and so the designation "Homeless Information Management System" would appear to be the obvious one. In fact, that designation has been in use prior to HUD's program. However, in HUD's use, the two internal terms (information/management) are flipped, and so rather we have a "Homeless Management Information System."* [...] *This flip of terms, the exchange of information for homeless, signals the possibility that the direct management of one may simultaneously be the management of the other. Thus the exchange is not a moment of cognitive dissonance, but a murmur suggesting we think about how trading between information and homeless management becomes conceptually, which is to say technically, possible.* » (Willse, 2008, p. 228)

nous attarder aux données qui sont mises de l'avant dans ces décomptes. Nous nous sommes principalement penchés sur les dénombrements effectués en 2013 et 2015.

Au-delà des données démographiques portant sur la population itinérante totale de San Francisco, des spécifications sont apportées pour quatre sous-populations ; soit les sans-abri chroniques, les sans-abri vétérans, les familles sans-abri avec enfants, et les jeunes sans-abri en âge de transition. Ces sous-populations ont été identifiées par HUD comme étant particulièrement vulnérables (*Applied Survey Research*, 2015, p. 49), et font donc l'objet d'une analyse plus poussée. On présente, pour chaque sous-population, des données portant notamment sur les services utilisés, sur la durée des périodes d'itinérance et sur l'état de santé des individus qui la composent. Ces enquêtes permettent de conclure que les sans-abri chroniques se retrouvent dans un état de santé particulièrement précaire lorsqu'on compare cette sous-population avec les autres, ainsi qu'avec la population itinérante totale de San Francisco. Le décompte de 2015 stipule :

*many [chronic homeless] respondents reported experiencing multiple physical or mental health conditions. Sixty-two percent (62%) of chronically homeless survey respondents reported alcohol or substance abuse. Fifty-five percent (55%) reported a psychiatric or emotional condition. Forty-three percent (43%) reported a chronic physical condition. Thirty-five percent (35%) reported Post Traumatic Stress Disorder (Applied Survey Research, 2015, p. 52).*

Le décompte de 2015 va jusqu'à soulever des inquiétudes quant à l'espérance de vie de cette population. Selon les données qui y sont mises de l'avant, la population itinérante chronique affiche un taux de mortalité quatre à neuf fois supérieur à celui de la population générale de San Francisco (*Applied Survey Research*, 2015, p. 50).

Ces rapports démontrent également qu'une large proportion des adultes en situation d'itinérance chronique demeure quotidiennement « non-abritée »; c'est-à-dire qu'ils

ont tendance à ne pas recourir aux refuges. En 2013 et 2015, ce sont respectivement 77% et 68% d'entre eux qui ont mentionné avoir l'habitude de passer la nuit sur la rue, dans un campement, dans un véhicule, ou dans un endroit n'étant pas prévu pour l'habitation humaine, par exemple une gare de train (*Applied Survey Research*, 2013, p. 30 ; *Applied Survey Research*, 2015, p. 52 et 75). Les données présentées dans ces décomptes permettent donc d'avancer que ce sont les personnes catégorisées comme itinérantes chroniques qui composent en majeure partie cette population non-abritée persistant à utiliser les lieux publics pour vaquer à ses activités de subsistances quotidiennes<sup>29</sup>. De plus, une majorité des individus qui la composent sont apparemment plus susceptibles de se retrouver dans une situation d'urgence médicale. En effet, comme l'affirme le SFPAR :

*[c]hronically homeless people are the most persistently vulnerable segment of the homeless population. They tend to have high rates of behavioral health needs, including severe mental illness and substance abuse disorders, conditions often exacerbated by physical illness, injury or trauma. Consequently, they are frequent users of emergency services, crisis response, and public safety systems (SFPAR, 2014, p. 27).*

### 3.1.2 L'instrumentalisation du discours biopolitique

Pourtant loin de fournir des informations inédites sur l'itinérance à San Francisco, ces décomptes viennent surtout réaffirmer des préoccupations déjà mises de l'avant à plusieurs reprises pendant la dernière décennie<sup>30</sup>. Ils permettent ainsi de renforcer et

---

<sup>29</sup> Il faut souligner que le nombre de places disponibles dans les refuges de San Francisco est définitivement inférieur au nombre de sans-abri qui y vivent. La ville dispose de 1 210 lits alors que la population itinérante dépasse 6 500 personnes. Ces places disponibles sont rapidement comblées quotidiennement. (COH, 2015, p 30).

<sup>30</sup> Déjà en 2004, le SFP visait d'ailleurs essentiellement à mettre en lumière les conditions particulières des sans-abri chroniques et à dénoncer l'impact de leur état de santé précaire sur le système public. Le SFP affirmait : *The chronically homeless are the most in need of specialized services that can best be*

reproduire, à travers la production de statistiques remises à jour, la construction d'un discours de nature médicale portant sur l'itinérance à San Francisco. L'argument que nous voulons faire valoir ici ne cherche pas à remettre en question les statistiques présentées dans ces décomptes. Il serait en effet inopportun de contester le fait que plusieurs personnes vivant sur la rue souffrent de diverses maladies et se trouvent dans une situation de vulnérabilité physique et psychologique importante. Cependant, il semble que l'emploi d'un discours de nature médicale, censé se rapporter spécifiquement à la sous-population itinérante chronique, est pourtant généralisé à l'ensemble de la population itinérante *visible* à San Francisco. Nous souhaitons illustrer que les données mises de l'avant par rapport aux sans-abri chroniques permettent de constituer, par extension, un discours biopolitique sur l'itinérance visible, qui apparaît neutre et factuel, mais qui est pourtant instrumentalisé à des fins gouvernementales.

Le fait est que de telles données ont d'abord pour but d'informer les décideurs politiques et les intervenants dans le milieu de l'itinérance. Il va sans dire qu'elles ont donc une influence primordiale sur la façon dont ceux-ci orientent leurs positions et construisent leur discours à propos de cet enjeu. Comme en témoignent les propos de Trent Rohrer, directeur de l'Agence des services sociaux de San Francisco (San Francisco Human Services Agency) (HSA) : « *when we're dealing with this issue, especially what can be a politically charged issue like homelessness, we really need to [...] be as empirical as we can. Look at the data. [...] That's where I believe change is driven from : from facts, from data* » (SF GovTV, 2014a).

Plusieurs acteurs municipaux se basent donc sur les données qui leur sont soumises pour dépeindre le phénomène de l'itinérance comme un enjeu médical, et ce sur deux

---

*offered in a permanent supportive housing setting [...] The chronically homeless comprise only 20% of San Francisco's homeless population, yet consume 63% of our homeless dollars* » (SFP, 2004, p. 25).

fronts. D'une part, la maladie en vient à être identifiée non seulement comme une *cause* de l'itinérance et de sa persistance chez certains individus, mais également comme un phénomène qui caractérise l'*expérience* de l'itinérance dans son ensemble<sup>31</sup>. L'organisation COH propose dans l'un de ses plus récents rapports la remarque suivante : « *simply living on the streets increases exposure to disease, sickness, and a host of maladies* » (COH, 2015, p. 28). Le maire Lee réfère d'ailleurs couramment à la vie sur la rue et dans les campements comme étant malsaine (« *unhealthy* »). Il affirme par exemple : « *[we have] to better serve those so desperately in need of help. It's not compassionate to let people suffer silently, to medicate with drugs and alcohol, to live an unhealthy life on the streets* » (SFGov TV, 3 décembre 2015). Cette conception de la vie sur la rue pousse ultimement certains intervenants municipaux à dramatiser la situation qui prévaut à San Francisco. Le superviseur Scott Weiner utilise un ton particulièrement alarmant lorsqu'il souligne : « *We have an emergency situation on our streets. [...] When we are actually looking at what's happening on our streets, it is an emergency now ! [...] These people, we need to get them off the streets !* » (SFGov TV, 19 mars 2014).

---

<sup>31</sup> Les liens entre la maladie et l'itinérance se sont manifestés de manière encore plus explicite lors du démantèlement récent de certains campements de tentes. L'administration Lee a par exemple ordonné le démantèlement d'un camp important, au début de l'année 2016, en soutenant qu'il représentait un risque pour la santé publique (Associated Press, 2016). Le campement ne disposait évidemment pas d'installations sanitaires. La présence d'excréments, de seringues usées et de rongeurs dans les environs était devenue préoccupante. Pour justifier ce démantèlement, Rachel Kagan, porte-parole du Département de la santé publique de San Francisco (*San Francisco Department of Public Health*) (DPH), a d'ailleurs affirmé : « *When you have growing numbers of people living in those types of environments, the opportunity for disease to spread and other risks multiply* » (Barros, 2016). Ce type de discours évoque donc l'idée qu'une population itinérante nombreuse en milieu urbain puisse impliquer des enjeux sanitaires risquant même de dépasser les limites physiques des zones urbaines occupées par les sans-abri. Au delà d'une corrélation entre l'itinérance chronique et différents problèmes de santé, on remarque l'émergence d'un discours qui dépeint l'itinérance visible comme un enjeu de santé publique en soi.

D'autre part, la solution au phénomène de l'itinérance est souvent associée à une intervention essentiellement de nature médicale. Comme le souligne explicitement la superviseure Jane Kim :

*For decades [...] we have treated homelessness as an economic issue, [as] an issue of poverty [...]. What I see a lot with our most chronically homeless population, is that it is clearly a health issue ; that if we do not adress the health issues that are associated with homelessness, that we are not gonna abolish homelessness in the city » (SFGov TV, 19 mars 2014).*

Bien que les problèmes de santé identifiés au sein de la population itinérante chronique de San Francisco incluent l'infection au VIH et différents handicaps physiques (*Applied Survey Research*, 2015), il n'en demeure pas moins que certains membres du conseil municipal semblent se préoccuper davantage du traitement des maladies qui entraînent des symptômes visibles et dérangeants pour le public. Le superviseur Scott Weiner affirmera d'ailleurs, après avoir souligné le mécontentement de ses électeurs par rapport à cette situation : « *we end up having just a lot of really problematic behavior on our streets, and people who are in crisis and they need help, whether it is mental health care, or health care in general, or some sort of intervention » (SFGov TV, 19 mars 2014).*

Plusieurs acteurs municipaux vont donc insister pour dire que les personnes itinérantes qui vivent sur les rues de San Francisco ont avant tout besoin de « stabiliser leur état de santé ». On en vient donc à présenter le logement supervisé, à cause des soins médicaux et des services spécialisés que cette approche promet d'offrir, comme une solution pouvant répondre aux besoins omniprésents des personnes itinérantes en matière de santé. Comme le soutient Margot Antonetty, Directrice du programme *Housing and Urban Health* au Département de Santé public de San Francisco (*San Francisco Public Health Department*) (DPH) « *Just to remind you why DPH does housing at all [...] : our philosophy around that is that housing is*

*a health care intervention* » (SFGov TV, 7 mai 2014). Dans le même ordre d'idée, après avoir énuméré différents projets de logement supervisé en cours d'aménagement à San Francisco, Le Maire Lee soulignera : « *and then, let's get on to the next project, cause' there is more things to be built, more lives to be saved* » (SFGov TV, 27 juin 2014). Le Maire Lee évoque ainsi littéralement que le logement supervisé permet de sauver des vies.

Le fait d'axer le discours portant sur l'itinérance à San Francisco autour des conditions de santé précaires des sans-abri permet finalement la construction d'un rapport d'autorité envers ces derniers. En référant continuellement à la personne itinérante comme étant malade, fragile ou vulnérable, celle-ci est placée dans une situation d'impuissance de laquelle on prétend simplement vouloir la sauver. On peut remarquer la construction de ce rapport d'autorité notamment à travers l'emploi de pronoms possessifs pour désigner les sans-abri par différents intervenants. Le maire Lee emploie à de nombreuses reprises l'expression « *our homeless* » lorsqu'il aborde la question de l'itinérance. Ou encore, Randy Shaw, directeur de l'organisme *Tenderloin Housing Clinic*, affirmera à l'occasion d'une audience à l'hôtel de ville de San Francisco : « *I think there needs to be a discussion about where we're putting our homeless* » (SFGov TV, 19 mars 2014). Cet usage de la forme possessive, sous le couvert de l'expression d'un attachement bienveillant, évoque toutefois une certaine posture d'autorité. Ceux-ci sont désignés comme un groupe pouvant être soumis aux décisions d'un autre groupe, duquel il est possible de disposer selon différentes considérations.

### 3.1.3 Une approche consensuelle

Il semble finalement y avoir un consensus autour de l'idée voulant que le logement supervisé soit la meilleure option pour changer la situation qui prévaut sur les rues de

San Francisco. Comme le stipule le SFPAR : « *permanent supportive housing has been proven to be the more effective and efficient way to take chronically homeless off the streets* » (*Budget of Legislative Analyst Office*, 2014, p. 1). Bevan Dufty<sup>32</sup>, soulignera à son tour son enthousiasme face à l'approche du logement supervisé en affirmant : « *I think that permanent housing is really the solution that can help us reduce street based homelessness* » (SFGov TV, 5 février 2014). Ainsi, différents acteurs insistent pour dépeindre le logement supervisé comme le modèle d'intervention garantissant non seulement des résultats tangibles, mais aussi la meilleure allocation possible des fonds publics. Lors d'une audience publique portant d'ailleurs sur le thème *Cost Effective Strategies to House the Homeless*, le superviseur Mark Farrell présentera l'observation suivante : « *I find it fascinating that shelter or stabilization [beds] versus permanent supportive housing [...], on the money expanded out the door, is almost equivalent. But then also, underneath that, there's actually cost savings !* » (SFGov TV, 30 avril 2014). Bevan Dufty ajoutera quant à lui :

*What can we do to improve cost efficiency and to get the most out of our money? Keep it simple and make it simple: a clear and transparent process for entry into supportive housing for those who need it, make sure we prioritize people on their acuity, their sickness and their homeless length. (SFGov TV, 30 avril 2014)*

Le logement supervisé est donc présenté comme une solution gagnant-gagnant à l'itinérance, grâce à laquelle autant l'administration municipale que les personnes itinérantes trouvent leur compte. D'un côté, l'opération permet de limiter les dépenses publiques. De l'autre, elle propose une solution faisant preuve d'altruisme et d'ouverture. Même l'organisation COH, qui est généralement reconnue pour ses

---

<sup>32</sup> Bevan Dufty était alors directeur de *Housing Opportunity Partnership and Engagment (HOPE)*, un bureau du Maire spécifiquement dédié à l'itinérance. Il a toutefois démissionné et il a été remplacé en 2016.

positions critiques concernant les mesures choisies par la ville, se montre favorable à l'approche du logement supervisé. Bien que plus nuancée, elle en arrive à la conclusion suivante : « *the most effective and humane approach would be to end homelessness through the provision of housing. [...] The COH recommends a diverse approach to housing, including supportive housing for those who need it* » (COH, 2015, p. 67).

Un consensus assez solide s'installe donc à l'égard de cette approche à San Francisco, autant au niveau du conseil municipal que dans la société civile. En effet, lors de nos recherches, nous n'avons décelé aucun groupe influent à San Francisco exprimant des réserves majeures face à cette approche. Cela dit, il faut garder en tête que l'atteinte de ce consensus n'est possible que lorsque l'ensemble des acteurs en présence sont exposés au même discours, qui les encourage à concevoir la population itinérante vivant sur les rues de San Francisco comme étant avant tout *malade*, et qui dépeint le logement supervisé comme une approche garantissant des services spécialisés cruciaux pour l'amélioration de l'état de santé de ces personnes.

## 3.2 Une rationalité économique appliquée au phénomène de l'itinérance

### 3.2.1 Appréhender des solutions grâce à la logique du marché

Nous avons relevé brièvement, dans la section précédente, le fait que la ville de San Francisco mobilise des arguments budgétaires en faveur du logement supervisé. Cela dit, nous souhaitons mettre en lumière l'existence d'un raisonnement économique qui s'immisce encore plus profondément dans les stratégies utilisées par la ville de San Francisco en matière d'itinérance. C'est-à-dire que pour mettre en relief l'usage de l'art *néolibéral* de gouverner, il convient de s'attarder à des préoccupations qui vont au-delà d'un simple calcul budgétaire effectué par le gouvernement. Il faut aussi tenir compte de la manière dont celui-ci cherche à implanter l'approche du logement supervisé, de la grille d'intelligibilité qu'il mobilise pour guider ses interventions et

de la façon dont il conçoit les choix et les comportements de la personne itinérante elle-même. Il convient donc, dans cette section, de s'intéresser plus concrètement à la mise en œuvre du logement supervisé sous l'administration Lee.

Les unités de logement supervisé se retrouvent sous deux formes à San Francisco. Il y a, d'une part, des établissements qui sont à la fois possédés et gérés par des organismes à but non lucratif (OBNL). Ceux-ci se spécialisent dans la construction d'infrastructures et l'aménagement de services spécialement conçus pour desservir une « clientèle » ayant traversé une période d'itinérance. Puis, il y a, d'autre part, des établissements aménagés au sein d'anciens hôtels, auparavant opérés en tant qu'immeubles locatifs, communément appelés *Single Room Occupancy Hotels*<sup>33</sup> (SRO). Ces derniers appartiennent toujours à des propriétaires privés, mais sont loués par la ville pour un bail de plusieurs années. Le recours fréquent à ce type de contrats de location de longue durée (*master lease agreement*) entre la ville de San Francisco et des propriétaires de SRO, est d'ailleurs une particularité de l'approche de San Francisco en matière logement supervisé. Il est aussi courant que des OBNL spécialisés soient engagés par la ville seulement à titre d'administrateurs de SRO. Le bâtiment demeure donc la propriété d'une personne privée, qui reçoit un loyer payé par la ville, et une tierce partie, l'OBNL, est en charge d'assurer l'administration, l'entretien et les services de soutien aux locataires.

Ces contrats de location de SRO pour une longue durée ont pour but de sécuriser un stock de logements abordables, autrement rares à San Francisco (*Budget and*

---

<sup>33</sup> Il ne semble pas y avoir de traduction appropriée du terme « *Single Room Occupancy Hotel* » de l'anglais au français. Le terme « maison de chambres » est utilisé au Québec pour désigner des établissements résidentiels de plus de quatre unités dont une ou plusieurs installations sanitaires (salle de bain, cuisine, douche) sont partagées par les locataires (Commission permanente sur le développement social et la diversité montréalaise, 2012). Toutefois, la particularité des SRO de San Francisco réside dans le fait qu'ils sont aménagés dans d'anciens hôtels, et ont donc généralement un nombre important de chambres, comportent plusieurs étages, et ont des infrastructures tel qu'un lobby, des ascenseurs, une buanderie, etc.

*Legislative Analyst*, 2014). Ils visent aussi à prévenir des cas de négligence. En effet, il a été démontré par le passé que des propriétaires privés de SRO ne satisfaisaient pas aux exigences municipales en matière de sécurité et salubrité des bâtiments<sup>34</sup> ainsi qu'en matière de droits des locataires (*City Attorney*, 2014). Qui plus est, certains de ces SRO fournissaient des chambres de stabilisation de courte durée pour des sans-abri<sup>35</sup>. San Francisco a souhaité se distancier de cette image associée aux mauvaises conditions des logements utilisés par les services sociaux, en prenant, d'une part, des mesures légales. D'autre part, la ville a mandaté l'organisme *Home Base* pour répertorier les SRO de San Francisco et s'assurer d'une standardisation des règlements pour les propriétaires souhaitant entrer en partenariat avec la ville via le programme de *master lease* (Home Base, 2016).

Malgré le travail de surveillance et de standardisation effectué à l'égard des SRO de San Francisco, il n'en demeure pas moins que les conditions de certains établissements laissent toujours à désirer. Comme le souligne la superviseure Jane Kim :

*If you have visited any of these hotels...they suck, they're horrible places! [...] There is a strong commitment from DPH that we really contract with responsible property owners that are gonna offer clean, safe places for people to live. And once we're able to showcase that to a lot of folks on the streets, a*

---

<sup>34</sup> En mai 2014, le procureur de la ville de San Francisco intente une poursuite formelle contre un propriétaire possédant au moins quinze SRO, pour violation du code municipal et pour mauvais traitement des locataires (*City Attorney*, 2014). Les conditions de certains SRO, telles que rapportées par le procureur de la ville, comprenaient plusieurs éléments préoccupants. « *Health and safety code violations detailed in the complaint include: rampant bedbug, cockroach and rodent infestations; severe mold and mildew in residential rooms and bathrooms; inadequate fire protection and safety, including insufficient smoke detectors and defective and missing fire sprinklers; extreme hoarding and cluttering causing additional fire hazards; inoperable elevators and inadequate bathroom facilities; inadequate electrical service and defective wiring; damaged floors, walls and stairs; inadequate heat, security, and trash facilities; plumbing disrepair and raw sewage leaks; and hazardous dispersal of lead paint chips and dust during unlicensed construction work* » (*City Attorney*, 2014, p. 2).

<sup>35</sup> Parmi ces établissements, quatre fournissaient des chambres de stabilisation au DPH (Kwong, 2014).

*lot more people are gonna be willing to accept the services and help we're offering* ». (SFGov TV, 19 mars 2014)

Ces préoccupations liées à l'*offre* de logement supervisé s'observent notamment au cours de certains échanges tenus lors de rencontres du conseil municipal de San Francisco. Comme le remarque le conseiller Eric Mar :

*What I sense when talking to some of the chronic homeless in Golden Gate Park [...] is sometimes, when there's an offer of some level of temporary services, but not that commitment to permanent housing, many people turn it down so they have the ability to have their « freedom », in the park, or wherever they are* (SFGov TV, 19 mars 2014).

En effet, le fait que plusieurs sans-abri tendent apparemment à refuser les services qu'on leur propose est vu comme un obstacle clair à l'amélioration de la situation sur les rues de San Francisco. Les membres du conseil municipal se questionnent donc sur les meilleures façons de « convaincre » les personnes récalcitrantes à accepter les services de soutien qu'on souhaite leur offrir. Le superviseur Mark Farrell résume sa position à ce propos comme suit : « *It does no good to reach out to folks if you can't offer them services that they're willing to take. [...] What individuals want is housing* » (SFGov TV, 19 mars 2014). La superviseure London Breed conclura quant à elle à l'obsolescence d'une intervention plus soutenue envers les sans-abri chroniques en l'absence d'options de logement permanent. Elle demandera même : « *if we don't have anything to offer, what's the point of the outreach ?* » (SFGov TV, 19 mars 2014).

De tels propos nous permettent donc de remarquer l'émergence de cette interface à travers laquelle le pouvoir gouvernemental entend appréhender le phénomène de l'itinérance à San Francisco. Nous avons souligné plus tôt que la gouvernamentalité néolibérale visait à interpréter l'ensemble des phénomènes sociaux à travers le prisme

du marché. C'est précisément ce que l'on peut observer lorsqu'on s'intéresse à la façon dont la ville de San Francisco cherche à intervenir par rapport à l'itinérance visible. C'est-à-dire que la question principale qui est posée se rapporte essentiellement à une logique marchande : qu'est-ce qui, dans notre offre de services aux sans-abri, ne répond pas à la demande et comment l'ajuster pour qu'elle y réponde ? Le pouvoir gouvernemental entend donc gouverner la personne itinérante en l'intégrant dans une dynamique marchande et en cherchant à mettre en vitrine des solutions qui correspondent à ce qu'elle demande. Il s'agit autrement dit de concevoir la personne itinérante avant tout comme une consommatrice, ou finalement comme un *homo economicus* à part entière.

Comme nous l'illustrerons, c'est donc à travers une intervention sur les paramètres du « marché » des services aux sans-abri, plus précisément, à travers une bonification de l'offre de logement supervisé, qu'il sera finalement possible de mieux guider le comportement de cette population. Il ne s'agit plus d'*imposer* des services ou des traitements aux personnes itinérantes, mais bien de *guider* leurs comportements et leurs choix en proposant une offre de services plus attrayante. Comme le souligne le superviseur Mark Farrell : « *We need to provide the best services possible and get [...] these people, these individuals that are on our streets, the best outcome for their own life* » (SFGov TV, 30 avril 2014).

### 3.2.2 La « mise en marché » du logement supervisé

Bien que San Francisco ait mis officiellement de l'avant le recours au logement supervisé dans sa stratégie de lutte à l'itinérance depuis le début 2004, ce qui semble caractériser le mandat de l'administration Lee, c'est cette volonté de donner bonne figure aux établissements de logement supervisé de San Francisco. Alors que la réputation des SRO de la ville a souvent été malmenée, le maire Lee cherche à diriger

l'attention sur les projets de logement supervisé novateurs qui sont surtout administrés par des OBNL. En 2014 et 2015, ce dernier se rend dans plus d'une dizaine d'établissements de logement supervisé. Les lieux qu'il visite proposent des unités agréables, des aires communes, des espaces extérieurs et une esthétique passablement recherchée. Lors de conférences de presse, il invite des ex-sans-abri à témoigner de leur expérience positive dans ces établissements. Comme le mentionne un jeune père de famille à propos de son quotidien à *Bayview Hills Garden*, un établissement pour des familles et des adultes seuls : « *I live in beautiful Bayview Gardens, unit 106, right down here on the first floor. I get access to the garden [...] We planted strawberries, raspberries, sunflowers, basil, tomatoes, green oignons, kale...hum people like kale!* » (SFGov TV, 27 juin 2014). Les conférences de presse tenues par le maire Lee font largement valoir le dynamisme et l'atmosphère agréable qui caractérisent les établissements de logement supervisé de San Francisco.

Sur les sites web des fournisseurs de logement supervisé que nous avons consultés, le niveau de détails est considérablement important en ce qui a trait aux aménagements de ces établissements. On précise les caractéristiques particulières des appartements et des bâtiments, on détaille les équipements dont ils disposent et on fait état des éléments architecturaux saillants. Ce sont donc surtout les caractéristiques matérielles des établissements de logement supervisé qui sont mises en valeur<sup>36</sup>. Il faut d'ailleurs mentionner que la qualité des établissements sous la propriété d'OBNL semble particulièrement élevée<sup>37</sup>. Alors que les SRO en location de longue durée disposent

---

<sup>36</sup> À titre comparatif, nous avons consulté des descriptifs de ressources en hébergement supervisé disponibles à Montréal et à Vancouver. Des détails semblables concernant les caractéristiques matérielles des établissements étaient inexistantes. Voir par exemple les ressources de BC Housing (BC housing, 2016) ou du RAPSIM (RAPSIM, 2009).

<sup>37</sup> On peut citer à ce titre la description d'un bâtiment dont l'organisme *Community Housing Partnership* est à la fois propriétaire et gestionnaire depuis 2013 : « *The Cambridge Apartments is a permanent supportive housing building for extremely low income, chronically homeless individuals. Community Housing Partnership engaged Mock/Wallace Architects to redevelop the building. The Cambridge Apartments re-opened in May 2013 as part of Community Housing Partnership's*

d'installations définitivement plus modestes, les descriptions de ces établissements demeurent pourtant axées sur des critères matériels<sup>38</sup>. Il n'en demeure pas moins qu'une majorité des unités de logement supervisé à San Francisco sont finalement de petites unités minimalement entretenues, de la superficie d'une chambre d'hôtel.

L'approche du logement supervisé est censée trouver sa pertinence dans la mise à disposition de soins spécialisés en santé et en service social pour ses locataires. Pourtant, les services de soutien offerts par ces établissements apparaissent généralement en second plan. Il y a donc un certain décalage entre le discours mobilisé au niveau municipal pour légitimer l'approche du logement supervisé et la façon dont les différents établissements qui offrent ce service en font la « promotion ». On semble autrement dit accorder moins d'importance aux processus d'intervention sociale face auxquels plusieurs sans-abri se sont montrés

---

*permanent portfolio of supportive housing [...] The Cambridge Apartments consists of 60 individual studios, each with a full bathroom and kitchenette. During the rehabilitation, the ground floor was completely reconfigured to include a new lobby, reception desk area, management offices, a tenant lounge, and a services suite with separate program room. Community Housing Partnership replaced major building systems including the boilers and elevator, added solar photo voltaic panels to the roof, and made extensive structural upgrades to improve the building's seismic strength». (Community Housing Partnership, 2016)*

<sup>38</sup> La description de l'hôtel *Windsor*, administré par l'organisme *Delivering Innovation in Supportive Housing* fait état d'installations plus modestes : « *Windsor units vary in size. The average unit is approximately 12' x 12'. Every unit includes a radiator, at least one large window, blinds, a private sink with medicine cabinet and light fixture, a closet and a ceiling fan with light as built-in fixtures. Other amenities offered to all Windsor residents is an in-house phone line, a twin size bed frame with mattress, a mini-refrigerator, a microwave, a cabinet and night stand. [...] Each residential floor has two communal commode rooms and one communal shower room available to tenants who do not have private baths, and one trash room for convenient garbage disposal. The Windsor also offers one shared community kitchen, a large Community Room with cable television, and an elevator. In the past two years the Windsor has undergone a major electrical system upgrade, flooring upgrade and has hosted a number of volunteer painting opportunities to help brighten the common areas and keep this 100 year-old building looking good. The Windsor also offers on-site supportive services available to all residents. The Support Services team is staffed by the Dept. of Public Health and includes a Support Services Director, a team of Case Managers and an on-site Nurse. DISH Property Management staff work in conjunction with the Support Services team to help tenants successfully maintain their housing by being a responsible lease-holder and member of the building community.* » (*Delivering Innovation in Supportive Housing*, s. d.).

réticents par le passé. En revanche, on souhaite surtout redorer l'*image* des établissements de logement supervisé et les présenter comme des lieux peu contraignants et agréables.

Comme le rappelle Brown, la rationalité néolibérale conçoit l'*homo economicus* non plus comme un individu qui acceptera de se plier à des règles ou qui sera motivé par un résultat externe à son propre bien-être. Au contraire, « *homo economicus is constructed [...] as a rational and calculating entrepreneur who is not only capable of, but also responsible for caring for him or herself* » (Brown, 2015, p. x). Et c'est précisément à l'intérieur de ce mécanisme que s'inscrit la démarche de « mise en marché » des établissements de logement supervisé : on vise à faire en sorte que des personnes qui sont réputées réfractaires aux refuges et aux services sociaux puissent concevoir l'accès au logement supervisé comme une option souhaitable, permettant d'augmenter leur propre satisfaction.

### 3.3 Le logement supervisé et ses techniques de guidage

#### 3.3.1 L'élimination des obstacles au logement

Il convient maintenant de s'intéresser à une dimension fondamentale du logement supervisé tel qu'implanté à San Francisco, et qui réside dans les conditions minimales d'accès au logement<sup>39</sup>. En effet, techniquement, les seules conditions à respecter pour pouvoir être admissible au logement supervisé sont d'être référé par un organisme compétent et de toucher un revenu suffisant (un revenu d'emploi ou un revenu d'aide

---

<sup>39</sup> Cette caractéristique du logement supervisé est définitivement peu abordée, autant sur les sites web des établissements de logements supervisé, qu'à travers les rapports d'organismes publics ou lors des débats politiques entourant cette question. Les informations que nous avons pu récolter à ce sujet proviennent donc largement des entrevues que nous avons conduites avec des employés d'établissement de logement supervisé et des membres du *Local Homeless Coordinating Board*.

sociale) pour être en mesure de payer son loyer mensuel<sup>40</sup>. Il n'y a pas de couvre-feu, ni de conditions liées à la sobriété, ni d'interdictions liées à la consommation de drogues ou d'alcool dans les appartements. Les *case managers* présents sur place favorisent plutôt le non-jugement et s'appuient sur une approche de réduction des risques<sup>41</sup>. Comme le souligne une gestionnaire d'établissement de logement supervisé que nous avons interrogée : « *Ultimately, the bottom line is : even if you choose to get high every single day or whatever you want to do, our goal is to get you to follow the rules within the building* » (Fortin, 2016a).

Les seuls engagements qui doivent être respectés par un individu qui habite un logement supervisé ont donc surtout à voir avec le logement lui-même. Les locataires doivent respecter leur bail, les normes de salubrité et de sécurité en vigueur et se conformer à des règles de bon voisinage (éviter de faire du bruit, respecter la propreté des lieux, éviter les comportements agressifs ou irrespectueux). On rompt ainsi radicalement avec l'approche privilégiée par une majorité de refuges pour proposer une approche beaucoup plus souple. Il n'y a pas non plus d'obligations liées à la participation à des activités régulières, à des formations ou à des suivis médicaux (*Office of the Controller*, 2014). C'est donc dire que les établissements de logement supervisé à San Francisco fournissent des services de soutien psychosociaux, médicaux et financiers, qui sont complètement facultatifs.

Le recours au logement supervisé se présente ainsi comme une option garantissant une liberté de circulation et de choix, ainsi qu'une sécurité matérielle à travers la provision d'un logement permanent. Il ne demeure alors que très peu d'obstacles qui

---

<sup>40</sup> Celui-ci oscille généralement autour de 500\$ USD par mois.

<sup>41</sup> Au lieu d'imposer des attentes ou des objectifs basés sur le jugement de l'intervenant, on rencontre la personne « là où elle est » et on établit des objectifs basés sur ses propres attentes. Il s'agit de s'assurer de diminuer les risques et de maximiser le mieux-être de la personne, compte tenu de ses limitations (Fortin, 2016a).

pourraient amener un individu à refuser un logement. L'élimination des conditions d'accès au logement supervisé est largement présentée comme une adaptation pragmatique des services offerts aux sans-abri. On présente aussi cette dimension du logement supervisé comme le gage d'une plus grande ouverture d'esprit que requière l'intervention auprès des populations itinérantes. Néanmoins, nous croyons plutôt qu'il faut voir dans l'élimination des obstacles à l'accès au logement supervisé une composante clé du dispositif de sécurité destiné à réguler le phénomène de l'itinérance de San Francisco.

### 3.3.2 L'attribution des unités

Deux organes municipaux chapeautent le processus d'attribution des unités de logement supervisé, soit le DPH et le HSA (*Budget and Legislative Analyst*, 2014). Les futurs locataires doivent d'abord être référés préalablement par l'équipe de SFHOT ou par un établissement de santé. Ils peuvent également être recommandés par un refuge ou un centre de jour. Le DPH réfère le plus souvent des personnes aux prises avec des problèmes de santé aigus, comme un handicap physique, une infection au VIH ou une maladie mentale sévère. Le HSA réfère généralement des personnes avec un niveau de besoins moins contraignant. Les logements proposés aux futurs locataires devraient donc répondre au niveau de besoin de chaque personne. C'est-à-dire que, théoriquement, les cas plus complexes référés par le DPH devraient avoir accès à plus de services et de meilleures infrastructures, alors que la plupart des cas référés par le HSA seront dirigés vers des établissements offrant un niveau moins important de services et de commodités. En effet, les unités faisant partie du portefeuille du DPH (73%) sont majoritairement situées dans des établissements possédés et gérés par des OBNL spécialisés, alors que les unités faisant partie du portefeuille du HSA (83%) sont majoritairement situées dans des SRO en location de longue durée (*Budget and Legislative Analyst Office*, 2014).

À ce titre, le rapport produit par le *Budget and Legislative Analyst Office* portant sur le logement supervisé soulève les observations suivantes :

*San Francisco's SROs were built primarily in the early 20th century to provide temporary accommodations to the City's transient workforce. Although a limited number of SROs have seen major recent renovations, and the SROs in DPH's portfolio offer a high level of services, the majority of these buildings have not been significantly improved over the years and their overall quality is generally regarded as low. They do, however, represent a considerable supply of lower income housing that might not otherwise be available. In contrast, many of the non-profit supportive housing and other affordable housing sites were developed [...] at significant cost to complex, multi-firm development teams, with substantial support from City, State or Federal sources. The quality of these facilities and their associated services are generally regarded as high, although their supply is more limited. (Budget and Legislative Analyst Office, 2014, p. 8)*

Alors que le discours biopolitique déployé pour légitimer le recours au logement supervisé vise à dépeindre ses bénéficiaires comme des personnes malades, ayant comme besoin primordial l'accès à un logement stable pour recevoir des services soutenus (« *rich wrap-around services* ») (SFPAR, 2014, p. 9), il n'en demeure pas moins qu'une majorité de sans-abri sont pourtant placés dans des établissements qui offrent des logements considérés comme étant de faible qualité et qui offrent un niveau de services modéré. Il faut par ailleurs souligner que ce sont 64% de l'ensemble des unités de logement supervisé à San Francisco qui sont situés dans des SRO (*Budget and Legislative Analyst, 2014*).

Lorsqu'on s'attarde à la démarche d'attribution des unités de logement supervisé, on constate qu'il existe cinq « niveaux » d'établissement, chacun fournissant un degré de soutien différent (voir Annexe E). Le niveau 1 offre le degré de soutien le plus faible, et le niveau 5 le plus élevé. Le degré de soutien d'un établissement est déterminé,

entre autres, en fonction du ratio entre le nombre de membres du personnel sur place en permanence et le nombre de locataires. Dans un établissement de type SRO avec un degré de soutien modéré (niveau 2), ce ratio est de 1 pour 50. Dans un établissement de type SRO avec un degré de soutien plus élevé (niveau 3), ce ratio est de 1 pour 35. Les membres du personnel présents sur place en tout temps sont plutôt des administrateurs. Les services spécialisés en santé sont assurés par des équipes mobiles, à l'exception des établissements correspondant au niveau de soutien le plus élevé (niveau 5). Ces derniers accueillent uniquement des locataires considérés comme itinérants chroniques, ou qui ont un handicap (*Budget and Legislative Analyst*, 2014). Lorsqu'on s'attarde à ce classement d'établissement par niveaux de services, on constate donc qu'une majorité de personnes référées à des unités de logement supervisé ne doivent pas nécessairement être considérées comme « itinérantes chroniques », c'est-à-dire qu'elles n'ont pas nécessairement de diagnostic de maladies chroniques ou de problèmes de santé grave.

Il n'existe pas de liste d'attente pour accéder à une unité de logement supervisé. Les places qui se libèrent sont comblées au cas par cas, selon des critères de priorisation établis par le HSA en collaboration avec le *Local Homeless Coordinating Board* (Radu, 2016). L'attribution des unités est assurée par le HSA (*Budget and Legislative Analyst*, 2014). Il convient donc de se pencher sur l'un des mécanismes de priorisation qui permet de diriger certains sans-abri vers des unités de logement supervisé avec un degré de soutien modéré, afin de mieux comprendre quels objectifs sont poursuivis par le recours au logement supervisé.

### 3.3.3 Le *Navigation Center*

Il nous semble en effet pertinent de nous pencher sur le cas du *Navigation Center*, un projet pilote apparemment unique aux États-Unis, implanté à San Francisco en mars

2015. Le *Navigation Center* est un refuge temporaire, situé sur la rue *Mission*, en plein cœur d'un quartier fortement marqué par l'itinérance visible, où l'on retrouve notamment plusieurs campements de tentes<sup>42</sup>. L'objectif de ce projet pilote était de loger de manière permanente les personnes qui y sont admises dans un délai très court, soit inférieur à deux semaines (*Office of the Controller*, 2015). Le temps passé au *Navigation Center* permet de connecter ses utilisateurs à un logement, mais aussi à des programmes d'aide gouvernementale auxquels ils sont éligibles afin de leur assurer un revenu stable qui sera utilisé pour maintenir leur bail (*Office of the Controller*, 2015).

La particularité du *Navigation Center* repose sur ses conditions d'admission quasi inexistantes et sur le caractère très ouvert du refuge. Comme dans le cas du logement supervisé, il n'y a pas d'exigence liée à la consommation de drogue ou d'alcool<sup>43</sup>. Les « clients » du *Navigation Center* peuvent y séjourner avec leurs animaux de compagnie. Ils peuvent également apporter avec eux une quantité illimitée de matériel qu'ils pourront stocker dans des casiers prévus à cet effet, par exemple du matériel de camping ou diverses possessions accumulées au fil du temps passé sur la rue. Ils peuvent finalement être admis au *Navigation Center* avec leurs partenaires et s'installer en couple dans un des dortoirs. Le *Navigation Center* peut accueillir

---

<sup>42</sup> Selon nos recherches, il n'existe pas de données sur le nombre de personnes vivant spécifiquement dans des campements de tentes à San Francisco, ni sur la répartition de ces campements sur le territoire de la ville (*City Services Auditor*, 2015b). Il serait d'ailleurs difficile d'obtenir des données précises à ce propos puisque les campements sont régulièrement démantelés par les autorités municipales et vont se rétablir ailleurs sporadiquement (*City Services Auditor*, 2015b). Cela dit, le quartier *Mission* est définitivement marqué par ces campements (Voir Annexe B). Sans répertorier l'entièreté des campements, la carte présentée à l'Annexe B compile les signalements de campements de tentes via l'application SF311, une application destinée à signaler des événements non urgents tels que des embouteillages ou des besoins en termes de travaux publics. On y voit qu'un nombre important de signalements a été effectué en 2015 autour du quartier *Mission*.

<sup>43</sup> Leur usage n'est toutefois pas officiellement admis sur le site du *Navigation Center*. Le refuge n'inclut pas, par exemple, de site d'injection supervisé. La consommation de drogue et d'alcool est toutefois tolérée dans la mesure où elle est discrète, ne nuit pas au bien-être de l'ensemble des utilisateurs et ne perturbe pas le fonctionnement du refuge.

jusqu'à 75 personnes au total (*Office of the Controller*, 2015). Toutes ces dispositions visent à éliminer le plus possible les barrières couramment identifiées qui excluaient certaines personnes des refuges traditionnels. En effet, le *Navigation Center* vise précisément une frange de la population itinérante de San Francisco reconnue comme étant réfractaire à l'usage des refuges conventionnels. Comme il est souligné dans un des rapports de suivi du projet : « *The pilot program [is] designed to shelter and rapidly house San Francisco's difficult-to-serve homeless population. These individuals typically have material or psychological barriers to using traditional shelters* » (*Office of the Controller*, 2015a, p. 1).

Le *Navigation Center* a rapidement été dépeint comme un succès en matière de solution à l'itinérance, si bien que le projet pilote est aujourd'hui considéré comme un modèle à suivre<sup>44</sup>, notamment pour remédier au problème des campements de tentes. Même si cet objectif ne faisait pas partie des ambitions initiales du projet, le *Navigation Center* a finalement ciblé et accueilli des groupes de personnes formant des campements entiers (*Office of the Controller*, 2015b). Ultimement, les rapports de suivi du *Navigation Center* ont permis de constater que le refuge a généré un engouement palpable au sein de la population itinérante du quartier *Mission* et des environs. Comme il est souligné dans l'un de ces rapports :

*As a representative from SFHOT explained: "The Navigation Center – That's the question we field all day long, every day, every day, every day, constantly, constantly, constantly...everybody [wants to go to the Navigation Center], because they know there's a potential for actually getting a key".* (*Office of the Controller*, 2015b, p. 5)

---

<sup>44</sup> Au moment d'écrire ce mémoire, la ville de San Francisco avait déjà identifié un nouveau site pour la construction d'un second *Navigation Center* (*Office of the Mayor*, 2016). En juillet 2016, le conseil municipal de San Francisco a également adopté une ordonnance requérant l'ouverture d'au moins six nouveaux *Navigation Center* à l'intérieur d'une période de deux ans. Voir <https://sfgov.legistar.com/LegislationDetail.aspx?ID=2674423&GUID=99947D03-DBEC-4748-84A2-A8F8561EBBB&Options=&Search=>

En effet, la collaboration inhabituelle de certains organes municipaux dans les activités du *Navigation Center*, notamment du HSA, a facilité la connexion des « clients » à un logement permanent. Il est mentionné dans un rapport de suivi : « *The [HSA] now prioritizes housing openings within its Master-Lease portfolio for Navigation Center clients, meaning that case managers have a steady, reliable stream of stable exit options for their clients* » (*Office of the Controller, 2015c, p. 3*). C'est donc dire que les personnes qui séjournent au *Navigation Center* se voient priorisées pour accéder à une unité de logement permanent. On peut considérer que l'un des principaux critères qui caractérisent ces personnes relève du fait qu'elles demeureraient autrement visibles sur les rues de San Francisco. Ce critère en fait donc une population prioritaire à loger dans les unités disponibles.

Il n'est pas étonnant que le *Navigation Center* soit considéré comme un mécanisme efficace, puisque le dispositif gouvernemental qui l'entoure est lui-même élaboré de sorte qu'il constitue une sortie directe de la rue vers un logement permanent. Dans ses six premiers mois d'activité, entre mars et novembre 2015, 132 personnes sont passées par le *Navigation Center* et 88% d'entre elles ont été placées dans des unités de logement supervisé (voir Annexe F). C'est donc dire que la majorité des personnes qui sont référée au *Navigation Center* se retrouve dans des SRO en location de longue durée<sup>45</sup>. Comme l'affirme un *case manager* :

*Here at the Navigation Center, we're really expected to change people's*

---

<sup>45</sup> Une avenue autre que le logement supervisé proposée par le *Navigation Center* consiste à couvrir les frais nécessaires pour renvoyer la personne itinérante dans sa communauté d'origine. Le programme *Homeward Bound* vise à reconnecter la personne avec des proches à l'extérieur de la ville (HUD). Cela dit, certaines critiques ont été formulées à l'égard de cette alternative puisqu'il est difficile d'effectuer des suivis avec les personnes qui utilisent *Homeward Bound* une fois qu'elles ont quitté San Francisco. Il est donc souvent impossible de savoir si elles ont pu réellement trouver un logement permanent à destination. Comme le souligne Scott Nelson, « *The program has the added bonus of giving city officials bragging rights – they claim for every ticket out of town, that they have “permanently” housed a homeless person, and are able to greatly increase the publicly released number of people they have gotten off the streets* » (Nelson, 2016).

*minds about what they want – and to convince them that what they want is to live in a [Single Room Occupancy (SRO)] Hotel in the Tenderloin. And to have them accept that that’s what they have to do, or they’ll be back on the streets, and forgotten about. (Office of the Controller, 2015c, p. 3)*

Alors que le logement supervisé est censé fournir un support adéquat aux personnes itinérantes afin que celles-ci stabilisent leur état de santé, il s’avère que certains employés du *Navigation Center* ont exprimé des inquiétudes qui peuvent finalement mettre en doute cette présomption. En effet, les rapports de suivis effectués rapportent les préoccupations suivantes :

*The [HSA] oversees a large portfolio of housing units that are in high demand from San Francisco’s poor and homeless residents. Consequently, HSA officials are concerned with rapidly and efficiently filling vacancies [...]. Accordingly, ensuring that Navigation Center clients are efficiently housed in the first available placement emerged as an important HSA motivation. Navigation Center case managers, on the other hand, often feel pressured to house clients in SRO housing that they feel is inappropriate for the client or lacking in necessary support. (Office of the Controller, 2015c, p. 4)*

L’issue recherchée par ce projet pilote ne semble donc pas être d’offrir un niveau de soutien correspondant aux besoins des personnes qu’il cible. Le *Navigation Center* semble plutôt viser à placer dans des unités de logement supervisé une population « difficile à servir », composée d’individus réfractaires à l’usage des refuges traditionnels. Il permet autrement dit le traitement prioritaire d’une population jugée indésirable dans l’espace public, et sa relocalisation dans des unités de logement permanent.

### 3.3.4 « *Keep them housed* »

Il est difficile de savoir quelle proportion des utilisateurs de logement supervisé trouve un niveau de services approprié à leurs besoins. Un rapport produit par le

*Controller's Office of San Francisco* fait cependant état de la teneur des services offerts et utilisés dans les établissements de logements supervisés sous la supervision du HSA, la majorité d'entre eux étant donc des établissements de type SRO (cette étude exclut les établissements possédés par des OBNL et les établissements dont les services sont supervisés par le DPH). Des entrevues avec douze *case managers*, l'analyse de dossiers de 85 utilisateurs ainsi que des questionnaires remplis par plus de 500 locataires ont permis de conclure que les services les plus communément utilisés (voir Annexe G) étaient surtout liés à l'obtention de prestations sociales ou à des activités sociales organisées dans le bâtiment, comme des « cafés-rencontres » ou encore des services de banque alimentaire (*Controller's Office*, 2014).

Les établissements évalués disent engager au moins un contact mensuel auprès de chaque locataire. Le rapport du *Controller's Office* souligne qu'il semble toutefois difficile de déterminer le contexte dans lequel ce contact doit s'établir ; doit-il s'agir d'une rencontre formelle ou peut-il simplement s'agir d'une brève discussion dans l'entrebâillement d'une porte ? La nature de cette rencontre est aussi imprécise. Bien souvent, elle ne semble pas porter nécessairement sur le bien-être de la personne elle-même. Comme le mentionne John, une gestionnaire d'établissements<sup>46</sup> que nous avons interrogée : « *we check the units once a month [...] and we do unit inspections especially around pest control* » (Fortin, 2016b).

Bien que certains établissements se démarquent par leur niveau d'engagement plus soutenu auprès des locataires, de manière générale, le rapport témoigne d'un niveau peu élevé d'interactions entre les locataires et les *case managers*, particulièrement dans les d'établissement desservant des adultes seuls.

---

<sup>46</sup> Notez que « John » est un nom fictif utilisé pour préserver l'anonymat des participants aux entrevues. John co-directrice d'un organisme qui est engagé par la ville de San Francisco pour administrer six établissements de logements supervisé de type SRO en location de longue durée, logeant 450 personnes au total. Les services de soutien qui y sont fournis sont toutefois sous la supervision du DPH et non du HSA.

*The majority of case management services were light or minimal. Contacts most commonly related to property management and rent payment issues, such as reminders about back-rent, lease violation follow-up letters, or CAAP discontinuances that put the lease in jeopardy. There were numerous files in which all client contacts dealt with these topics and no other client issues. There were also numerous files in which all of these contacts took the form of written notices. (Office of the Controller, 2014, p. 13)*

On peut donc se questionner sur la qualité des services, autant que sur la simple occurrence des services de soutien spécialisés dans certains établissements de logement supervisé. Alors que le SFPAR affirmait : « *[permanent supportive housing] program seek to stabilize and improve the well-being and health outcome of residents [...] [and] offers tenants access to on-site wrap-around support services tailored to their needs* » (SFPAR, 2014, p. 9), les conclusions présentées dans le rapport que nous avons analysé permettent de douter du « soutien personnalisé et des services enveloppants » de certains établissements de logement supervisé de San Francisco.

Sur son site web, l'organisme *Tenderloin Housing Clinic* résume l'une de ses valeurs fondamentales comme suit : « *get and keep people housed* » (Tenderloin Housing Clinic, 2016). Il semblerait donc plus approprié d'affirmer que les établissements de logement supervisé cherchent surtout à s'assurer que leurs locataires demeurent logés. Comme le souligne Trent Rohrer, directeur du HSA, lors d'une audience devant le conseil municipal de San Francisco :

*I talked about our supportive housing providers and portfolio, and how effective they are. And one of the metrics we use, especially giving the housing first strategy, was : the number one goal is to get them housed and...I guess it's two goals : get them housed and keep them housed. (SFGov TV, 5 février 2014)*

Des ressources sont donc déployées pour assurer la prise en charge des locataires dans le but d'éviter les évictions. Plusieurs établissements offrent par exemple des services de gestion des revenus, où l'ensemble des revenus de l'individu est administré par l'établissement afin de garantir la disponibilité d'un montant suffisant pour assumer le loyer (SFPAR, 2014). Ce constat nous amène donc à nous attarder à l'aspect *permanent* du logement supervisé. Il semble en effet que, pour plusieurs utilisateurs, le logement supervisé soit envisagé comme une solution permanente, ou en tout cas comme une solution à long terme (*Budget and Legislative Analyst*, 2014).

L'approche du logement supervisé semble écarter l'éventualité de toute forme de mobilité sociale pour un certain nombre de ses utilisateurs. Comme le souligne John :

*Our average tenant's stay is four years, but some people stay for ten and longer. [...] They can spend the rest of their life here [...]. When they move in, they may be there [inaudible] until they die [...]. The idea of supportive housing is that you can stay as long as you want, but often people are stuck, cause there is no other options of affordable housing. (Fortin, 2016b)*

Plusieurs personnes sont donc dirigées vers des établissements de logement supervisé, sans alternative future, dans des conditions de vie qui sont pourtant toujours caractérisées par l'exclusion, la pauvreté et par différentes réalités qui continuent de miner le bien-être de ces personnes. Les parcours d'utilisateurs rapportés dans les rapports de suivi du *Navigation Center* permettent de mettre en lumière des réalités méconnues de certains établissements de logement supervisé. Le commerce de drogues est par exemple monnaie courante dans certains SRO, ce qui rend les locataires plus vulnérables à une consommation abusive<sup>47</sup>.

---

<sup>47</sup> L'un des rapports de suivi mentionne à cet égard : « *one former client, a recovering crack cocaine addict, [...] reported a relapse within her first week of moving into a Tenderloin SRO when she discovered that the hotel was infested with the drug. As a result of her heavy return to drug use, she stopped paying rent and was nearly evicted* » (*City Services Auditor*, 2015c).

John a mentionné que plusieurs locataires n'avaient pas accès à une alimentation décente. Comme elle le souligne : « *Everybody has a small refrigerator and a microwave in their unit*<sup>48</sup>. [...] *Some people do pretty well with a microwave [...] but most people don't have a really great diet [...] it's really hard for people* » (Fortin, 2016b). De plus, elle nous a rapporté que certains locataires rencontraient encore des situations de crise aiguës<sup>49</sup> et qu'elle se sentait dépourvue par rapport à certains d'entre eux ayant des maladies mentales sévères non traitées. Pourtant, ces personnes semblent avoir peu d'options au-delà du logement supervisé. Elle souligne : « *it's like...they need more, and there's no more* » (Fortin, 2016b).

À l'origine, le SFP spécifiait :

*Housing is only one piece of the permanent supportive housing solution. [...] Supportive housing works because of the carefully selected supportive services delivered to residents on site, linkages to physical and behavioral health services in the community, and the confidence that comes from no longer being threatened and isolated from living on the streets.* (SFP, 2004, p. 25)

Il faut évidemment souligner que les standards des établissements de logements supervisés possédés et gérés par des OBNL sont significativement plus élevés que ceux que nous avons décrits précédemment. Cela dit, les conditions qui prévalent dans plusieurs SRO en location de longue durée, offrant un degré de soutien plus modéré, ne permettent vraisemblablement pas de combattre l'isolement et la pauvreté qui caractérisent la vie de plusieurs personnes qui y sont placées. Une unité dans un

---

<sup>48</sup> Le fait est que certains bâtiments ont une cuisine commune, mais les locataires perdent une partie de leurs bénéfices d'aide social (environ 90\$ par mois) s'ils sont réputés avoir accès à une cuisine. Ainsi, certains établissements choisissent d'éliminer simplement l'accès à la cuisine pour que leurs locataires ne soient pas pénalisés.

<sup>49</sup> Elle soulignait qu'il était par exemple commun d'entendre des personnes hurler ou frapper sur les murs de leur unité au milieu de la nuit. Certains locataires ont également des troubles de santé mentale qui les amènent à être incapable d'assurer leur hygiène personnelle. Son organisme n'a pas les ressources pour fournir le soutien nécessaire à ces personnes.

SRO accorde une stabilité et des conditions qui sont, somme toute, probablement préférables à celles qui prévalent sur la rue, mais il ne fournit certainement pas la qualité de logement et de services que la ville de San Francisco fait miroiter.

Il faut s'efforcer de voir que le logement supervisé, tel qu'il est actuellement instauré dans les SRO de la métropole nord-californienne, permet de placer des personnes spécifiquement ciblées comme des toxicomanes, des personnes atteintes de maladies mentales sévères, des habitants de campements de tentes et des individus qui persistent à vivre sur la rue, dans des unités de logement. Cette démarche est entreprise sans nécessairement avoir l'objectif d'offrir un niveau de soutien qui correspond aux besoins de ces personnes. Les différents mécanismes que nous avons mis en lumière ont plutôt pour objectif de réserver des unités afin d'y placer une population essentiellement jugée comme incommode et indésirable dans l'espace public. Ces mécanismes ont pour but de combler une faille dans le dispositif de sécurité destiné à gouverner la population itinérante de San Francisco, dont les comportements sont apparemment devenus intolérables pour la population logée.



## CONCLUSION

*It seems that once you attain the status of homelessness, you become a non person – a liability to be pandered to or criminalized. Never mind that at my age of 60, with no income and no inclination to commit crimes, do drugs or spend all my money at the liquor store, I'm still considered an object to be managed. (Lee, 2016)*

— Mike Lee, citoyen sans-abri, candidat à la mairie de Berkeley

Ce travail de recherche avait pour but de poser un regard critique sur l'approche du logement supervisé, telle que mise de l'avant par la ville de San Francisco, pour remédier au phénomène de l'itinérance. Nous nous sommes questionnés au départ sur les objectifs que poursuit l'administration municipale actuelle en recourant largement au logement supervisé. Nous avons voulu mettre en lumière les processus par lesquels le logement supervisé permet d'atteindre un objectif différent de celui énoncé par les intervenants dans le milieu de l'itinérance. Alors qu'elle est présentée comme une solution sensible aux besoins des personnes itinérantes en matière de santé, l'approche du logement supervisé permet d'atteindre un objectif tout autre à San Francisco : celui de placer dans des unités de logement permanent des personnes considérées comme indésirables dans l'espace public.

Nous avons guidé notre réflexion en nous outillant du concept de gouvernementalité néolibérale, tel que théorisé à l'origine par Michel Foucault. Ce cadre théorique nous a permis de retracer certaines influences du néolibéralisme dans les techniques de gouvernement déployées par la ville de San Francisco pour remédier à l'itinérance. Pour répondre à notre question de recherche, nous avons procédé à l'analyse de documents produits par l'administration municipale et par des organismes

communautaires, ainsi qu'à l'analyse du discours tenu par différents acteurs municipaux. Nous avons également conduit des entrevues avec des personnes œuvrant dans le milieu de l'itinérance à San Francisco.

Cette analyse gouvernementale nous a permis de proposer des observations sur les mécanismes qui sont mobilisés afin d'implanter du logement supervisé à plus grande échelle à San Francisco. Premièrement, les intervenants dans le milieu de l'itinérance participent à la construction d'un discours biopolitique sur l'itinérance, dépeignant la population visible qui vit sur les rues de San Francisco comme étant fondamentalement malade et ayant besoin de soins de santé. Le logement supervisé est ainsi présenté comme une solution permettant de répondre à ces besoins de manière plus efficace. Deuxièmement, ces intervenants cherchent à appréhender le comportement des personnes itinérantes comme étant semblable à celui d'un consommateur. C'est-à-dire qu'il faut que le logement supervisé apparaisse, parmi différentes options disponibles sur le « marché » des services aux sans-abri, comme l'option la plus à même de maximiser leur propre satisfaction. Troisièmement, le logement supervisé doit mobiliser des techniques de guidage qui feront en sorte que l'individu ne se sente pas contraint à adopter des comportements : il doit plutôt se sentir libre.

L'approche dominante en matière d'itinérance dans les villes américaines depuis les années quatre-vingt était basée sur le recours systématique aux refuges. Elle imposait aux personnes itinérantes diverses restrictions visant à les responsabiliser par rapport à leur situation et à transformer leurs comportements. Cette approche, fondée sur des techniques de pouvoir disciplinaire, s'inscrit dans la continuité de la discipline imposée par l'État américain aux personnes pauvres de manière générale. C'est-à-dire qu'elle cherche à inculquer des normes sociales conservatrices, héritées de mœurs religieuses, culturelles et politiques, faisant la promotion d'une société fondée sur le travail et sur un modèle familial patriarcal.

Les pratiques préconisées par San Francisco marquent une rupture avec l'approche utilisée pendant plusieurs décennies par rapport à l'itinérance dans les villes américaines. L'approche du logement supervisé s'ancre plutôt dans une conception de l'itinérance comme étant un problème de sécurité. Des liens ont souvent été établis entre l'itinérance et la criminalité, la toxicomanie, la maladie mentale, l'insalubrité des lieux publics, et différents comportements qui suscitent la peur et la méfiance chez les populations logées. Cette conception a encouragé le déplacement forcé des populations itinérantes visibles dans des zones à l'écart des milieux urbains fréquentés.

Cela dit, il semble qu'il ne suffise pas de maintenir ces personnes à l'écart. La ville de San Francisco cherche aujourd'hui à les loger dans des établissements afin de les prendre en charge et de s'assurer qu'elles ne retournent pas à la rue. Cette démarche est effectuée vraisemblablement moins dans le souci du bien-être de ces individus, que dans le but de contrôler plus efficacement certains paramètres de leur vie, et parce que leur condition d'itinérance coûterait autrement trop cher au système public. Cette nouvelle stratégie de gestion de l'itinérance est donc rendue possible à San Francisco grâce au recours massif à des unités offrant des conditions de logement minimales. Ces chambres de SRO, de quelques mètres carrés, permettent donc de loger rapidement cette population nombreuse devenue indésirable dans l'espace public.

#### Les différentes réalités du logement supervisé

Le portrait que nous avons dressé du logement supervisé à San Francisco apparaît plutôt sombre. Il est cependant apparu au cours de nos recherches que les établissements de logement supervisés possédés par des OBNL, et même certains SRO, offrent des logements plus décents, ainsi que des services de soutien qui s'avèrent être positifs dans l'expérience de celles et ceux qui en bénéficient. Aussi,

pour plusieurs personnes, le logement supervisé est réellement une étape de transition. C'est donc ici que se manifestent certaines limites de notre analyse, c'est-à-dire que le logement supervisé recouvre différentes réalités auxquelles il faudrait s'attarder plus distinctement.

Cela dit, ce choix de porter notre regard sur les SRO n'a pas été fait inconsciemment. Et nous avons sciemment exclu de notre démonstration l'expérience d'individus qui trouvent au sein de ces établissements un soutien plus adéquat. Ce sont plus souvent les réalités positives du logement supervisé qui sont mises en valeur aujourd'hui par la ville de San Francisco, ainsi que par la littérature portant sur l'itinérance de manière générale. Nous souhaitons, à travers ce mémoire, mettre en lumière une autre réalité qui demeure souvent ignorée, voire cachée, et nous placer en dehors de cette posture préconçue qui présente l'approche du *logement d'abord* comme étant essentiellement motivée par la garantie altruiste du droit au logement. Notre recherche, par la perspective qu'elle propose sur le logement supervisé, s'inscrit donc dans une volonté de remettre en question un tant soit peu le discours dominant sur le logement supervisé et sur l'approche du *logement d'abord*. Elle cherche aussi à affirmer que certains établissements de logement supervisé maintiennent, en toute connaissance de cause, des personnes dans la souffrance physique et psychologique ainsi que dans la pauvreté.

Il convient aussi de conclure que le modèle basé sur les SRO de San Francisco semble en quelque sorte unique. C'est entre autres pour cette raison que nous avons choisi de nous y intéresser au départ. D'autres villes nord-américaines proposent des appartements supervisés, avec des installations plus complètes, dans des établissements avec un petit nombre de logement, destinées à accueillir surtout des personnes ayant des troubles de santé mentale (Beauregard, 2014). Le modèle du logement supervisé semble donc être utilisé aussi dans des cadres plus restreints, et est ainsi certainement plus à même d'offrir un soutien psychosocial nécessaire pour

ses utilisateurs. Ce n'est donc pas l'approche du logement supervisé en soi que notre mémoire avait pour objectif de critiquer, mais bien son application à plus grande échelle, en tant que stratégie de *gestion* de l'itinérance.

### Vers une gestion néolibérale de l'itinérance

Il faut finalement considérer l'analyse que nous avons proposée comme une démarche critique permettant de découvrir une manifestation nouvelle – et des plus perfectionnées qui soient – des techniques de gouvernementalité néolibérale. Alors que l'itinérance a été longtemps considérée comme une déviance à laquelle il fallait remédier par le biais d'un travail sur soi menant à la réinsertion sociale, le *logement d'abord* prévoit plutôt un certain *réaménagement social*. Pour bien gouverner sur cet enjeu, il ne s'agit plus d'user de techniques visant à discipliner l'individu et à le contraindre, par différents mécanismes, à réintégrer un logement, le marché du travail ou un mode de vie plus sain. Il s'agit simplement de placer, de circonscrire et de maintenir des populations jugées déviantes à l'intérieur d'aménagements nouveaux. La gestion néolibérale de l'itinérance ne s'intéresse donc plus à la réforme des comportements<sup>50</sup> puisque les stratégies déployées pour ce faire apparaissent aujourd'hui trop coûteuses. Elle s'intéresse plutôt à développer des formes de supervision et de gouvernement plus efficaces des sans-abri.

Ces pratiques de réaménagement social, que nous croyons propres au néolibéralisme américain, ne visent donc pas à remédier aux inégalités, aux injustices profondes et à la discrimination qui caractérisent les États-Unis aujourd'hui. Elles semblent plutôt tendre à les institutionnaliser et à en gérer les *effets* disgracieux ou encore à en dissimuler rapidement les manifestations dans la sphère publique. L'approche du

---

<sup>50</sup> Les théories néolibérales valorisent radicalement les libertés individuelles. En ce sens, elles suggèrent que le pouvoir politique ne devrait plus juger, d'un point de vue éthique ou morale, des comportements et des choix individuels. Certains auteurs prétendent qu'on pourrait même voir le néolibéralisme comme étant finalement porteur de progrès (de Lagasnerie, 2012).

*logement d'abord* promet donc de mettre fin aux symptômes visibles de la pauvreté et de l'exclusion sociale, qui dérangent vraisemblablement la société américaine, tout en ignorant les dynamiques qui continuent de les engendrer.

Comme l'affirme Don Mitchell, le fait de ne pas avoir accès à un endroit stable où vivre et dormir faute de moyens est devenu une expérience tellement commune aux États-Unis, que parler du phénomène de l'itinérance comme d'une situation extraordinaire, causée par une récession économique ou une crise du logement, serait un abus de langage. Il souligne :

*Homelessness is a permanent and necessary part of the U.S. political economy [...] "Homelessness" is not the experience of being homeless. Nor is it a word that specifically refers to the qualities of people who are un-housed. Rather it names a social condition, a set of social relations that are as much about the structures of housed society as they are about how society understands those who lack shelter. (Mitchell, 2011, p. 933)*

Il faut à cet effet se questionner sur la stigmatisation que peut générer l'utilisation à grande échelle du logement supervisé à San Francisco. Les établissements de type SRO permettent de créer des espaces en milieu urbain qui sont presque réservés au logement d'individus anciennement sans-abri. Il est d'ailleurs préoccupant de constater que le terme « *former homeless individual* » est couramment utilisé dans le milieu de l'itinérance à San Francisco pour désigner des personnes qui sont pourtant dorénavant « logées ». Le terme « *homeless* » ne vient donc plus caractériser une situation, une expérience, mais réfère plutôt à la condition sociale d'une « sous-classe permanente »<sup>51</sup>.

### Quelques pistes de réflexion

<sup>51</sup> Le terme « *permanent under class* » est emprunté ici à la directrice de COH, qui réfère souvent à ce terme pour parler de la stigmatisation institutionnalisée de laquelle sont victimes plusieurs personnes pauvres et itinérantes à San Francisco (SFGov TV, 5 février 2014).

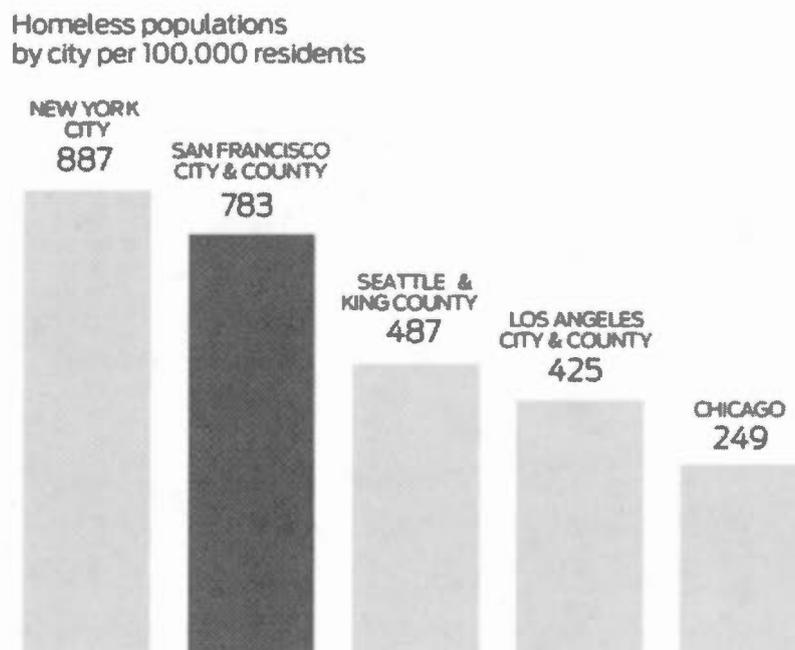
Dans son plus récent ouvrage *The Value of Homelessness : Managing Surplus life in the United States*, Craig Willse soutient que l'itinérance est pratiquement devenue une forme d'industrie aux États-Unis, de laquelle profite sciemment des individus, des entreprises et des organismes, qui offrent à la fois du logement et aussi d'autres services aux sans-abri (Willse, 2015). Il s'agirait donc de l'aboutissement le plus poussé de l'intégration de l'itinérance aux dynamiques de l'économie de marché, en ce sens où l'itinérance serait non seulement institutionnalisée, mais elle aurait également son « rôle » et sa place dans le système socioéconomique américain. Willse met également en lumière dans son ouvrage les liens entre l'itinérance et le racisme systémique qui touche particulièrement les noirs américains. Cet aspect de la question de l'itinérance et de la pauvreté aux États-Unis a malheureusement été peu abordé dans ce travail de recherche, et aurait mérité de l'être davantage pour offrir un portrait encore plus juste de l'itinérance à San Francisco.

Il convient de conclure ce mémoire en soulignant qu'il nous semble essentiel de rediriger le regard de la recherche contemporaine en science sociale sur les causes systémiques de l'itinérance. Bien que les questions liées à la maladie mentale, la toxicomanie ou d'autres maladies doivent être posées, il demeure que, bien souvent, « les problèmes de santé mentale des sans-abri sont une conséquence de leurs conditions de vie plutôt qu'une cause » (Racine, 1993, p.252, dans Beauregard, 2014). S'attarder aux *causes* de l'itinérance aux États-Unis implique donc de se questionner d'abord sur la pauvreté et sur les inégalités socioéconomiques qui marquent ce pays et qui font en sorte qu'il connaît un taux plus élevé d'itinérance que les autres pays occidentaux (Shinn, 2010). Comme le souligne Marybeth Shinn : « *National tax and social welfare policies shape the structure of inequality in nations, and are associated with levels of homelessness. Patterns of social exclusion determine which groups in a society are at greatest risk* » (Shinn, 2010, p 37).

Si le « problème » de l'itinérance aux États-Unis apparaît aujourd'hui comme un enjeu de santé publique, nous croyons que la grande question qui reste à poser devrait concerner davantage les soins de santé accessibles aux Américaines et aux Américains, et non pas ce phénomène inusité qu'on appelle « itinérance chronique ». Malheureusement, les attaques portées à *Obamacare* par les républicains au cours des derniers mois sont loin de laisser entrevoir un meilleur accès à des soins de santé abordables aux États-Unis.

Dans le plus récent plan stratégique du gouvernement fédéral, les solutions en matière d'itinérance proposées sont présentées dans l'ordre suivant : « *Solutions [to homelessness] include the basics: jobs that pay enough to afford a place to live, affordable housing, better access to income and work supports, and expanded access to health and behavioral health care* » (*United States Interagency Council on Homelessness*, 2015, p. 23). Nous souhaitons pourtant suggérer que les préoccupations liées à l'accès aux soins de santé devraient apparaître en tête de cette liste, non pas dans l'optique de gérer les conséquences de l'itinérance, mais bien de combler les lacunes du filet social américain. Car c'est certainement en envisageant de combler ces lacunes que seront en grande partie adressées les véritables causes de l'itinérance aux États-Unis.

## ANNEXE A : NOMBRE DE SANS-ABRI PAR 100 000 HABITANTS



Rahul Mukherjee, *The Chronicle*  
Source: U.S. Department of Housing and Urban Development

**Source :** Kagan, Kevin. (2016). SF homeless problem looks the same as it did 20 years ago. *The San Francisco Chronicle*, Récupéré le 19 juillet 2016 de disponible <http://projects.sfchronicle.com/sf-homeless/overview/>

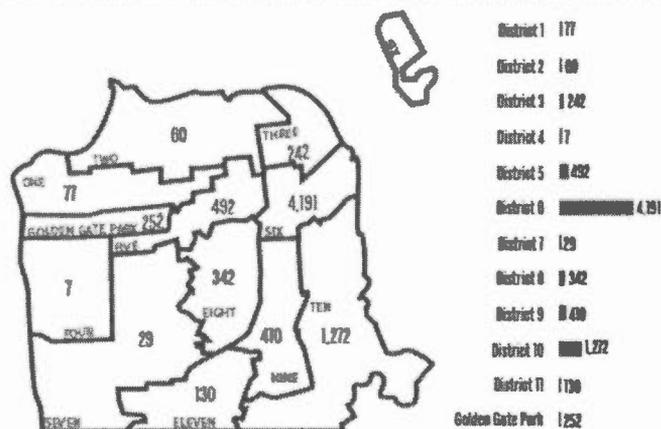
ANNEXE B : SIGNALEMENTS DE CAMPEMENT DE TENTES RÉPERTORIÉS  
VIA L'APPLICATION SF311 (SIGNALEMENT D'INFORMATIONS NON  
URGENTES)



Source : Aaron Williams & Joaquin Palomino. (2015). 311 complaints in SF. *San Francisco Chronicle*, Récupéré le 24 avril 2016 de <http://projects.sfchronicle.com/2015/graphic-mapping-homelessness/index.html>

ANNEXE C : RÉPARTITION DE LA POPULATION ITINÉRANTE TOTALE  
(ABRITÉE ET NON-ABRITÉES) DE SAN FRANCISCO PAR DISTRICT

UNSHeltered AND SHELTERed GENERAL COUNT RESULTS BY DISTRICT (2015)



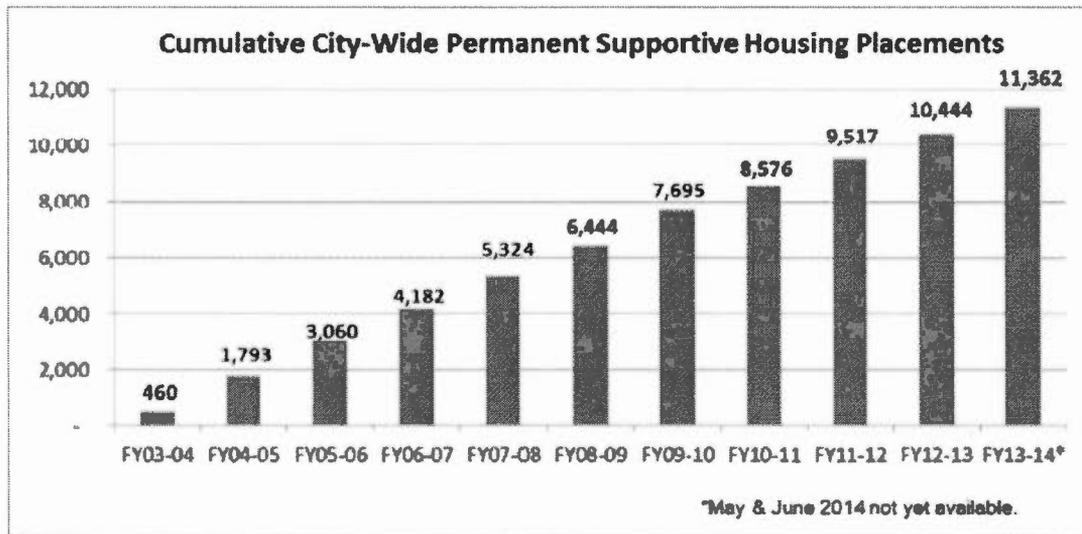
Source: Applied Survey Research. (2015). *San Francisco Homeless Count*. Watsonville, CA.

Note: This table excludes scattered site and confidential location shelter data.

Note: Golden Gate Park is in Districts 1 and 5.

Source : Applied Survey Research. (2015). *San Francisco Homeless Point-in-Time Count & Survey 2015 Comprehensive Report*. Récupéré le 6 novembre 2015 de <http://sfgov.org/lhcb/reports>.

ANNEXE D : PLACEMENTS CUMULATIFS EN UNITÉ DE LOGEMENT  
SUPERVISÉ À SAN FRANCISCO DE 2004 À 2014



**Source :** SFPAR. (2014). *San Francisco's 10 Year Plan to End Chronic Homelessness : Anniversary Report Covering 2004 to 2014*. City and County of San Francisco Human Services Agency. Récupéré de <http://sfmayor.org/sites/default/files/FileCenter/Documents/404-Ten%20Year%20Plan%20Anniversary%20Report%20-%20Final%20Draft.pdf>

## ANNEXE E : CRITÈRES D'ÉLIGIBILITÉ SELON LE DEGRÉ DE SOUTIEN DES ÉTABLISSEMENTS DE LOGEMENT SUPERVISÉ

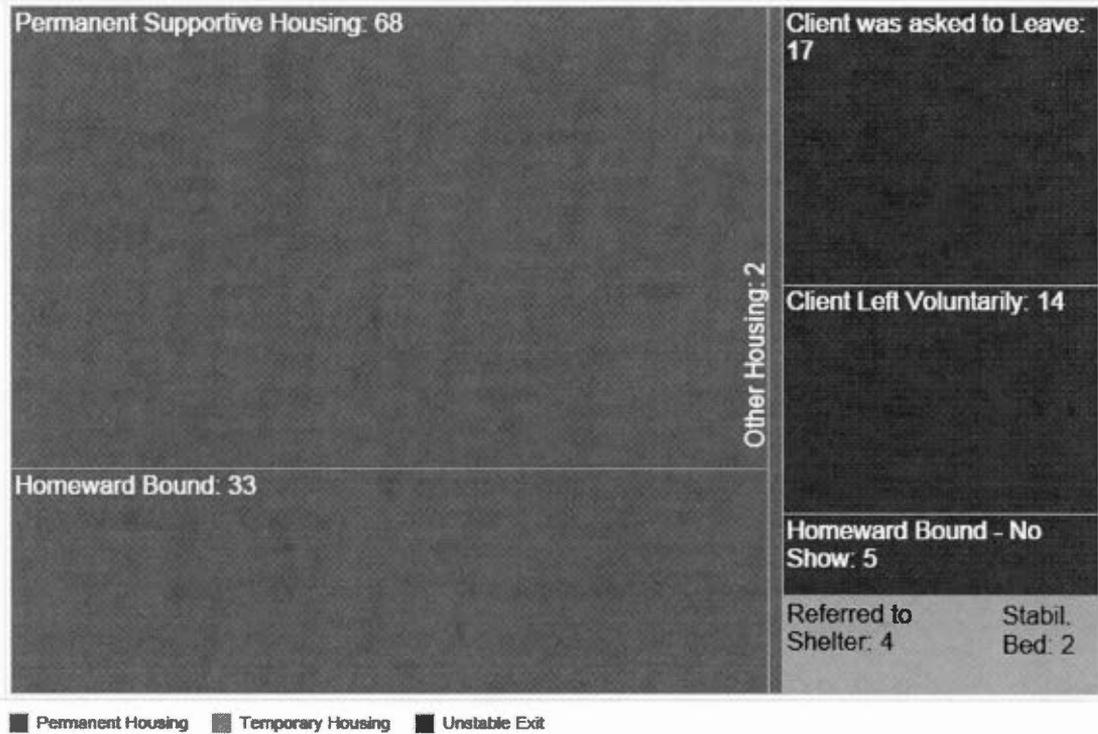
- Tier 1: Step-Up Master Lease and Non-Placement Units provide housing units to adults referred from other HSA-funded buildings. HSA will provide funding for leasing, housing operations/property management and supportive services. Eligible tenants must be existing HSA tenants with a successful housing history in other master lease buildings. The Tier 1 sites offer minimal supportive services and have fewer site staff.
- Tier 2: Master Lease – Moderate Support Services provides housing units to adults. HSA manages the referral and placement process with the provider to fill vacancies, and provides funding for leasing, housing operations/property management, and supportive services. The supportive service staff ratio is approximately 1:50.
- Tier 3: Master Lease – Stronger Support Services provides housing to adults. HSA manages the referral and placement process with the provider to fill vacancies, and provides funding for leasing, housing operations/property management, and supportive services. The supportive service staff ratio is approximately 1:35.
- Tier 4: Local Operating Subsidy Program and U.S. Housing and Urban (HUD) Supportive Housing – Moderate Need Adult and / or Families serves families and single adults. Eligibility criteria do not require that all referrals be chronically homeless or have a disability, and not all units at the site fit the criteria of this tier. HSA manages the referral and placement process with the provider to fill vacancies, and provides funding for leasing, housing operations/property management, and supportive services.
- Tier 5: Local Operating Subsidy Program, and HUD Supportive Housing and Shelter Plus Care Programs – High Need Adult and / or Families serves families and single adults. Eligibility criteria require that all referrals be chronically homeless or have a disability, and all units at the site must fit the criteria of this tier. HSA manages the referral and placement process with the provider to fill vacancies, and provides funding for leasing, housing operations/property management, and supportive services. Supportive services staff have a higher level of education and experience versus other tiers.

**Source :** Budget and Legislative Analyst Office. (2014). *Analysis of Supportive Housing Programs*. City and County of San Francisco Board of Supervisors.

Récupéré le 25 février 2016 de

<http://sfbos.org/sites/default/files/FileCenter/Documents/51064-Supportive%20Housing%20Final%20BLA%20Report%2012.15.14.pdf>

ANNEXE F : PARCOURS DE SORTIE DES UTILISATEURS DU NAVIGATION CENTER ENTRE MARS ET NOVEMBRE 2015



**Source :** Office of the Controller. (2015e). *More Than a Shelter : An Assessment of the Navigation's First Six Months*. City and County of San Francisco Controller's Office. Récupéré le 10 novembre 2015 de <http://www.ecs-sf.org/programs/navcenter.html>.

**ANNEXE G : POURCENTAGE DES LOCATAIRES DE LOGEMENT  
SUPERVISÉ RECEVANT OU RÉFÉRÉS À CES SERVICES**

<b>Percent Receiving or Referred To Each Service</b>		
	<b>Adult</b>	<b>Family /Mixed</b>
<b>Public Benefits</b>		
CAAP: GA, PAES, SSIP	32%	5%
Social Security (SSI)	32%	17%
Food Stamps (CalFresh)	25%	30%
Disability Benefits (SSDI)	15%	7%
CalWORKS	4%	15%
<b>Employment and Education</b>		
Job training program	10%	22%
Employment resources (EDD)	8%	10%
GED or diploma program	7%	13%
Job placement	3%	13%
Other education or training program	10%	15%
<b>Children and Family</b>		
Child support services	2%	9%
Child welfare	1%	5%
Child care resources	1%	9%
<b>Housing</b>		
Rental assistance	23%	23%
Eviction prevention/Legal services	11%	8%
Property management	8%	13%
Section 8 application assistance	8%	28%
Other housing applications	18%	11%
<b>Health</b>		
Medi-Cal	48%	37%
Healthy San Francisco	28%	20%
Medical care	15%	10%
Mental health care	13%	15%
In-Home Supportive Services	11%	14%
Dental care	9%	17%
Substance abuse	8%	6%
Other insurance	4%	4%
<b>Other Services</b>		
Building events	36%	42%
Referral to community resources	19%	20%
Other on-site services	15%	22%

**Source :** Office of the Controller. (2014). *Moving Beyond Stability : Service Utilization and Client Trajectories in San Francisco's Permanent Supportive Housing*. City and County of San Francisco, City Services Auditor. Récupéré le 27 février 2016 de <http://sfcontroller.org/sites/default/files/FileCenter/Documents/6014-Moving%20Beyond%20Stability%20-%20Final%20Report%20v2.pdf>.

**ANNEXE F : CORPUS DES CONFÉRENCES DE PRESSE DU MAIRE ED LEE  
RETENUES POUR ANALYSE**

<b>Titre de la conférence de presse</b>	<b>Références</b>
Mayor Lee Announces Bold Goal to Help at Least 8000 people out of homelessness by End of Second Term	<a href="http://sanfrancisco.granicus.com/MediaPlayer.php?view_id=18&amp;clip_id=24248">http://sanfrancisco.granicus.com/MediaPlayer.php?view_id=18&amp;clip_id=24248</a>
Grand opening of Jazzie's Place	<a href="http://sanfrancisco.granicus.com/MediaPlayer.php?view_id=18&amp;clip_id=23102">http://sanfrancisco.granicus.com/MediaPlayer.php?view_id=18&amp;clip_id=23102</a>
Grand Opening of the Broadway Sansome Apartments 74 Units of Affordable Units	<a href="http://sanfrancisco.granicus.com/MediaPlayer.php?view_id=18&amp;clip_id=23039">http://sanfrancisco.granicus.com/MediaPlayer.php?view_id=18&amp;clip_id=23039</a>
Mayor Lee, Ron Conway, Marc Benioff,&Hamilton Family Center Announce New Housing for Homeless Vets	<a href="http://sanfrancisco.granicus.com/MediaPlayer.php?view_id=18&amp;clip_id=22860">http://sanfrancisco.granicus.com/MediaPlayer.php?view_id=18&amp;clip_id=22860</a>
Mayor and Supervisor Jane Kim Join Mercy Housing to Celebrate Opening of 1180 4th Street	<a href="http://sanfrancisco.granicus.com/MediaPlayer.php?view_id=18&amp;clip_id=22700">http://sanfrancisco.granicus.com/MediaPlayer.php?view_id=18&amp;clip_id=22700</a>
Milestone to End Veteran Homelessness in San Francisco	<a href="http://sanfrancisco.granicus.com/MediaPlayer.php?view_id=18&amp;clip_id=22571">http://sanfrancisco.granicus.com/MediaPlayer.php?view_id=18&amp;clip_id=22571</a>
Mayor Lee Joins In Celebrating The Opening Of Edward II Housing	<a href="http://sanfrancisco.granicus.com/MediaPlayer.php?view_id=18&amp;clip_id=22277">http://sanfrancisco.granicus.com/MediaPlayer.php?view_id=18&amp;clip_id=22277</a>
Mayor Lee Launches Navigation Center To Help Homeless Residents Access Services	<a href="http://sanfrancisco.granicus.com/MediaPlayer.php?view_id=18&amp;clip_id=22213">http://sanfrancisco.granicus.com/MediaPlayer.php?view_id=18&amp;clip_id=22213</a>
\$2 Million Grant from Google for Homeless Programs	<a href="http://sanfrancisco.granicus.com/MediaPlayer.php?view_id=18&amp;clip_id=21637">http://sanfrancisco.granicus.com/MediaPlayer.php?view_id=18&amp;clip_id=21637</a>
Mayor Announces Legislation To Lease A 136 Unit Building For Veterans Housing At 250 Kearny Street	<a href="http://sanfrancisco.granicus.com/MediaPlayer.php?view_id=18&amp;clip_id=21431">http://sanfrancisco.granicus.com/MediaPlayer.php?view_id=18&amp;clip_id=21431</a>
Milestone Achievements Of San Francisco's 10 - Year Plan To Abolish Chronic Homelessness	<a href="http://sanfrancisco.granicus.com/MediaPlayer.php?view_id=18&amp;clip_id=20489">http://sanfrancisco.granicus.com/MediaPlayer.php?view_id=18&amp;clip_id=20489</a>
Opening of 73 Units of Housing for Formerly Homeless Individuals and Families	<a href="http://sanfrancisco.granicus.com/MediaPlayer.php?view_id=18&amp;clip_id=20566">http://sanfrancisco.granicus.com/MediaPlayer.php?view_id=18&amp;clip_id=20566</a>
Grand Opening Of Rene Cazenave Apartments	<a href="http://sanfrancisco.granicus.com/MediaPlayer.php?view_id=18&amp;clip_id=19996">http://sanfrancisco.granicus.com/MediaPlayer.php?view_id=18&amp;clip_id=19996</a>
Mayor Appoints Bevan Dufty as Director of HOPE	<a href="http://sanfrancisco.granicus.com/MediaPlayer.php?view_id=18&amp;clip_id=14114">http://sanfrancisco.granicus.com/MediaPlayer.php?view_id=18&amp;clip_id=14114</a>
Mayor Lee Attends Groundbreaking Ceremony For New Healthright 360 Center	<a href="http://sanfrancisco.granicus.com/MediaPlayer.php?view_id=18&amp;clip_id=22160">http://sanfrancisco.granicus.com/MediaPlayer.php?view_id=18&amp;clip_id=22160</a>
Grand Opening of Kelly Cullen Community Center	<a href="http://sanfrancisco.granicus.com/MediaPlayer.php?view_id=18&amp;clip_id=17183">http://sanfrancisco.granicus.com/MediaPlayer.php?view_id=18&amp;clip_id=17183</a>

ANNEXE H : CORPUS DES RÉUNIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE SAN FRANCISCO RETENUES POUR ANALYSE

<b>Titre de la réunion</b>	<b>Références</b>
Hearing on Ten Year Plan to abolish chronic homelessness	<a href="http://sanfrancisco.granicus.com/MediaPlayer.php?view_id=7&amp;clip_id=19268">http://sanfrancisco.granicus.com/MediaPlayer.php?view_id=7&amp;clip_id=19268</a>
Hearing — Analysis of Cost Effective Strategies for Housing the Homeless	<a href="http://sanfrancisco.granicus.com/MediaPlayer.php?view_id=10&amp;clip_id=19976&amp;meta_id=385991">http://sanfrancisco.granicus.com/MediaPlayer.php?view_id=10&amp;clip_id=19976&amp;meta_id=385991</a>
Hearing - Evictions of the Homeless and Formerly Homeless from Publicly Funded Housing Units	<a href="http://sanfrancisco.granicus.com/MediaPlayer.php?view_id=7&amp;clip_id=20029">http://sanfrancisco.granicus.com/MediaPlayer.php?view_id=7&amp;clip_id=20029</a>
Hearing - Housing Ladder and the Role of the City in Housing the Homeless	<a href="http://sanfrancisco.granicus.com/MediaPlayer.php?view_id=7&amp;clip_id=20029">http://sanfrancisco.granicus.com/MediaPlayer.php?view_id=7&amp;clip_id=20029</a>
Hearing - Homeless Outreach Services - FY2013-2014 — \$1,387,500	<a href="http://sanfrancisco.granicus.com/MediaPlayer.php?view_id=10&amp;clip_id=20020&amp;meta_id=386668">http://sanfrancisco.granicus.com/MediaPlayer.php?view_id=10&amp;clip_id=20020&amp;meta_id=386668</a>
Appropriation — General Fund Reserve — Homeless Outreach Services — \$1,387,500 — FY2013-2014 1,387,500\$	<a href="http://sanfrancisco.granicus.com/MediaPlayer.php?view_id=10&amp;clip_id=19695">http://sanfrancisco.granicus.com/MediaPlayer.php?view_id=10&amp;clip_id=19695</a>
Appropriation — General Fund Reserve — Homeless Outreach Services — \$1,387,500 — FY2013-2014 1,387,500\$	<a href="http://sanfrancisco.granicus.com/MediaPlayer.php?view_id=7&amp;clip_id=19629">http://sanfrancisco.granicus.com/MediaPlayer.php?view_id=7&amp;clip_id=19629</a>

ANNEXE I : CANEVAS D'ENTREVUE

**Thème 1 : The participant**

Tell me about your work/ your organization/ your involvement.

What do you do daily ?

How does your organization get funded? Private donations? City fund? Federal fund?

Are you from SF?

Have you worked in homeless services for a long time?

In a different city?

**Thème 2 : Homelessness in San Francisco**

SF seems to have a large homelessness “issue” compared to other cities. From your experience, your perspective, is it true?

WHY here? / High cost of life, gentrification, inequalities, lack of social services, drug use?

If you look at the different needs of homeless people in SF, what are the needs that are the best answered, and those who lack appropriate answers?

Really recently, mayor Lee announced that he wanted to dismantle homeless encampments in SF. He said the encampments are not secure, not safe and not healthy. In your perspective, is there public safety issues related to homelessness ?

Can you tell me about the latest efforts made by the city to reduce homelessness ? Things you are “proud of” as a city or a community member?

Do you think the creation of a new City Department can be helpful?

We often read in documents or hear city officials talking about the idea of “ending homelessness”. How can that be achieved, how do you end homelessness?

### **Thème 3 : Housing / supportive housing**

SF really wants to be a housing first city. But is it true to say that most of city resources are directed toward housing goals? Do you think SF do enough, sufficient efforts in that way?

SF is known for trying to lower barriers to housing. What are the usual barriers to housing? How do you lower them in your organization?

What does that imply in terms of services?

We often hear some people refuse services? Do they really do? / Why?

When you connect someone who lives on the streets to housing, is it automatically a supportive housing unit? Or you can find housing units without services?

How does supportive housing for individuals work? How do you get admitted? What are the criteria? What are the priorities?

What kind of services supportive housing provides?

Are they on site services?

Access to services is voluntary? Is there any mandatory activities or commitment?

How are the actual “buildings” designed? Can you describe the rooms, is there any offices, medical clinic, food bank?

What kind of every day life have most of the people living in supportive housing? They stay in their rooms/their buildings, they work, they go to different appointments? Is it like a “normal” apartment life?

What is the role of supportive housing in the “housing latter” the city wants to put forward? To what population this service is dedicated to or good for?

What is the goal of supportive housing?

We often think of services for people who have mental health or substance abuse issue, but what other type of services supportive housing offers?

Having in mind the housing latter concept, what is the next step after supportive housing? How long is the average stay in supportive housing?

What about the word “permanent” in permanent supportive housing? Some people can spend their whole life in supportive housing? Is it something possible/ good/ common?

What are the major positive points about supportive housing? What are the major negative points about supportive housing?

#### **Thème 4 : San Francisco’ social context**

When you look at the pools, for SF citizens, homelessness seems to be the most important issue to tackle. Why does homelessness seems to be such a important issue here, especially in SF ?

Do you think it is different from other cities ?

We often here that SF has a special social background in the US (open, liberal, progressive, eclectic, diverse, LGBTQ, etc.). Do you think that this “SF signature” exists when it comes to dealing with homelessness?

Would you say SF do things differently compared to other cities, or every American city pretty much follows the same approach (housing first)?

Can you give me any examples of what SF does differently?

Do you notice major social tensions and disagreements between different groups (young professionals, merchants, families, students) about how the city should deal with homelessness?

How do community members engage in the issue? Do they get involved?

Is there a “not in my back yard attitude”? In some neighborhoods more than others? What are the main arguments of people who would not want for example a Navigation Center or a supportive housing facility in their neighbourhood?

APPENDICE A : VUE EXTÉRIURE D'ÉTABLISSEMENTS DE TYPE SRO  
(TENDERLOIN HOUSING CLINIC)



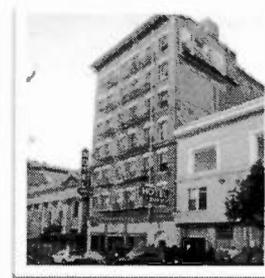
**ALL STAR HOTEL**

2791 16th Street



**BALDWIN HOTEL**

74 6th Street



**BOYD HOTEL**

41 Jones Street



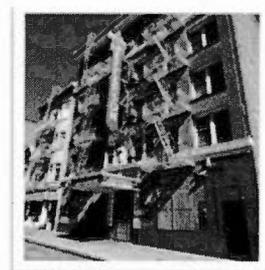
**GRAYSTONE HOTEL**

66 Geary Street



**HARTLAND HOTEL**

909 Geary Street



**JEFFERSON HOTEL**

440 Eddy Street

Source : Tenderloin Housing Clinic. (2017). Our Housing Portfolio. Récupéré le 2 octobre 2016 de <https://www.thclinic.org/properties/housing-portfolio.php>.

APPENDICE B : VUE EXTÉRIEURE D'ÉTABLISSEMENTS POSSÉDÉS PAR  
L'OBNL COMMUNITY HOUSING PARTNERSHIP



Senator  
519 Ellis St



Drs. Julian & Raye Richardson Apartments  
365 Fulton St



Arnett Watson Apartments  
650 Eddy St

**Source :** Community Housing Partnership (2017). Housing Portfolio. Récupéré le 2 octobre 2016 de <https://www.thclinic.org/properties/housing-portfolio.php>

APPENDICE C : DÉCOMPTÉ DES LOIS ANTI-ITINÉRANCE PAR VILLE CALIFORNIENNE

Appendix A: Count of Anti-Homeless Laws by California City

City	Number of Restrictions by Category				Total Restrictions	Total Laws <sup>179</sup>
	Standing, Sitting, and Resting	Sleeping, Camping, and Lodging	Begging and Panhandling	Food Sharing		
Abazay	1	5	-	1	7	6
Anaheim	9	5	3	2	19	14
Bakersfield	2	5	4	-	11	8
Berkeley	4	4	4	-	12	10
China Vista	2	3	2	-	7	6
El Cajon	2	8	3	-	13	11
Elk Grove	3	2	3	-	8	7
Escondido	5	2	2	-	9	8
Fresno	9	3	2	-	14	11
Garden Grove	1	3	2	-	6	5
Glendale	3	2	5	-	10	9
Hayward	1	2	2	1	6	6
Huntington Beach	6	3	3	-	12	9
Irvine	2	4	2	1	9	6
Lancaster	4	3	2	-	9	5
Long Beach	7	6	6	2	21	19
Los Angeles	11	3	7	2	23	19
Modesto	9	3	4	1	17	15
Moreno Valley	2	2	1	-	5	4
Nevada City	6	3	-	-	9	7
Oakland	6	1	3	-	10	8
Ontario	1	3	1	-	5	5
Orange	3	3	1	-	7	7
Oxnard	3	1	1	-	5	4
Palmdale	1	3	-	-	4	2
Palo Alto	3	2	7	-	12	11
Pasadena	4	1	2	1	8	6
Pomona	3	4	8	-	15	15
Rancho Cucamonga	4	-	1	-	5	4
Redondo Beach	4	4	3	-	11	11
Riverside	3	1	3	-	7	6
Roseville	3	4	4	-	11	8
Sacramento	6	3	3	-	12	11
Salinas	4	1	4	-	9	8
San Bernardino	3	3	5	1	12	12
San Bruno	5	3	4	-	12	10
San Diego	4	5	2	-	11	11
San Francisco	10	6	7	-	23	23
San Jose	4	4	4	-	12	10
San Luis Obispo	2	2	2	-	6	6
Santa Ana	4	2	-	-	6	4
Santa Barbara	2	3	4	1	10	10
Santa Clara	3	3	-	-	6	4
Santa Cruz	5	3	3	-	11	9
Santa Monica	7	3	3	1	14	14
Santa Rosa	4	3	4	-	11	11

Source : Policy Advocacy Clinic. (2015). *California's New Vagrancy Laws : The Growing Enactment and Enforcement of Anti-Homeless Laws in the Golden State*. University of California, Berkeley, School of Law. Récupéré le 11 avril 2016 de [http://www.homelesslivesmatterberkeley.org/pdf/CA\\_New\\_Vagrancy\\_Laws.pdf](http://www.homelesslivesmatterberkeley.org/pdf/CA_New_Vagrancy_Laws.pdf).

## BIBLIOGRAPHIE

### Monographies

- Aderson, N. (1923). *The Hobo : The Sociology of the Homeless Man*. Chicago : University of Chicago Press.
- Agamben, G. (1997). *Homo sacer, le pouvoir souverain et la vie nue*. Paris : Seuil.
- Arnold, K. R. (2004). *Homelessness, Citizenship and Identity : The Uncaniness of Late Modernity*. Albany : State University of New York Press.
- Arnold, K. R. (2008). *America's New Working Class: Race, Gender, and Ethnicity in a Biopolitical Age*. Philadelphia : Penn State University Press.
- Banfield, E. (1974). *The Unheavenly City Revisited : A Revision of The Unheavenly City*. Boston : Little Brown and Co. Récupéré le 8 mars 2016 de [fr.scribd.com](http://fr.scribd.com).
- Blau, J. (1992). *The Visible Poor : Homelessness in the United States*. New York : Oxford University Press.
- Brown, W. (2015). *Undoing the Demos : Neoliberalism's Stealth Revolution*, Brooklyn : Zones Book.
- Burchell, G., Gordon, C. et Miller, P. (1991). *The Foucault Effect : Studies in Governmentality*. Chicago : The University of Chicago Press.
- Chappell, M. (2010). *The War on Welfare : Family, Poverty and Politics in Modern America*. Philadelphia : Penn State University Press.
- DePastino, T. (2003). *Citizen Hobo : How a Century of Homelessness Shaped America*. Chicago : The University of Chicago Press.
- Esposito, R. (2010). *Communauté, immunité, biopolitique, repenser les termes de la politique*. Paris : Les Prairies Ordinaires.

- Feldman, L. C. (2004). *Citizens Without Shelter, Homelessness, Democracy and Political Exclusion*. Ithaca : Cornell University Press.
- Foucault, M. (2004a). *Sécurité, territoire et population, Cours au Collège de France 1977-1978*. Paris : Seuil/Gallimard.
- Foucault, M. (2004b). *Naissance de la biopolitique, Cours au Collège de France 1978-1979*. Paris : Seuil/Gallimard.
- Friedman, M. (1971). *Capitalisme et liberté*. Éditions Robert-Laffont : Paris.
- Gilder, G. (2012). *Wealth and Poverty : A New Edition for the Twenty-First Century*. Washington DC : Regnery Publishing.
- Gowan, T. (2010). *Hobos, Hustlers and Backsiders : Homeless in San Francisco*. Minneapolis : University of Minnesota Press.
- Hartman, C. (2002). *City for sale : The Transformation of San Francisco*. Berkeley : University of California University Press.
- Hayek, F. A. (1985). *La route de la servitude*. Paris : Presses universitaires de France.
- Hombs, M. E. (2011). *Modern Homelessness*. Santa Barbara : ABC-CLIO, LLC.
- Kerouac, J. (2000). *On the Road*. Toronto : Penguin Books.
- Lyon-Callo, V. (2004). *Inequality, Poverty and Neoliberal Governance : Activist Ethnography in the Homeless Sheltering Industry*. Peterborough : Broadview Press.
- Stiglitz, J. E. (2012). *The Price of Inequality : How Today's Divided Society Endangers Our Future*. New York : W. W. Norton & Company.
- Tocqueville (de) A. (1840). *De la Démocratie en Amérique II: Première et deuxième parties*. Récupéré le 12 avril 2014 de [http://classiques.uqac.ca/classiques/De\\_tocqueville\\_alexis/democratie\\_2/democratie\\_t2\\_1.pdf](http://classiques.uqac.ca/classiques/De_tocqueville_alexis/democratie_2/democratie_t2_1.pdf).
- Tracy, J. (2014). *Dispatches Against Displacement : Field Notes From San Francisco's Housing Wars*. Oakland: AK Press.
- Walters, W. (2012). *Governmentality : Critical Encounters*. New York: Routledge.

Weber, M. (1967). *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*. Paris : Plon.  
Récupéré le 4 mars 2014 de <http://classiques.uqac.ca/>

Willse, C. (2015). *The Value of Homelessness: Managing Surplus Life in the United States*. Minneapolis : University of Minnesota Press.

### Chapitres de monographies

Agamben, G. (2005). The State of Exception as a Paradigm of Government.  
Dans *State of Exception* (p. 1-32). Chicago : The University of Chicago Press.

Amster, R. (2008). Facing the “Homeless Problem”, Subsistence, Survival and Skid Row. [Chapitre de livre]. Dans *Lost in Space : The Criminalization, Globalization and Urban Ecology of Homelessness* (p. 1-41). New York : LFB Scholarly Publishing LLC,

Brinkely, A. (2003). The New Deal Experiments (p. 1-20). Dans Chafe W. H. (dir.), *The Achievement of American Liberalism : The New Deal and Its Legacies*. New York : Columbia University Press.

Corbo C. et F. Gagnon. (2011). Citoyens et forces sociales. [Chapitre de livre]. Dans *Les États-Unis d'Amérique : Les institutions politiques* (p. 93-124). Québec : Les Éditions du Septentrion.

DeLeon, R. E. (1992). The Capital of Progressivism. [Chapitre de livre]. Dans *Left Coast Cities : Progressive Politics in San Francisco 1975-1991* (p. 1-12). Lawrence : University Press of Kansas.

Edelman, P. (2012). Concentrated Poverty : “The Abandoned”. [Chapitre de livre]. Dans *So Rich, So Poor : Why It's So Hard to End Poverty in America* (p. 101 — 136). New York : The New Press.

Finley, J. F. (2011). The Wishful West (p. 10-35). Dans K. Brosnan (dir.), *City Dreams, Country Schemes : Community and Identity in the American West*. Reno : University of Nevada Press.

Foucault, M. (1976). Droit de mort et pouvoir sur la vie. [Chapitre de livre]. Dans *Histoire de la sexualité, Tome 1 : La Volonté de savoir* (p. 177-211). Paris : Gallimard.

- Foucault, M. (1992). Deux essais sur le pouvoir et le sujet (p. 297-321). Dans H. Dreyfus et P. Rabinow, *Michel Foucault : Un parcours philosophique*. Paris : Gallimard.
- Goldsmith, W. W. et E. J. Blakely. (2010). The End of an Era : Divided We Fall. [Chapitre de livre]. Dans *Separate Societies : Poverty and Inequality in U.S. Cities* (p. 1-34). Philadelphia : Temple University Press.
- Handler, J. F. et Y. Hasenfeld. (2007). The Response to Poverty and Inequality : The Welfare State. [Chapitre de livre]. Dans *Blame Welfare, Ignore Poverty and Inequality* (p.70-149). New York, Cambridge University Press, 2007.
- Hardt, M. et A. Negri. (2004). Simplicissimus. [Chapitre de livre]. Dans *Multitude, War and Democracy at the Age of Empire* (p. 3-32). New York : The Penguin Press.
- Hays, A. R. (2012). The Ideological Framework for Housing Policy. [Chapitre de livre]. Dans *The Federal Government & Urban Housing* (p. 15-58). Albany : State University of New York Press.
- Hays, A. R. (2012). Housing in the Twenty-first Century. [Chapitre de livre]. Dans *The Federal Government & Urban Housing* (p. 283-305). Albany : State University of New York Press.
- Huffington, A. (2010). Third World America. [Chapitre de livre]. Dans *Third World America : How our Politicians Are Abandonning the Middle Class and Betraying the American Dream* (p. 1-39). New York : Crown Publishers.
- Huey, L. (2007). Junkies, Drunks, and the American Dream : Neoliberal Skid Row. [Chapitre de livre]. Dans *Negotiating Demands: Politics of Skid Row Policing in Edinburgh, San Francisco, and Vancouver* (p. 85-100). Toronto : Toronto University Press.
- Katz, M. B. (1989). From the Undeserving Poor to the Culture of Poverty. [Chapitre de livre]. Dans *The Undeserving Poor : From the War on Poverty to the War on Welfare* (p. 9-35). New York : Pantheon Books.
- Kyle, K. (2005). Critical Theory and Homelessness. [Chapitre de livre]. Dans *Contextualizing Homelessness : Critical Theory, Homelessness, and Federal Policy Adressing the Homeless* (p. 1-17). New York : Routledge.

- Laborier, P. (2014). La gouvernementalité (p.169-181). Dans Bert J.F. et Lamy J. (dir.), *Michel Foucault : un héritage critique*. Paris : Éditions du CNRS.
- Lagasnerie (de), G. (2012). *La dernière leçon de Michel Foucault: sur le néolibéralisme, la théorie et la politique*. Paris: Fayard.
- Madjd-Sadjadi, Z. et K. Karagiannis. (2013). Why is Neoliberalism Dangerous? Criticism, Alternative Perspectives and Government Policy Implications. [Chapitre de livre]. Dans *The US Economy and Neoliberalism : Alternative Strategies and Policies* (p. 11-31). New York : Routledge.
- Martens, S. (2012). Le principe de biopolitique chez Foucault : entre souveraineté et gouvernementalité (p. 37-44). Dans A. Kiefer et D. Risse (dir.), *La Biopolitique Outre-Atlantique après Foucault*. Paris : L'Harmattan.
- Potter, D. E. (1968). Abundance, Mobility and Status. [Chapitre de livre]. Dans *People of Plenty* (p. 91-110). Chicago : The University of Chicago Press.
- Pickett, B. (2005). Power. [Chapitre de livre]. Dans *On the Use and Abuse of Foucault for Politics* (p. 9-34). Oxford : Lexington Books.
- Royce, E. (2009). The Cultural Theory of Poverty and Inequality. [Chapitre de livre]. Dans *Poverty & Power : The Problem of Structural Inequality* (p. 47-70). Lanham : Rowman & Littlefield Publishers.
- Shipler, D. K. (2004). At the Edge of Poverty. [Chapitre de livre]. Dans *The Working Poor, Invisible in America* (p. 3-12). New York : Alfred A. Knopf.
- Solnit, R. The Shopping Cart and the Lexus. [Chapitre de livre]. Dans *Hollow City: The Siege of San Francisco and the Crisis of American Urbanism* (p. 42-63). New York : Verso.
- Speth, J. G. (2012). Society at the Breaking Point. [Chapitre de livre]. Dans *America the Possible : Manifesto for a New Economy* (p. 21-39). London : Yale University Press.
- Wacquant, L. (2009). Welfare Reform as Poor Discipline and Statecraft. [Chapitre de livre]. Dans *Punishing the Poor: The Neoliberal Government of Social Insecurity*, Duke University Press (p. 76-112).
- Wilensky, H. L. The Welfare State, Convergence and Divergence. [Chapitre de livre]. Dans *Rich Democracies: Political Economy, Public Policy and Performance* (p. 211-251). Berkeley : University of California Press.

### Articles de périodique

- Agamben, G. (2008). Beyond Human Rights, *Social Engineering*, (15), 90-95.
- Amster, R. (2003). Patterns of exclusion: Sanitizing space, criminalizing homelessness, *Social Justice*, 30(1), 195-221.
- Aspe, B. et M. Combes. (2000). Retour sur le camp comme paradigme biopolitique, *Multitudes*, 1(3), 29-44.
- Auerswald, C. L. et S. L. Eyr. (2002). Youth homelessness in San Francisco: A life cycle approach, *Social Science & Medicine*, 54, 1497-1512.
- Baranski, J. (2007). Something to Help Themselves: Tenant Organizing in San Francisco's Public Housing, 1965-1975, *Journal of Urban History*, 33(3), 418-442.
- Bell, J. (2012). Building a Left Coast: The Legacy of the California Popular Front and the Challenge to Cold War Liberalism in the Post-World War II Era, *Journal of American Studies*, 46(1) 51-71.
- Boris, E. (2007). On Cowboys and Welfare Queens: Independence, Dependence, and Interdependence at Home and Abroad, *Journal of American Studies*, 41(3), 599- 621.
- Burt, M. (2003). Chronic Homelessness : Emergence of a Public Policy, *Fordam Urban Law Journal*, 30, 1267-1279.
- Cronley, C. (2010). Unraveling the Social Construction of Homelessness, *Journal of Human Behavior in the Social Environment*, 20(2), 319-333.
- Dean, M. (2002). Powers of Life and Death Beyond Governmentality, *Cultural Values*, 6(1-2), 119-138.
- DeWard, S. L. (2010). "Like a Prison!": Homeless Women's Narratives of Surviving Shelter, *Journal of Sociology & Social Welfare*, 37(1), 115-135.
- Evans, J. (2011). Exploring the (bio)political dimensions of voluntarism and care in the city : the case of a "low barrier" emergency shelter, *Health & Place*, (17) 24-32.

- Fitzpatrick, K M. et B. Myrstol. (2011). The Jailing of America's Homeless: Evaluating the Rabble Management Thesis, *Crime & Delinquency*, 57(2), 271-297.
- Fraser, N. (1995). From redistribution to recognition? Dilemmas of justice in a 'post-socialist' age, *New left review*, (212), 68-93.
- Gowan, T. (2009). New Hobos or Neo-Romantic Fantasy? Urban Ethnography Beyond the Neoliberal Disconnect, *Qualitative Sociology*, 32, 231-257.
- Greenwood, R. M. (2013). Pathways Housing First for Homeless Persons with Psychiatric Disabilities: Program Innovation, Research, and Advocacy, *Journal of Social Issues*, 69(4), 645-663.
- Gros F., D. Lorenzini, A. Revel et A. Sforzini. (2013). Introduction, *Raisons politiques*, 4(52), 5-11.
- Hache, E. (2007). La responsabilité, une technique de gouvernementalité néolibérale ? *Raisons politiques*, 4(28), 49-65.
- Hacker, J. S. et P. Pierson. (2010). Winner-Take-All Politics: Public Policy, Political Organization, and the Precipitous Rise of Top Incomes in the United States, *Politics & Society*, 38(2), 152-204.
- Hamann, T. H. (2009). Neoliberalism, Governmentality and Ethics, *Foucault Studies*, (6), 37-59.
- Hasenfeld, Y. et E. E. Garrow. (2012). Nonprofit Human-Service Organizations, Social Rights, and Advocacy in a Neoliberal Welfare State, *Social Service Review*, 86(2), 295-322.
- Hardt, M. et A. Negri. (2000). La production biopolitique, *Multitudes*, 1(1), 16-28.
- Hoffman, L. et B. Coffey. (2008). Dignity and Indignation : How People Experiencing Homelessness View Services and Providers, *The Social Science Journal*, 45, 207-222.
- Kawash, S. (1998). The Homeless Body. *Public Culture*, 10(2), 319-339.
- Katz, M. H. et T. M. Brigham. (2011). « Transforming A Traditional Safety Net Into A Coordinated Care System: Lessons From Healthy San Francisco », *Health Affairs*, vol. 30, no. 2, 2011, p. 237-245.

- Keck, F. (2008). Les usages du biopolitique, *L'Homme*, 3(187-188), 295-314.
- Kidd, D. & B. B.-Plummer. (2009). "Neither Silent Nor Invisible": Anti-Poverty Communication in the San Francisco Bay Area, *Development in Practice*, 19(4-5), 479-490.
- Knecht, T. et L. M. Martinez. (2009). Humanizing the homeless: Does contact erode stereotypes?, *Social Science Research*, 38, 521-534.
- Lagasnerie (de), G. (2013). Néolibéralisme, théorie politique et pensée critique, *Raisons politiques*, 4(52), 63-76.
- Leibovici, M. (2005). Biopolitique et compréhension du totalitarisme, Foucault, Agamben, Arendt, *Tumultes*, 2(25), 23-45.
- Lemke, T. (2004). "Marx sans guillemets" : Foucault, la gouvernementalité et la critique du néolibéralisme, *Actuel Marx*, 2(36), 13-26.
- Lemke, T. (2001). The birth of biopolitics': Michel Foucault's lecture at the Collège de France on neo-liberal governmentality, *Economy and Society*, 30(2), 190–207.
- Levine, L. W. (1985). American Culture and the Great Depression, *The Yale Review*, 74(2), 196-223.
- Lyon-Callo, V. (2000). Medicalizing Homelessness: The Production of Self-Blame and Self-Governing within Homeless Shelters, *Medical Anthropology Quarterly*, 14(3), 328-345.
- McCarthy, L. (2013). Homelessness and identity: a critical review of the literature and theory, *People, Place & Policy*, 7(1), 46-58.
- Meanwell, E. (2012). Experiencing Homelessness: A Review of Recent Literature, *Sociology Compass*, 6(1), 72-85.
- Mitchell, D. (2011). Homelessness American Style, *Urban Geography*, 32(7), 933-956.
- Mitchell, D., K. Attoh, L. Staeheli, (2014). Whose city ? What politics ? Contentious and non-contentious spaces on Colorado's Front Range, *Urban Studies*, 1(16), 2-16.

- Murphey, S. (2009). "Compassionate" Strategies of Managing Homelessness: Post — Revanchist Geographies in San Francisco, *Antipode*, 41(2), 305-325.
- Noy, D. (2009). When Framing Fails: Ideas, Influence, and Resources in San Francisco's Homeless Policy Field, *Social Problems*, 56(2), 223-242.
- O'Connor, J. (1998). US Social Welfare Policies, The Reagan Record and Legacy, *Journal of Social Policy*, 27(1), 37-61.
- Padgett, D. K. (2007). There's no place like (a) home: Ontological security among persons with serious mental illness in the United States, *Social Science & Medicine*, 64, 1925-1936.
- Plaster, J. (2012). Imagined Conversations and Activist Lineages Public Histories of Queer Homeless Youth Organizing and the Policing of Public Space in San Francisco's Tenderloin, 1960s and Present, *Radical History Review*, x(113), 99-109.
- Rabinow, P. et N. Rose. (2006). Biopower Today, *BioSocieties*, (1), 195-217.
- Shinn, M. (2010). Homelessness, Poverty and Social Exclusion in the United States and Europe. *European Journal of Homelessness*, 4, 19-44.
- Stablein, T. (2011). Helping Friends and the Homeless Milieu: Social Capital and the Utility of Street Peers, *Journal of Contemporary Ethnography*, 40(3), 290-317.
- Somerville, P. (2013). Understanding Homelessness, Housing. *Theory and Society*, 30(4), 384-415.
- Stanhope V. et K. Dunn. (2011). The curious case of Housing First: The limits of evidence based policy. *International Journal of Law and Psychiatry*, 34, 275-282.
- Tapley, H. (2014). The Making of Hobo Masculinities. *Canadian Review of American Studies*, 44(1), 25-43.
- Task Force on Inequality and American Democracy. (2004). American Democracy in an Age of Rising Inequality. *Perspective on Politics*, 2(4), 651-666.
- Taylor, G. (1987). Bitter Freedom: Deinstitutionalization and the Homeless. *Journal of Contemporary Health Law & Policy*, 3(1), 205-231.

- Tsai, J., A. S. Mares et R. A. Rosenheck. (2012). Does Housing Chronically Homeless Adults Lead to Social Integration?. *Psychiatric Services*, 63(5), 427-434.
- Von Mahs, J. (2001). Globalization, Welfare State Restructuring, and Urban Homelessness in Germany and the United States. *Urban Geography*, 22(5), 457-481.
- Wier, L. (2008). The Concept of Truth Regime. *Canadian Journal of Sociology/Cahiers canadiens de sociologie*, 33(2), 367-388.
- Williams, J. C. (2011). "Stand Up and Be Counted": The Politics of a Homeless Enumeration. *Poverty & Public Policy*, 3(3), 1-27.
- Willse, C. (2008). "Universal Data Elements" or the Biopolitical Life of Homeless Populations. *Surveillance & Society*, 5(3), 227-251.
- Willse, C. (2010). Neo-liberal biopolitics and the invention of chronic homelessness. *Economy and Society*, 3(2), 155-184.
- Zlotnik, C. (2013). Health Care for the Homeless: What We Have Learned in the Past 30 Years and What's Next. *American Public Health Journal*, 103(S2), 199 — 205.

### Articles de presse, revues et magazines

- Abrahamian, A. A. (2014). Let Them Eat Code, *Dissent*, 61(2), 69-72.
- Associated Press. (2016, 26 février). San Francisco says homeless encampment a health hazard wants it to shut down. *Los Angeles Times*. Récupéré le 28 avril 2016 de <http://www.latimes.com/local/lanow/la-me-ln-san-francisco-say-homeless-encampment-a-health-hazard-wants-it-shut-down-20160226-story.html>
- Barros, J. R. (2016, 24 février). SF Declares Public Health Emergency at Homeless Camp on Divison, *Mission Local*, Récupéré le 28 avril 2016 de <http://missionlocal.org/2016/02/sf-declares-public-health-emergency-at-homeless-camps-on-division/>.

- Berube, A. (2014, 20 février). All Cities Are Not Created Unequal, *Brookings Institute*. Récupéré le 4 mai 2014 de <http://www.brookings.edu/research/papers/2014/02/cities-unequal-berube>.
- CBS News. (2015, 25 août). *San Francisco mayor : homeless must go before Super Bowl*. Récupéré le 1er septembre 2015 de <http://www.cbsnews.com/news/san-francisco-mayor-homeless-must-go-before-super-bowl/>.
- Clinton, B. (1996, 1<sup>er</sup> août). Text of President Clinton's Announcement on Welfare Legislation. *The New York Times*. Récupéré le 12 mai 2016 de [http://www.nytimes.com/1996/08/01/us/text-of-president-clinton-s-announcement-on-welfare-legislation.html?\\_r=0](http://www.nytimes.com/1996/08/01/us/text-of-president-clinton-s-announcement-on-welfare-legislation.html?_r=0)
- Flores, L. (2014, 15 mai). Geographies of Tech Wealth: San Francisco to "Silicon Border". *The Urban Fringe (Berkeley Urban Journal)*. Récupéré le 15 mai 2014 de <http://ced.berkeley.edu/bpj/2014/03/geographies-of-tech-wealth-san-francisco-to-silicon-border/>.
- Garifoli J. et C. Said. (s.d.), A Changing Mission : To Whom San Francisco Oldest Neighborhood Belong ? *The San Francisco Chronicle*. Récupéré le 19 août 2016 de <http://www.sfchronicle.com/the-mission/a-changing-mission/>.
- Gladwell, M. (2006, 13 février). Million-Dollar Murray. *The New Yorker*. Récupéré le 28 novembre de <http://gladwell.com/million-dollar-murray/>.
- « How 5 SF Mayors ». (2016, 26 juin). How 5 SF Mayors Tackled Homelessness. *San Francisco Chronicle*. Récupéré le 29 août 2016 de <http://projects.sfchronicle.com/sf-homeless/letters-from-the-mayors/>.
- Kagan, K. (2016, 26 juin). SF homeless problem look the same that it did 20 years ago. *San Francisco Chronicle*. Récupéré le 17 juillet 2016 de <http://projects.sfchronicle.com/sf-homeless/overview/>.
- Kwong, J. (2014, 13 août). After SF Resident's Actions Improves Dismal SRO Units, They Could Be Without Homes. *The San Francisco Examiner*, Récupéré le 11 avril 2016 de <http://archives.sfexaminer.com/sanfrancisco/after-sf-residents-actions-improve-dismal-sro-units-they-could-be-without-homes/Content?oid=2872745>.
- Kelling, G. L. et J. Q. Wilson. (1982, 1<sup>er</sup> mars). Broken Windows : the Police and Neighborhood Safety, *The Atlantic*. Récupéré le 15 décembre 2014 <http://www.theatlantic.com/magazine/archive/1982/03/broken-windows/304465/>.

- Lee, M. (2016, avril). Mike Deserves a House, *Street Spirit : Berkeley*, p. 3
- Maciag, M. (2013, 2 octobre). Mapping the Nation's Most Densely Population Cities. *Governing.com*. Récupéré le 12 septembre 2016 de <http://www.governing.com/blogs/by-the-numbers/most-densely-populated-cities-data-map.html>.
- Matthews, D. (2014, 8 janvier). Everything you need to know about the War on Poverty. *The Washington Post*. Récupéré le 11 avril 2016 de <https://www.washingtonpost.com/news/wonk/wp/2014/01/08/everything-you-need-to-know-about-the-war-on-poverty/>.
- Nelson, S. (2016). Homeward Bound Program Offers Free Bus Ride Home. *Street Sheet*. Récupéré le 24 avril 2016 de <http://www.streetsheet.org/?p=1945>.
- Project Homeless Connect. (2016, 26 juin). United Front in Search For Answers. *San Francisco Chronicle*. Récupéré le 9 août 2016 de <http://projects.sfchronicle.com/sf-homeless/letter-to-the-city/>.
- Rodriguez, J. F. (2015, 17 novembre). Google bus program approved, now permanent part of San Francisco Streets. *San Francisco Examiner*. Récupéré le 15 mai 2016 de <http://www.sfexaminer.com/google-bus-program-approved-now-permanent-part-of-san-francisco-streets/>
- Samuels, A. (2016a, 1 avril). The End of Welfare as We Know It. *The Atlantic*. Récupéré le 14 mai 2016 de <http://www.theatlantic.com/business/archive/2016/04/the-end-of-welfare-as-we-know-it/476322/>.
- Samuels, A. (2016b, 25 avril). How Can the US End Homelessness ? *The Atlantic*. Récupéré le 2 mai 2016 de <http://www.theatlantic.com/business/archive/2016/04/end-homelessness-us/479115/>.
- Packer, G. (2013, 27 mai). Change the World : Silicone Valley Transfers its Slogan – and it's Money – to the Realm of Politics, *The New Yorker*, Récupéré le 19 décembre 2014 de <http://www.newyorker.com/magazine/2013/05/27/change-the-world>.

## Ressources en ligne

- BC Housing. (2016). *Supportive Housing*. Récupéré le 10 mars 2016 de [http://www.bchousing.org/Options/Supportive\\_Housing](http://www.bchousing.org/Options/Supportive_Housing)
- Beaubérot, J. (s.d.). Le puritanisme américain. Dans *Universalis*. Récupéré le 18 août 2016 de <http://www.universalis.fr/encyclopedie/puritanisme/2-le-puritanisme-americain/>.
- Center for Evidence-Based-Crime Policy. (2013). Broken Window Policing. Récupéré le 12 avril 2015 de <http://cebcp.org/evidence-based-policing/what-works-in-policing/research-evidence-review/broken-windows-policing/>.
- Community Housing Partnership. (2016). Cambridge Apartments. Récupéré le 15 avril 2016 de <https://www.chp-sf.org/housing-services/housingproperties/cambridge-apartments>.
- Culhane, D. P. et T. Byrne. (2010). Ending Chronic Homelessness: Cost-Effective Opportunities for Interagency Collaboration. [Working Paper]. University of Pennsylvania, School of Social Policy and Practice. Récupéré le 16 février 2015 de [http://works.bepress.com/dennis\\_culhane/94/](http://works.bepress.com/dennis_culhane/94/).
- Culhane, D. P. (2016). Selected Works of Dennis P. Culhane. Récupéré le 16 février 2015 de [https://works.bepress.com/dennis\\_culhane/](https://works.bepress.com/dennis_culhane/).
- Delevering Innovation in Supportive Housing. (s. d.). *Windsor*. Récupéré le 22 mars 2016 de <http://dishsf.org/windsor-hotel/>
- Local Homeless Coordinating Board. (s. d.). Récupéré de <http://sfgov.org/lhcb/>.
- Home Base. (2016). *Increasing Access to Housing*. Récupéré le 11 août 2016 de <https://gohb.org/hb/index.php/expertise/experience/increasing-access-housing>
- HSA. (2008). A Bus Ticket Home. *Human Service Agency of San Francisco*. Récupéré le 30 septembre 2015 <http://www.sfhsa.org/79.htm>.
- HUD. (2014) *Homeless Managment Information System*. United States Department of Housing and Urban Development. Récupéré le 25 avril 2016 <https://www.hudexchange.info/programs/hmis/>.

- National Alliance to End Homelessness. (2015). The State of Homelessness in America 2015, Récupéré le 9 octobre 2015 de <http://www.endhomelessness.org/library/entry/the-state-of-homelessness-in-america-2015>.
- National Alliance to End Homelessness. (2017). Housing First, Récupéré le 11 octobre 2015 de [http://www.endhomelessness.org/pages/housing\\_first](http://www.endhomelessness.org/pages/housing_first)
- National Coalition for the Homeless. (2009a). Substance Abuse and Homelessness. Récupéré le 2 juillet 2016 de <http://www.nationalhomeless.org/factsheets/addiction.html>
- National Coalition for the Homeless. (2009b). Mental Illness and Homelessness. Récupéré le 2 juillet 2016 de [http://www.nationalhomeless.org/factsheets/Mental\\_Illness.pdf](http://www.nationalhomeless.org/factsheets/Mental_Illness.pdf).
- Office of the Lieutenant Governor. (s. d.). About Gavin Newsom. Récupéré le 17 avril 2015 de [http://www.ltg.ca.gov/s\\_lt.govnewsom.html](http://www.ltg.ca.gov/s_lt.govnewsom.html).
- RAPSIM. (2009). Répertoire des ressources actives en hébergement communautaire et en logement social avec soutien communautaire. Récupéré de [http://www.rapsim.org/docs/repertoire\\_complet.pdf](http://www.rapsim.org/docs/repertoire_complet.pdf)
- Rond-point de l'itinérance. (2014). Consommation de drogues et d'alcool et toxicomanie. Récupéré le 2 septembre 2016 de [http://rondpointdelitinerance.ca/itinérance/consommation-dalcool-et-de-drogues-et-toxicomanie?\\_ga=1.163787256.615585446.1475101868](http://rondpointdelitinerance.ca/itinérance/consommation-dalcool-et-de-drogues-et-toxicomanie?_ga=1.163787256.615585446.1475101868).
- San Francisco Chamber of Commerce. (2016). City Beat Poll Results. Récupéré le 19 avril 2016 de <https://sfchamber.com/citybeat2016pollresults/>
- Tenderloin Housing Clinic. (2016). Mission, Purposes, and Core Values. Récupéré le 29 avril 2016 de <https://www.thclinic.org/about/mission.php>.
- United States Census Bureau. (2015). Quick Facts San Francisco County California. Récupéré le 27 septembre 2016 de <http://www.census.gov/quickfacts/table/POP060210/06075>
- Vekshin, A. et D. Levy. (2014, 3 avril). Twitter tax break is target in San Francisco income war, *Bloomberg.com*, Récupéré le 19 avril 2016 de <http://www.bloomberg.com/news/articles/2014-04-03/twitter-tax-break-is-target-in-san-francisco-income-war>.

## Rapports et études

- Applied Survey Research. (2015). *San Francisco Homeless Point-in-Time Count & Survey 2015 Comprehensive Report*. Récupéré le 6 novembre 2015 de <http://sfgov.org/lhcb/reports>.
- Applied Survey Research. (2013). *San Francisco Homeless Point-in-Time Count & Survey 2013 Comprehensive Report*. Récupéré le 6 novembre 2013 de <http://sfgov.org/lhcb/reports>
- Commission permanente sur le développement social et la diversité montréalaise. (2012). *Les maisons de chambres à Montréal*. Récupéré le 11 mai 2016 de [http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/COMMISSIONS\\_PERM\\_V2\\_FR/MEDIA/DOCUMENTS/RAPP\\_MAISSONSDECHAMBRES\\_20120820.PDF](http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/COMMISSIONS_PERM_V2_FR/MEDIA/DOCUMENTS/RAPP_MAISSONSDECHAMBRES_20120820.PDF)
- COH (Coalition on Homeless). (2015). *Punishing the Poorest : How the Criminalization of Homelessness Perpetuates Poverty in San Francisco*. Récupéré le 7 septembre 2015 de <http://www.cohsf.org/Punishing.pdf>.
- COH (Coalition on Homeless). (2007). *Shelter Shock*. Récupéré le 7 septembre 2015 de <http://www.cohsf.org/wp-content/uploads/2014/08/ShelterShock.pdf>
- Fannie Mae. (2007). *Homelessness in America : American's Perception, Attitude and Knowledge*. Récupéré le 8 mai 2015 de [http://shnny.org/uploads/2007\\_Gallup\\_Poll.pdf](http://shnny.org/uploads/2007_Gallup_Poll.pdf)
- Policy Advocacy Clinic. (2015). *California's New Vagrancy Laws : The Growing Enactment and Enforcement of Anti-Homeless Laws in the Golden State*. University of California, Berkeley, School of Law. Récupéré le 11 avril 2016 de [http://www.homelesslivesmatterberkeley.org/pdf/CA\\_New\\_Vagrancy\\_Laws.pdf](http://www.homelesslivesmatterberkeley.org/pdf/CA_New_Vagrancy_Laws.pdf).
- Silicone Valley Institute for Regional Studies. (2015, juin). *Income Inequality in the San Francisco Bay Area* [Research Brief]. Récupéré le 2 mai 2016 de <http://siliconvalleyindicators.org/special-reports/income-inequality-brief-june-2015/>.

## Réseaux sociaux

Keller, J. (2016, 15 février). Open letter to SF Mayor Ed Lee and Greg Suhr (police chief) [Billet de blogue]. Récupéré le 11 mars 2016 de <https://justink.svbtle.com/open-letter-to-mayor-ed-lee-and-greg-suhr-police-chief>.

## Publications gouvernementales

Budget and Legislative Analyst Office. (2014). *Analysis of Supportive Housing Programs*. City and County of San Francisco Board of Supervisors. Récupéré le 25 février 2016 de <http://sfbos.org/sites/default/files/FileCenter/Documents/51064-Supportive%20Housing%20Final%20BLA%20Report%2012.15.14.pdf>

City and County of San Francisco Board of Supervisors. (2016) Administrative Code – City Navigation Centers for the Homeless. Récupéré le 29 juillet 2016 de <https://sfgov.legistar.com/LegislationDetail.aspx?ID=2674423&GUID=99947D03-DBEC-4748-84A2-A8F8561EBBBB&Options=&Search=>

City Attorney. (2014, 12 mai). *Herrera Sues City-contracted SRO hotel owner for rampant housing violation, false claims*. San Francisco City Attorney. Récupéré le 16 mai 2016 de [www.sfcityattorney.org/wp-content/uploads/2015/07/Thakor-SRO-Presskit.pdf](http://www.sfcityattorney.org/wp-content/uploads/2015/07/Thakor-SRO-Presskit.pdf).

Office of Policy Planning and Research. (1965, mars). *The Case for National Action : Negro Family*. United States Department of Labour. Récupéré le 7 septembre 2015 de <http://web.stanford.edu/~mrosenfe/Moynihan's%20The%20Negro%20Family.pdf>.

Office of the Controller. (2014). *Moving Beyond Stability : Service Utilization and Client Trajectories in San Francisco's Permanent Supportive Housing*. City and County of San Francisco, City Services Auditor. Récupéré le 27 février 2016 de <http://sfcontroller.org/sites/default/files/FileCenter/Documents/6014-Moving%20Beyond%20Stability%20-%20Final%20Report%20v2.pdf>.

- Office of the Controller. (2015a). *Report # 1 : Understanding the Navigation Center's Operation*. City and County of San Francisco Controller's Office. Récupéré le 10 novembre 2015 de <http://www.ecs-sf.org/programs/navcenter.html>
- Office of the Controller. (2015b). *Report # 2 : Encampment Homelessness in San Francisco*. County of San Francisco Controller's Office. Récupéré le 10 novembre 2015 de <http://www.ecs-sf.org/programs/navcenter.html>
- Office of the Controller. (2015c). *Report # 3 : Navigation a Cross-Sector, Multi — Agency Collaboration*. County of San Francisco Controller's Office. Récupéré le 10 novembre 2015 de <http://www.ecs-sf.org/programs/navcenter.html>
- Office of the Controller. (2015d). *Report # 4 : The Future of Navigation Center — Location, Scale and Scope*. County of San Francisco Controller's Office. Récupéré le 10 novembre 2015 de <http://www.ecs-sf.org/programs/navcenter.html>
- Office of the Controller. (2015e). *More Than a Shelter : An Assessment of the Navigation's First Six Months*. City and County of San Francisco Controller's Office. Récupéré le 10 novembre 2015 de <http://www.ecs-sf.org/programs/navcenter.html>.
- Radu, P. (2016, 18 avril). *Everything that Houses Must Converge : Coordinated Entry, HMIS, and a Centralized Database for a New Department*. City and County of San Francisco Human Services Agency. Récupéré le 18 avril 2016 de <http://sfgov.org/lhcb/sites/default/files/HMIS%20and%20Coordinated%20Entry%20in%20San%20Francisco%20-%20Radu%20APA%204.18.16.pdf>
- United States Interagency Council on Homelessness. (2015). *Opening Doors : Federal Strategic Plan to Prevent and End Homelessness*. Récupéré le 11 avril 2016 de <https://www.usich.gov/opening-doors>.
- SFP. (2004). *The San Francisco Plan to Abolish Chronic Homelessness*. City and County of San Francisco Local Homeless Coordinating Board. Récupéré le 5 décembre 2014 de <http://sfgov.org/lhcb/node/150>.
- SFPAR. (2014). *San Francisco's 10 Year Plan to End Chronic Homelessness : Anniversary Report Covering 2004 to 2014*. City and County of San Francisco Human Services Agency. Récupéré de <http://sfmayor.org/sites/default/files/FileCenter/Documents/404-Ten%20Year%20Plan%20Anniversary%20Report%20-%20Final%20Draft.pdf>

## Thèses et mémoires

- Beauregard, A. (2014). *L'appartement supervisé comme modèle d'habitation*. (mémoire de maîtrise non publié). Université du Québec à Montréal. Récupéré le 11 mars 2016 de <http://www.archipel.uqam.ca/6128/>
- Herring, C. (2010). *Punitive Containment and Contesting Neoliberalism : the Roots and Implication of Homeless Camps in America*. (mémoire de maîtrise non publié). Central European University. Récupéré le 12 mai 2014 de [www.etd.ceu.hu/2010/herring\\_christopher.pdf](http://www.etd.ceu.hu/2010/herring_christopher.pdf).

## Documents audiovisuels

- SFGov TV. (2014, 19 mars). *Appropriation – General Fund – Homeless Outreach Services*. [Vidéo]. Récupéré de [http://sanfrancisco.granicus.com/MediaPlayer.php?view\\_id=7&clip\\_id=19629](http://sanfrancisco.granicus.com/MediaPlayer.php?view_id=7&clip_id=19629).
- SFGov TV. (2014, 25 mars). *Appropriation – General Fund – Homeless Outreach Services*. [Vidéo]. Récupéré de [http://sanfrancisco.granicus.com/MediaPlayer.php?view\\_id=10&clip\\_id=19695](http://sanfrancisco.granicus.com/MediaPlayer.php?view_id=10&clip_id=19695).
- SFGov TV. (2014, 5 février). *Hearing on Ten Year Plan to Abolish Chronic Homelessness*. [Vidéo]. Récupéré de [http://sanfrancisco.granicus.com/MediaPlayer.php?view\\_id=7&clip\\_id=19268](http://sanfrancisco.granicus.com/MediaPlayer.php?view_id=7&clip_id=19268).
- SFGov TV. (2014, 30 avril). *Hearing - Analysis of Cost Effective Strategies for Housing the Homeless*. [Vidéo]. Récupéré de [http://sanfrancisco.granicus.com/MediaPlayer.php?view\\_id=10&clip\\_id=19976&meta\\_id=385991](http://sanfrancisco.granicus.com/MediaPlayer.php?view_id=10&clip_id=19976&meta_id=385991).
- SFGov TV. (2014, 6 mai). *Hearing - Homeless Outreach Services - FY2013-2014 — \$1,387,500*. [Vidéo]. Récupéré de [http://sanfrancisco.granicus.com/MediaPlayer.php?view\\_id=10&clip\\_id=20020&meta\\_id=386668](http://sanfrancisco.granicus.com/MediaPlayer.php?view_id=10&clip_id=20020&meta_id=386668).

SFGov TV. (2014, 7 mai). *Hearing - Evictions of the Homeless and Formerly Homeless from Publicly Funded Housing Units*. [Vidéo]. Récupéré de [http://sanfrancisco.granicus.com/MediaPlayer.php?view\\_id=7&clip\\_id=20029](http://sanfrancisco.granicus.com/MediaPlayer.php?view_id=7&clip_id=20029).

SFGov TV. (2014, 7 mai). *Hearing - Housing Ladder and the Role of the City in Housing the Homeless*. [Vidéo]. Récupéré de [http://sanfrancisco.granicus.com/MediaPlayer.php?view\\_id=7&clip\\_id=20029](http://sanfrancisco.granicus.com/MediaPlayer.php?view_id=7&clip_id=20029).

SFGov TV. (2014, 27 juin). *Opening of 73 Units of Housing for Formerly Homeless Individuals and Families*. [Vidéo]. Récupéré de [http://sanfrancisco.granicus.com/MediaPlayer.php?view\\_id=18&clip\\_id=20566](http://sanfrancisco.granicus.com/MediaPlayer.php?view_id=18&clip_id=20566).

SFGov TV. (2015, 3 décembre). *Mayor Lee Announces Bold Goal to Help at Least 8 000 people out of homelessness by End of Second Term*. [Vidéo]. Récupéré de [http://sanfrancisco.granicus.com/MediaPlayer.php?view\\_id=18&clip\\_id=24248](http://sanfrancisco.granicus.com/MediaPlayer.php?view_id=18&clip_id=24248).

## **Entrevues**

Fortin, M. (2016a, 2 mai). Entrevue avec Joe. San Francisco.

Fortin, M. (2016b, 6 mai). Entrevue avec John. San Francisco